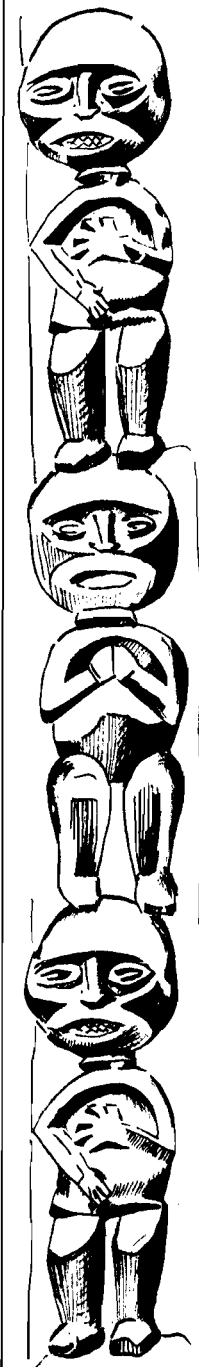


OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

ONAREST



A PROPOS DE L'OPERATION
YABASSI - BAFANG
(CAMEROUN)

TRAVAUX
ET
DOCUMENTS DE
L'INSTITUT DES
SCIENCES HUMAINES

ISH

4

J. C. BARBIER
Sociologue de l'ORSTOM

CENTRE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
(CSES)

OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES

CENTRE DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET SOCIALES

B.P. 193 YAOUNDE Tél. 22.46.88

///-1 //) R O P O S //) E // ' O P E R A T I O N
Y A B A S S I - B A F A N G
(C A M E R O U N)

Septembre 1977

J.C. BARBIER
Sociologue de l'ORSTOM

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 14.598

15 AVRIL 1986

Cote : A

Sujet de recherche n° 5 322 inclu dans les accords de coopération
scientifique entre l'ORSTOM et l'ONAREST.

Copyright ONAREST - J.C. BARBIER - 1977

Droits de reproduction et d'adaptation soumis pour tous pays à l'autorisation écrite préalable des dépositaires du copyright. Sont autorisées les citations et reproductions de figures accompagnées des références bibliographiques.

All rights reserved. No part of this book may be translated or reproduced by any means without the prior written permission from the copyright owners. Quotations and reproductions of drawings can be made only with bibliographical references.

Nous avons commencé l'étude des mouvements migratoires d'origine bamiléké, dans l'Ouest du Cameroun, par une enquête sur les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, en 1970-71. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans un premier rapport :

- . J.C. BARBIER - Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt, dans le département du Nkam. 1971, Yaoundé, ORSTOM, 303p., multigr.

Des missions du F.A.C. et de la Banque Mondiale ont, en 1972 et 1973, été amenées à évaluer l'Opération Yabassi-Bafang en vue de décider de l'opportunité de prolonger le financement par des sources extérieures, de définir les besoins en aide technique, et de conseiller d'éventuelles réorientations. Les rapports de ces missions ont pu abondamment utiliser notre premier rapport :

- . BONNAMOUR - Opération Yabassi-Bafang. Mission d'évaluation.
CREPIN 1972, Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères,
Paris, 214p., multigr.
- . BELLONCLE G. - Une expérience de colonisation de terres nouvelles au Cameroun : la SODENKAM. 1973,
GENTIL D. IRAM, 96p., multigr.
- Pour une nouvelle méthodologie du développement rural en Afrique Noire. Les leçons de trois expériences de développement intégré au Cameroun : ZAPI Centre-Sud, ZAPI Est, SODENKAM. 1973, 28p.,
dactylogr.

Lors du passage d'une récente mission du F.A.C. (COMITI, DUBOIS, FIORESE, NOBILE, 1977), nous avons eu la satisfaction de constater qu'un certain nombre de suggestions que nous avons faites lors de notre enquête et concernant le développement régional de l'arrondissement de Nkondjok, se trouvaient sérieusement prises en compte par les consultants des organismes financiers, citons entre autres :

- l'intégration de l'Opération de colonisation agricole dans un plan régional de développement afin d'éviter le clivage autochtones-immigrés, et de donner davantage d'ampleur à l'opération en prenant en considération les activités économiques des populations autochtones productrices de café et d'huile de palme ;
 - le déblocage des populations dibum et des petites chefferies bamiléké en forêt (Mbiam, Moya, Bakwa, Tongo, etc...) par un pont sur la Makombé et un réseau de pistes carrossables reliées à l'axe Yabassi-Bafang ;
 - Le bitumage d'une partie de l'axe Bafang-Yabassi ;
 - une plus grande confiance accordée aux "pionniers" quant à leur capacité d'organisation sociale, ce qui doit permettre un allègement de l'encadrement agricole au profit de la qualité de cet encadrement ;
 - le maintien d'un contact direct et personnalisé entre les dirigeants de l'opération et les intéressés, ceci afin d'éviter les dangers d'une distanciation bureaucratique source de nombreux malentendus, et la pléthore d'un personnel administratif plus encombrant qu'efficace ;
 - la nécessité de doter Nkondjok, chef-lieu d'arrondissement, des éléments urbains (équipements scolaires et sanitaires, services administratifs et techniques, etc...) susceptibles de retenir la population et d'attirer les investissements privés au niveau des activités du secteur tertiaire (commerce, artisanat, transport, etc...) ;
- etc...

Nous avons nous-mêmes continué notre réflexion sur cette opération de colonisation agricole, en référence à certains thèmes scientifiques : méthodologie et étude des communautés rurales, migrations et déséquilibres villes - campagnes, transformations sociales dans les nouvelles zones d'implantation humaine, etc... Ceci a abouti à la publication de trois articles :

- Les sociétés bamiléké de l'Ouest du Cameroun: Etude régionale à partir d'un cas particulier. in "Communautés rurales et paysanneries tropicales", 1976, ORSTOM, Paris, coll. Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 53, pp. 103-133.

- Colonisation agricole et référence au milieu urbain : exemple des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, au nord-est de Douala (Cameroun). in Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, volume X, n° 2-3, 1973, pp. 203-216.

- Opérations de développement et histoire des populations : cas de l'Opération Yabassi-Bafang (Cameroun), à paraître dans un Cahier de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, consacré au thème "Transformations sociales dans les nouvelles zones d'implantation humaine".

Afin que ces articles soient mis à la portée du plus grand nombre possible de lecteurs, nous avons estimé souhaitable leur publication par l'ONAREST, dans la collection TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH). Nous y avons ajouté un épilogue afin d'actualiser certaines de nos données statistiques.

J.C. BARBIER

Juillet 1977

LES SOCIÉTÉS FAMILIÈRES

DE L'OUEST CAMEROUN :

ÉTUDE RÉGIONALE

A PARTIR D'UN CAS PARTICULIER

J.C. BARBIER

texte déjà paru in "COMMUNAUTÉS RURALES ET PAYSANNERIES TROPICALES"
1976, ORSTOM, PARIS, coll. Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 53,
pp. 103 - 122.

15 AVRIL 1986

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 14.599

Cote : A

excentrique

"Un cas singulier...le microcosme plodémétien concentre, dans son originale diversité, de multiples problèmes que sa singularité et son excentricité posent de façon radicale."

Edgar MORIN (1)

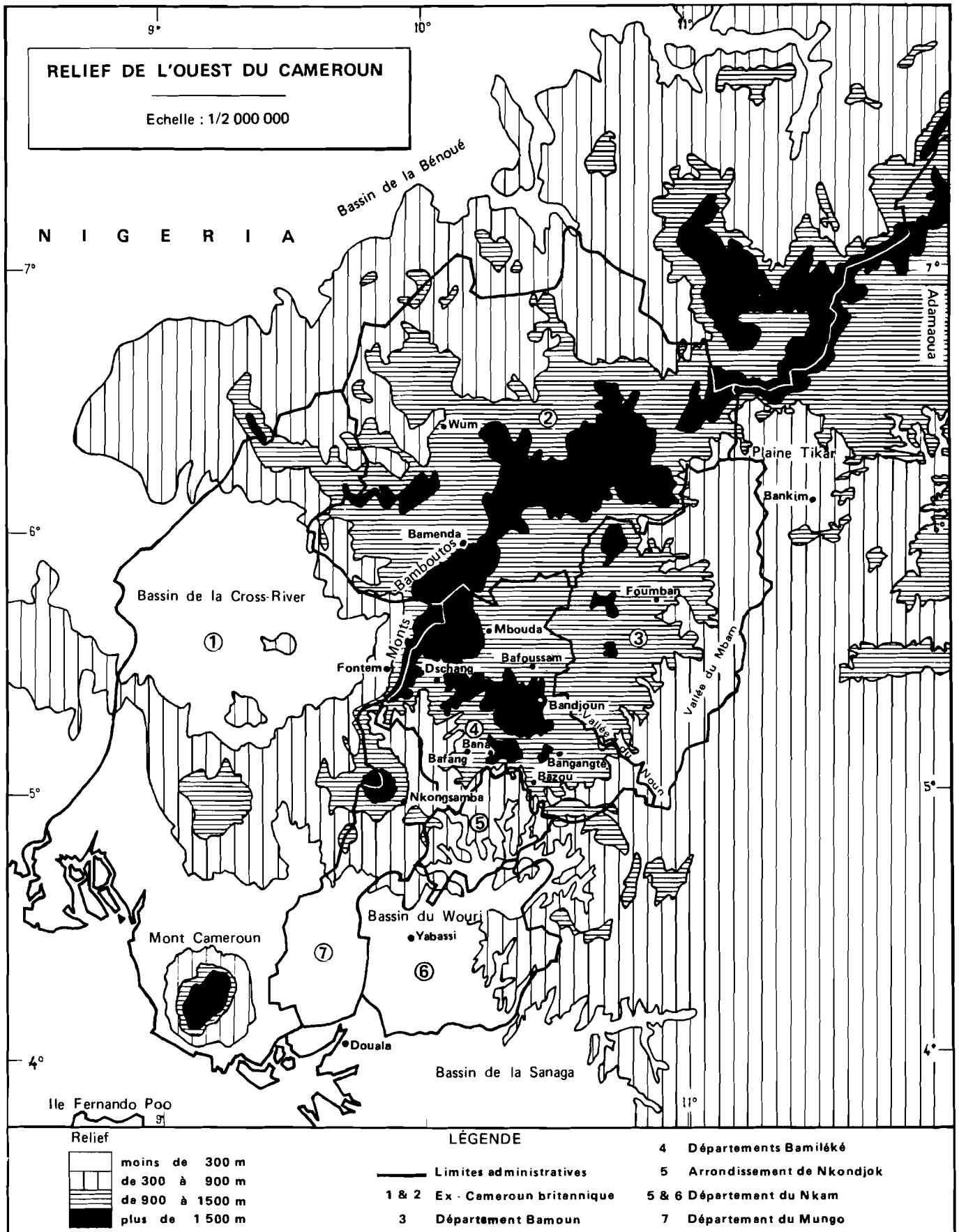
J'ai commencé, en septembre 1970, une enquête sociologique sur l'émigration bamiléké. Je me suis ainsi trouvé devant un ensemble démographique de près d'un million d'individus: le pays bamiléké lui-même totalisait 634.000 habitants en 1967, répartis sur près de 7.000 km² et on peut y ajouter environ 300.000 émigrés (2).

Amorcée dès le début du XXe siècle lors de la construction du Chemin de Fer du Nord qui devait atteindre Nkongsamba en 1911, l'émigration hors du plateau a investi progressivement des milieux ruraux et urbains très variés. En plus des prestations sur les chantiers routiers et ferroviaires de l'administration coloniale, les Bamiléké servirent d'abord comme manoeuvres agricoles dans les plantations du Mungo tant européennes qu'autochtones. Les gares de l'axe Douala-Nkongsamba devinrent des centres semi-urbains avec une population de manoeuvres et de petits commerçants désirant s'installer localement comme planteurs en achetant des terres aux autochtones. Par ailleurs, les maisons de commerce au terminus de Nkongsamba avaient aussi besoin de main-d'oeuvre pour le portage vers l'intérieur du pays (3), de même les activités portuaires de Douala. A cette émigration provoquée par la mise en place de l'économie coloniale, s'ajoutèrent, dès les années trente, les efforts des pouvoirs publics pour décongestionner le plateau bamiléké qui apparaît déjà surpeuplé. Des zones de colonisation agricole, dont la dernière en date est l'Opération Yabassi-Bafang lancée en 1966, furent aménagées sur le pourtour de ce plateau. Nous sommes donc devant des mouvements migratoires d'une grande ampleur, commencés depuis plus de cinquante ans et qui aboutissent à une grande diversité des milieux d'immigra-

(1) Edgar MORIN - 1967 - Commune en France, la métamorphose de Plodémet. Fayard éd., Paris, p. 14.

(2) Section de Géographie - 1972 - Tableau de la population du Cameroun ORSTOM, Yaoundé.
1964 - Carte de localisation des groupes humains, ORSTOM, Yaoundé.

(3) Bernard NKUISSI - 1967 - Nkongsamba, les années obscures de la fondation de 1898 à 1923, essai de monographie urbaine. Mémoire de DES d'Histoire de la Fac. Lettres et Sci. Hum., Lille, 156p.



tion: zone rurale ou urbaine, immigration ancienne ou récente, colonisation "spontanée" ou "dirigée" (1); et à des activités économiques multiples : du manoeuvre agricole au commerçant d'import-export.

L'exemple bamiléké, par sa taille démographique et sa superficie, par sa grande diversité tant dans l'aire d'habitat traditionnel (le plateau bamiléké) que dans les zones d'immigration, par son morcellement politique en chefferies, par ses multiples activités économiques, ne peut que décourager le chercheur soucieux de trouver une aire d'enquête relativement homogène et représentative de l'ensemble qu'il doit appréhender. Le chercheur se voit contraint de justifier le choix de son terrain, qui est forcément ponctuel et particulier, et de délimiter la généralisation de ses résultats dans le but de saisir, si possible, un ensemble régional. La relation du chercheur et du terrain commence par la sélection de celui-ci. Certes, ce problème est classique mais les sociétés bamiléké, par leur ampleur et la variété de leurs manifestations, le posent d'une façon radicale.

J'ai choisi d'étudier dans la première phase de mon enquête les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. De 1965 à 1970, le Génie Militaire construit une route qui descend le rebord méridional du plateau bamiléké et traverse, du nord au sud, la forêt de l'actuel département du Nkam. Cet axe, parallèle à celui du Mungo, ouvre une nouvelle zone de colonisation agricole: treize villages y étaient déjà installés en juin 1971, soit un total de 2.800 habitants. Les immigrés, qui reçoivent le qualificatif de "pionniers", sont pour la plupart des Bamiléké (2). Nous avons à faire à une zone d'immigration récente (depuis 1966) sous la forme d'une colonisation "dirigée" (une société de développement, la SODENKAM (3) encadre les

(1) Selon la typologie de J.P. RAISON. La colonisation des terres neuves tropicales, Et. rurales, juillet-sept. 1968, 31.

(2) En juin 1970, après cinq ans de recrutement, 84% des inscrits sont originaires des départements bamiléké. J.C. BARBIER - 1971 - Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt, dans le département du Nkam (ORSTOM, Yaoundé, 303p., p. 151).

(3) La Société de Développement du Nkam (SODENKAM) est gérée selon la loi 68/LE/9 du 11 juin 1968 portant création des sociétés de développement. Avant cette date, c'est la Société Centrale pour l'Equipe-ment du Territoire - Coopération (SCET-COOP) qui a été chargée des études préliminaires et du lancement de l'opération sous la tutelle du Ministère du Plan.

colons) et hors des lieux habituels de l'immigration bamiléké. Il s'agit donc d'un cas particulier, voire même excentrique, par rapport à l'ensemble bamiléké.

Je suis donc averti, dès le début, que les formes sociales que je vais y inventorier ne seront nullement généralisables. Cependant, cette étude a permis de mettre en évidence un mode d'organisation sociale qui semble être spécifique aux populations des plateaux de l'ouest du Cameroun. Ce mode d'organisation a déjà opéré lors du peuplement de ces plateaux du XVIIe au XIXe siècles et a abouti à une mosaïque de chefferies - on en compte plus d'une centaine. Aujourd'hui les émigrés bamiléké réutilisent ce modèle culturel dans le contexte économique et politique contemporain où il reste opérationnel. De ce fait, la structuration sociale des milieux d'immigration bamiléké est particulièrement rapide. De nouvelles formes de sociabilité s'élaborent en continuité avec les formes traditionnelles, sans pour autant les répéter. Elles assurent aux émigrés une efficacité sociale qui n'est pas sans incidence sur leur réussite économique. J'ai considéré les villages pionniers comme un lieu d'observation privilégié où s'amorçait une telle structuration sociale à partir d'un point zéro.

En quoi les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, dont j'ai souligné le particularisme, ont-ils été un laboratoire opportun, un moyen d'accès à l'ensemble des sociétés bamiléké ? En d'autres termes, l'étude régionale peut-elle s'appuyer sur des cas extrêmes choisis pour leur pouvoir révélateur ? Une telle démarche, différente de la monographie villageoise qu'on étend ensuite à l'ensemble ethnique, n'est pas sans intérêt, à mon avis, pour une sociologie des changements et de la genèse de nouveaux milieux sociaux.

C'est la reconstitution d'un processus d'organisation sociale, dans un milieu d'immigration récente, que je vais essayer de présenter dans cet article. Je ne retracerai pas les tâtonnements dans la mise au point de cette problématique - ils furent nombreux - mais plutôt la logique interne de son élaboration. Nous verrons ensuite que c'est au niveau de ces dynamismes sociaux qu'une généralisation à l'ensemble des populations des plateaux de l'ouest du Cameroun pourra être tentée.

1 - PRESENTATION GENERALE DES POPULATIONS DES
PLATEAUX DE L'OUEST DU CAMEROUN

Les plateaux de l'ouest du Cameroun, entre les 5° et 6°30' parallèles nord, dominant, par plus de 1.000m d'altitude, la forêt tropicale du littoral et des bassins de la Cross-River et du Wouri. Ces plateaux s'étalent de part et d'autre de l'"échine dorsale" du Cameroun, de direction SW-NE, qui va de l'Ile Fernando-Po et du Mont Cameroun jusqu'aux Monts du Mandara. Ils sont séparés des plateaux de l'Adamaoua par la haute vallée du Mbam. La frontière Nigéria-Cameroun, qui délimite ces plateaux au nord et à l'ouest, correspond au bassin de la Bénoué. Une même civilisation s'est développée sur l'ensemble de ces plateaux, de Foumban à Wum et de Bankim à Bafang. Une première observation empirique dégage les traits communs suivants :

a)- le paysage (1)

Par opposition à la forêt, les Allemands ont utilisé le terme de "grasland", qui sera traduit plus tard en anglais "grassfield", pour désigner la savane de ces plateaux et les formations montagnardes qui s'y trouvent en altitude. L'habitat traditionnel est dispersé, et le bocage témoigne d'un reboisement par l'homme : vallées peuplées de palmiers-raphia, haies en courbes de niveau, clôtures pour canaliser le petit élevage, arbres fruitiers tels que les kolatiers, eucalyptus introduits par l'administration coloniale, etc... Les collines sont sillonnées par des billons qui remontent de plus en plus haut, dans le sens de la pente. Des femmes y travaillent en groupes et cultivent surtout des tubercules (taro), macabo, igname, manioc) et du maïs. A ces cultures vivrières s'ajoutent, depuis les années cinquante, des plantations de café robusta et arabica.

(1) J. CHAMPAUD - 1972 - Atlas régional Ouest 2- ORSTOM, Yaoundé, 192p., ctes.

(2) J. HURAUULT - 1970 - L'organisation du terroir dans les groupements Bamiléké. Et. Rurales, 37-38-39, pp. 232-256.

J.L. NDONGMO - 1972 - L'aménagement de l'espace rural en pays bamiléké. Thèse de 3e cycle géographie, Fac. Lettres et Sci. Humaines, Lille.

b)- L'architecture et l'art (1)

La case traditionnelle de l'ouest, de plan carré et surmontée d'un toit de chaume volumineux qui lui donne, vue de loin, la silhouette d'un champignon, s'oppose à la fois à la case circulaire du Nord-Cameroun et à la case rectangulaire au toit de nattes (2) des zones forestières. Les chefferies sont des lieux de concentration de telles cases : s'ajoutent à celle du Chef (mfo) les nombreuses cases de ses femmes, disposées de part et d'autre d'une allée descendant de la place du marché à la chefferie, les cases des serviteurs, les grandes cases de réunion des associations coutumières, etc... On peut parler d'un véritable ensemble architectural. La sculpture accompagne la construction de ces cases et extériorise le rang social du propriétaire : encadrement de porte, piliers qui soutiennent le toit, sièges pour participer aux réunions des associations, statues et masques représentant des ancêtres. Par ailleurs, la sortie d'une association coutumière sur la place du marché est l'occasion, pour ses membres, d'exhiber sa richesse et son prestige : tissus et Calebasses recouverts de perles de traite colorées, pièces de tissus teints à l'indigo selon la technique des réserves par broderies (3), peaux de panthères, etc...

c)- Des dialectes apparentés

Les chefferies voisines se comprennent et il n'existe pas de ligne de rupture linguistique. Cependant, la distance introduit progressivement des difficultés de compréhension selon le schéma classique : A comprend B qui comprend C, mais la communication devient difficile entre A et C. De là l'existence de nombreux dialectes à l'intérieur d'un ensemble linguistique qui englobe toutes les sociétés installées sur les plateaux de l'ouest. Cet ensemble s'oppose, d'une part aux langues bantoues plus méridionales des populations forestières, et d'autre part aux parlers des populations de l'Adamaoua. Malcolm GUTHRIE propose l'appellation de Bantoïde pour désigner cet ensemble et plus récemment J. VOORHOEVE a délimité un groupe Mbam-Nkam (4).

(1) R. LECOQ - 1953 - Les Bamiléké, une civilisation africaine, éd. Présence Afric., Paris, 221p.

(2) Ces nattes sont faites avec des folioles de plamier raphia.

(3) Cette technique est décrite par Mme BOSER-SARIVAXEVANIS - 1969 - Aperçu sur la teinture à l'indigo en Afrique Occidentale, Bâle.

(4) M. GUTHRIE - 1953 - The Bantu languages of Western Equatorial Africa. Handbook of African Languages. International African Inst. Oxford Univ. Press, 94p.

J. VOORHOEVE - 1971 - The linguistic unit Mbam-Nkam (Bamiléké, Bamoun and related languages). J. Afri. Languages, pp. 1-12.

d)- Des chefferies

Avec un pouvoir centralisé autour de la personne du mfo, une hiérarchie de notables nettement affirmée et des associations coutumières à base territoriale. Les sociétés des plateaux se distinguent des sociétés claniques et acéphales du Sud-Cameroun. Les chefferies, de taille variable (de 1.000 à 30.000 habitants) sont indépendantes les unes des autres et dessinent une mosaïque politique. Les chefs (mfo) succèdent de père en fils et un conseil de notables - le "kamve" - organise l'intronisation. La possession d'un titre de notabilité ouvre l'accès aux grandes associations coutumières qui se réunissent périodiquement sous la présidence du mfo ou d'un serviteur qui le représente. Ces associations se différencient selon leur recrutement (serviteurs, membres du lignage royal, autres notables), leurs fonctions, et se hiérarchisent par le prestige qui leur est reconnu dans la structure de la chefferie. L'entrée dans le système des titres, contrôlée par le mfo, est relativement ouverte aux individus entreprenants, et une forte mobilité sociale est encouragée à l'intérieur même de la chefferie traditionnelle.

Aucune dénomination n'est utilisée par les populations concernées pour désigner l'ensemble démographique que nous venons de présenter. Chaque chefferie place le préfixe -ba- qui veut dire "les gens de", devant le nom qui l'individualise. Le terme "bamiléké" est né des contingences historiques de la pénétration coloniale et s'applique à une partie seulement de cet ensemble. Lorsque les Allemands atteignirent la crête des Monts Bamboutos et découvrirent la cuvette de Dschang (bassin supérieur du Nkam), l'interprète désigna les populations de la zone par l'expression "Ba mbu léké", ce qui signifie "les populations de la vallée" (1). Cette appellation ne s'applique pas à une chefferie précise mais à un ensemble géographique. Le premier texte allemand qui mentionne le terme "bamiléké" date de 1905 : c'est le récit de l'expédition de Manengouba qui a effectivement atteint des chefferies au sud de Dschang. Ce terme s'étendit ensuite à d'autres populations des plateaux. Cette extension se heurta, au nord, au terme "tikar" qui lui aussi fut utilisé avec excès par l'administration.

(1) C'est ce qu'explique l'administrateur L. GEAY à Mme L. DUGAST dans une lettre du 29 mars 1944. Cette version se trouve confirmée du côté du Cameroun anglophone, par le Dr. Elisabeth DUNSTAN.

Les Tikar sont un ensemble ethnique constitué d'éléments Mboum émigrés dans la haute vallée du Mbam et d'autochtones au parler Tumu. Les émigrés Mboum dominèrent politiquement mais adoptèrent la culture locale. De nombreuses dynasties régnantes, dans la région de Bamenda, se disent originaires de cette haute vallée du Mbam, la plaine Tikar et les administrations anglaises et françaises en ont déduit une aire culturelle "tikar" de Bankin à Wum (1). L'extension du terme "bamiléké" a été aussi limitée par la vallée du Noun, no man's land historique entre les chefferies à l'ouest du Noun et le royaume Bamoun. Le district de Fontem, quant à lui, a toujours été considéré, par les administrateurs, comme apparenté au pays Bamiléké, bien qu'il en soit séparé par la frontière franco-anglaise.

Malgré le caractère artificiel de son étymologie qui relève d'une intervention extérieure, le terme "bamiléké" est adopté par les intéressés eux-mêmes. En outre, il se justifie objectivement dans la mesure où il individualise effectivement un sous-ensemble dans l'aire culturelle que nous venons de présenter. Le plateau "bamiléké" se distingue des autres régions de l'ouest du Cameroun par les traits suivants :

a)- l'importance de son bocage

Il s'étend de Dschang à Bandjoun et le degré d'humanisation de son paysage correspond à une forte occupation du sol avec habitat dispersé.

b)- de très fortes densités

Dans le quadrilatère Dschang-Bangangté-Bafoussam-Mbouda, les densités des chefferies dépassent toutes 150 h au km². Bahouan, à l'ouest de Bandjoun, atteint 320 h au km². Ces fortes densités alimentent un important courant migrateur.

(1) Dans un article récent, B.M. CHILVER et P.M. KABERRY - 1972 - réagissent contre cette extension abusive du terme Tikar qui ne recouvre plus une entité linguistique ou ethnique: The Tikar problem : non-problem. IN J. of African Languages.

c)- une administration coloniale française

Elle a réduit progressivement l'autonomie des chefs traditionnels afin de les transformer en agents d'exécution. Cette politique a introduit une nette différenciation par rapport à la zone sous tutelle anglaise. Cette évolution du pouvoir traditionnel et sa collaboration avec l'administration coloniale ne furent d'ailleurs pas sans incidence sur la révolte upéciste de 1958-1960 où les chefs (mfo) furent violemment contestés dans un contexte de lutte ouverte anti-coloniale. Il est significatif que cette révolte qui affecta l'ensemble du plateau bamiléké et qui troubla le département du Mungo et la ville de Douala, n'empiéta ni sur le pays Bamoun ni sur la zone anglophone. Elle ne s'articula pas non plus avec les maquis Bassa qui lui furent antérieurs.

d)- le degré de son intégration à l'économie marchande

L'ex-Cameroun Occidental sous administration anglaise était resté une région marginale du Nigéria. La région de Bamenda était considérée comme un réservoir de main-d'oeuvre pour les grandes plantations de type européen de la partie sud. Du côté français, le développement de la caféiculture à partir des années cinquante, l'établissement d'un réseau routier dense, et la participation active des Bamiléké au secteur commercial, accordaient à l'économie marchande une place de plus en plus importante. Pour faciliter la pacification de la région, les populations furent regroupées et un axe routier stratégique traverse maintenant le plateau de Bafang à Bafoussam, prolongeant ainsi la route Douala-Nkongssamba. La région bamiléké se trouve donc plus étroitement reliée à l'aire d'influence de Douala et un processus d'urbanisation s'amorce au niveau des chefs-lieux de département. Le cas de Bafoussam est éloquent : de 6.000 habitants en 1956, elle passait à 35.000 en 1967. Cette urbanisation s'accompagne d'une modernisation des campagnes; équipements sociaux (écoles, dispensaires, etc...), cases en dur (parfois avec étage et groupe électrogène) construites par les émigrés dans leur chefferie d'origine, multiplication des bâtiments administratifs, intensification du trafic routier, etc...

Dans l'état actuel de mes recherches, le terme "bamiléké" apparaît adéquat, à la condition cependant de l'inscrire dans un ensemble plus vaste : les populations des plateaux de l'ouest du Cameroun. Je dirai : "les sociétés bamiléké", pour sous-entendre que les groupes humains concernés continuent encore à se référer principalement à leur chefferie respective.

2 - LE CHOIX D'UN TERRAIN

Le pays bamiléké totalise plus d'une centaine de chefferies qui sont différentes dans leur taille (de 1.000 à 30.000 h) et leur milieu écologique (bocage, savane, forêt). Les titres de notabilité et les noms des associations coutumières varient linguistiquement d'une chefferie à une autre. Mieux, les études de R. BRAIN sur les Bangwa de la région de Fontem révèlent des variations importantes quant aux structures sociales, par exemple le régime matrimonial du nkap (1). Le choix d'une chefferie risque alors de relever de l'arbitraire et du contingent.

Ce choix fut épargné car la monographie d'une chefferie du plateau se trouva écartée, comme moyen d'approche, à cause des séquelles éventuelles de la crise des années soixante qui auraient pu gêner une enquête intensive. Cette appréhension s'est d'ailleurs révélée, par la suite, nettement exagérée puisque depuis 1970 trois monographies de chefferie ont pu être conduites avec la collaboration des intéressés (2). Cet éloignement de l'aire d'habitat traditionnel bamiléké n'a pas été un handicap grâce aux travaux de J. HURULT et C. TARDITS (3) qui apportent une connaissance de la société traditionnelle. Vu ces travaux, il n'était pas absolument indispensable que je commence l'enquête par l'investigation d'une zone de départ de l'émigration.

(1) R. BRAIN - 1965 - Bangwa (Western Bamiléké) marriage wards. Africa, 39, janv., pp. 11-25.

(2) BALENG par J. BLUMMER, BANGWA par C.H. DE LA TOUR DEJEAN et BANA par moi-même.

(3) J. HURULT - 1962 - La structure sociale des Bamiléké. Mouton et Cie éd., Paris, La Haye, 133p.

C. TARDITS - 1960 - Les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun. Berger-Levrault éd., Paris.

Bien qu'étant conscient de l'importance, pour le migrant, de sa société d'origine, c'est donc vers les zones d'immigration que je me suis tourné. Cette restriction dans le choix du terrain n'était pas pour me déplaire. Certes, l'étude d'un milieu traditionnel, relativement bien "conservé", réserve toujours au chercheur un certain plaisir exotique et apporte une dimension historique indispensable à toute étude sociologique; mais l'étude d'un nouveau milieu facilite mieux l'appréhension des changements, renseigne sur les stratégies adoptées par les agents sociaux, groupes et individus. C'est en effet par celles-ci que se réalise, en définitive, l'adaptation d'un ensemble ethnique aux variations du champ économique et politique ce qui correspond, dans la phase actuelle, à son insertion dans un contexte de construction nationale.

J. HURAUULT a su mettre en évidence la dynamique interne des sociétés bamiléké : une forte mobilité sociale s'y manifeste, en s'articulant à des statuts sociaux rigoureusement hiérarchisés et à un pouvoir politique centralisé et personnifié par le hef (mfo). L'individualisation des lignées non héréditaires après la seconde génération, un droit successoral qui privilégie un héritier parmi tous les fils du défunt, une éducation qui valorise le travail et l'enrichissement individuel, la possibilité de "capitaliser" des femmes par le régime matrimonial du Nkap (1), apparaissent dans l'analyse de J. HURAUULT comme les principaux moteurs de la promotion sociale des individus. Cependant, cet auteur traite principalement de la société traditionnelle et s'arrête aux années cinquante.

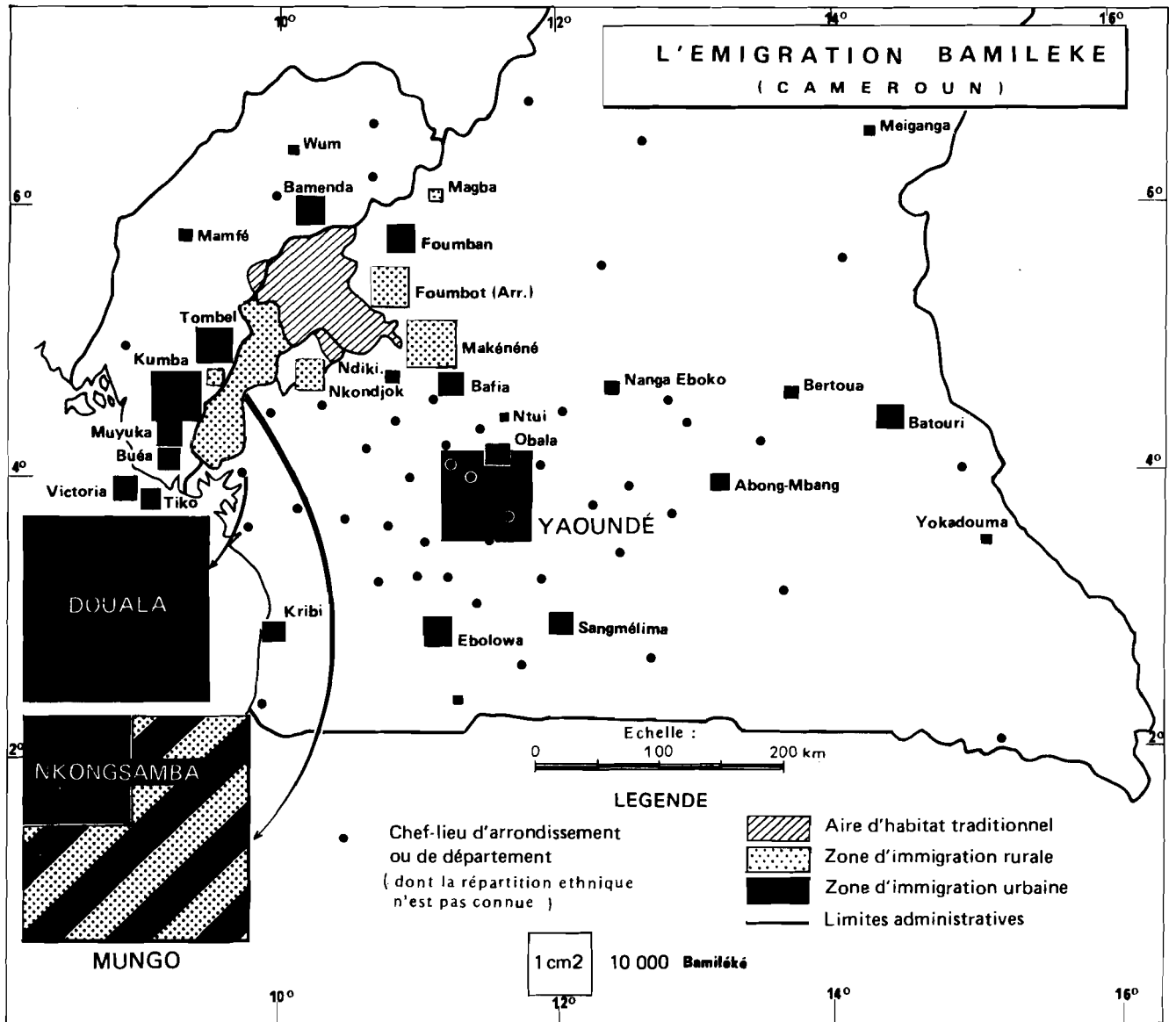
(1) "...Une fille est donnée en mariage par son père ou par le titulaire d'un droit de disposition matrimoniale sur elle, le tankap, à un homme sans que celui-ci ait à verser de dot, en dehors de quelques services ou de la remise de faibles cadeaux (chèvre et huile de palme) au père et à la mère de la fille, en contre partie de quoi ce mari, une fois devenu père, n'exercera lui-même aucun droit de disposition matrimoniale sur une ou plusieurs des filles issues de cette union...ce droit revenant à l'homme qui lui a procuré une femme, le tankap. Ce dernier pourra donner en mariage cette fille, la younkap, sous le même régime que sa père ou bien sous régime dotal; il pourra également se procurer par échange, en la fiançant, une épouse de plus..." C. TARDITS, op.cit., p. 20.

Le comportement économique actuel des Bamiléké, qualifié de "dynamique", reste encore inexpliqué dans la littérature existante. Aujourd'hui, l'axe Douala-Bafoussam est la région la plus développée du Cameroun et Douala fait figure de capitale économique pour tout l'ouest du Cameroun. Dans cette économie régionale, les Bamiléké émigrés, devenus planteurs, artisans, transporteurs, commerçants, jouent un rôle de premier plan. Une bourgeoisie nationale, intermédiaire du capitalisme international, contrôle les maisons d'import-export et de redistribution. Ce "dynamisme" qui étonne l'observateur par ses initiatives d'envergure, est souvent interprété en termes pré-scientifiques qui font appel à la notion vague de "mentalité", concept aristotélicien par excellence pour reprendre l'expression du psychologue Kurt LEWIN (1), c'est-à-dire qui explique les attitudes sociales d'un individu ou d'un groupe par une qualité innée possédée par cet individu ou ce groupe. Dans le cas bamiléké, cette affirmation est souvent liée à une assimilation avec l'européen: même mentalité, même réussite. Le patrilignage, du fait de sa faible étendue et de l'individualisation de ses lignées, n'exerce pas une emprise familiale trop forte sur l'individu. Le droit successoral favorise un fils et les autres enfants doivent faire preuve d'initiative pour s'établir. Devant ces faits, on se plaît à évoquer "l'individualisme" de cette population, son sens de l'épargne et de l'effort et les possibilités qu'elle a d'élaborer sur le plan économique un capitalisme libéral comparable au modèle européen. Afin d'éviter de tels jugements, élogieux certes mais qui sont de l'ordre de la description et non de la causalité, il me fallait étudier les comportements économiques actuels des Bamiléké en les reliant aux structures sociales de leurs sociétés. Pour cela, l'étude d'une zone d'immigration a semblé devoir être plus fructueuse. Celle-ci peut être, en effet, définie comme un lieu d'actualisation des stratégies économiques.

Pour les besoins d'une enquête qualitative, avec intervention d'une équipe limitée à un chercheur et à un ou deux collaborateurs, il fallait trouver une zone d'immigration qui soit géographiquement aisée à cerner et de volume démographique relativement réduit. Les études géographiques de J. CHAMPAUD (2) qui couvrent l'ensemble des plateaux de l'ouest du Cameroun et qui situent les zones de colonisation agricole, me furent un guide précieux.

(1) Kurt LEWIN - Psychologie dynamique, les relations humaines, PUF, éd., Paris.

(2) J. CHAMPAUD, op. cit.



Un premier choix s'imposait entre les divers types d'immigration (1) illustrés dans le tableau suivant :

Tableau 1
Les zones d'immigration bamiléké

Type d'immigration	urbaine		rurale	
		ancienne		récente
spontanée	Douala Yaoundé centres du Mungo	Mungo (1910) Makénéne (1940) TombeI		Plaines des Mbo Plaine de Ndop (1960)
orientée	New Deido (1961) (Douala)	Nkogam (1937) (arrond. Foumbot)		Galim (1969) Magba (Plaine Tikar)
dirigée		rive gauche du Noun (1932)		Opération Yabassi- Bafang (1966)

Les villages de l'Opération Yabassi-Bafang répondaient aux critères sus-indiqués : 2.500 habitants en juin 1970, répartis dans treize villages et vivant dans un isolat géographique. Son principal intérêt résidait dans son caractère récent: les trois premiers villages, fondés en 1966 en pleine forêt, dans une zone jusqu'à présent marginale et sous-équipée, avaient cinq ans d'existence au début de l'enquête. Je pouvais considérer de tels villages comme un véritable laboratoire où s'élaborait-à partir d'un point zéro - la vie sociale des immigrants. La faible densité des populations autochtones, la politique résolument ségrégationniste de l'Opération (2) et l'application de la loi foncière concernant le Patrimoine Collectif National (3) confirmaient ce point de vue.

(1) J.P. RAISON, op.cit.

(2) La SODENKAM limite son encadrement technique aux seuls villages pionniers et les autochtones doivent donc se faire pionniers, s'il veulent bénéficier directement de l'opération.

(3) Décret-loi n° 63-2 du 9 janvier 1963.

Je risquais, par contre, de me heurter au caractère artificiel de villages créés par une colonisation agricole de type dirigé. Cette opération, qui repose en grande partie sur un financement extérieur, ne risque-t-elle pas de végéter si cette source se tarit ? L'immigration spontanée prendra-t-elle le relais des campagnes de recrutement ? Les relations verticales qui se développent par rapport à l'administration et à l'encadrement, ne vont-elles pas étouffer les relations horizontales entre immigrés ? La société pionnière saura-t-elle acquérir son autonomie ?

J'ai pu ultérieurement remarquer que ce type de relations verticales, en faveur des pouvoirs administratifs et techniques, se retrouvait sur l'ensemble du pays bamiléké où un système d'allégeance aux structures étatiques mises en place dans la phase actuelle de construction nationale, concurrence en maint endroit le système de dépendance traditionnelle au chef (mfo). N'y aurait-il pas là un transfert aboutissant à la consécration des relations verticales ? D'autre part, l'enquête sur les villages pionniers a révélé les multiples initiatives des colons qui n'ont nullement un rôle passif d'assistés. D'ailleurs, les interventions de l'encadrement ne se révèlent pleinement efficaces que si elles coïncident avec les calculs économiques à long terme qui ont conduit ces pionniers dans cette zone. C'est en définitive ce degré^{de}/compatibilité qui détermine la réussite de l'Opération.

Ces initiatives de la société pionnière en réponse aux incitations des responsables de l'Opération se traduisent par une participation des colons aux institutions mises en place par les pouvoirs publics. J'ai pu observer aussi la naissance d'institutions spontanées dans les secteurs de la vie sociale non soumis directement à ces rapports d'extériorité. Après cinq ans d'existence, les villages pionniers sont devenus de véritables communautés villageoises, autonomes, spécifiques et conscientes.

3 - DYNAMIQUE DE L'ORGANISATION SOCIALE DES
VILLAGES PIONNIERS

Venus de Douala, du Mungo et des cinq départements bamiléké, sur décision individuelle, peu de colons - sauf quelques groupes de gardes civiques (1) - se connaissaient déjà avant leur arrivée dans la zone. Chaque village peut donc être considéré comme un groupe primaire, non encore différencié ni hiérarchisé, où les individus sont dans une situation de face à face. En outre, on doit noter l'absence quasi totale d'un cadre matériel préétabli - sinon un espace de forêt à défricher !

Tout est à créer pour organiser cet espace villageois. A l'entrée du périmètre de colonisation agricole, une pancarte donne au visiteur un minimum d'information historique : "En 1964, la forêt partout...". En fait, la forêt était de type secondaire et l'occupation de l'espace par les populations autochtones, non négligeable. Cependant, la partie septentrionale du département du Nkam, marginalisée par le réseau routier mis en place par la colonisation (2), victime d'un exode rural qui s'est accentué à partir des années cinquante, occupée par des maquis en 1960; présentait un état tel de sous-équipement, de léthargie économique et de faible densité démographique, qu'on peut considérer que la mise en valeur de la région par des cultures d'exportation, a pratiquement démarré avec l'Opération (3).

Au début, les relations avec les autochtones ont été des plus réduites. Lorsque les premiers colons arrivèrent à Sohok, ils y trouvèrent 40 cases dispersées et 184 habitants. Ceux-ci ne purent pas assurer la totalité du ravitaillement en produits vivriers, ni fournir

(1) Les gardes civiques constituent une milice qui a été formée au moment des troubles des années 60, Le succès de la pacification les obligea à se reconvertir et plusieurs entrèrent dans l'Opération Yabassi-Bafang dès 1966.

(2) En 1911, le Chemin de Fer du Nord, de Douala à Nkongsamba, commence à drainer à son profit les produits d'exportation et les mouvements migratoires. La piste précoloniale qui traverse l'actuel département du Nkam par Nkondjok et qui aboutit à Yabassi sera progressivement délaissée.

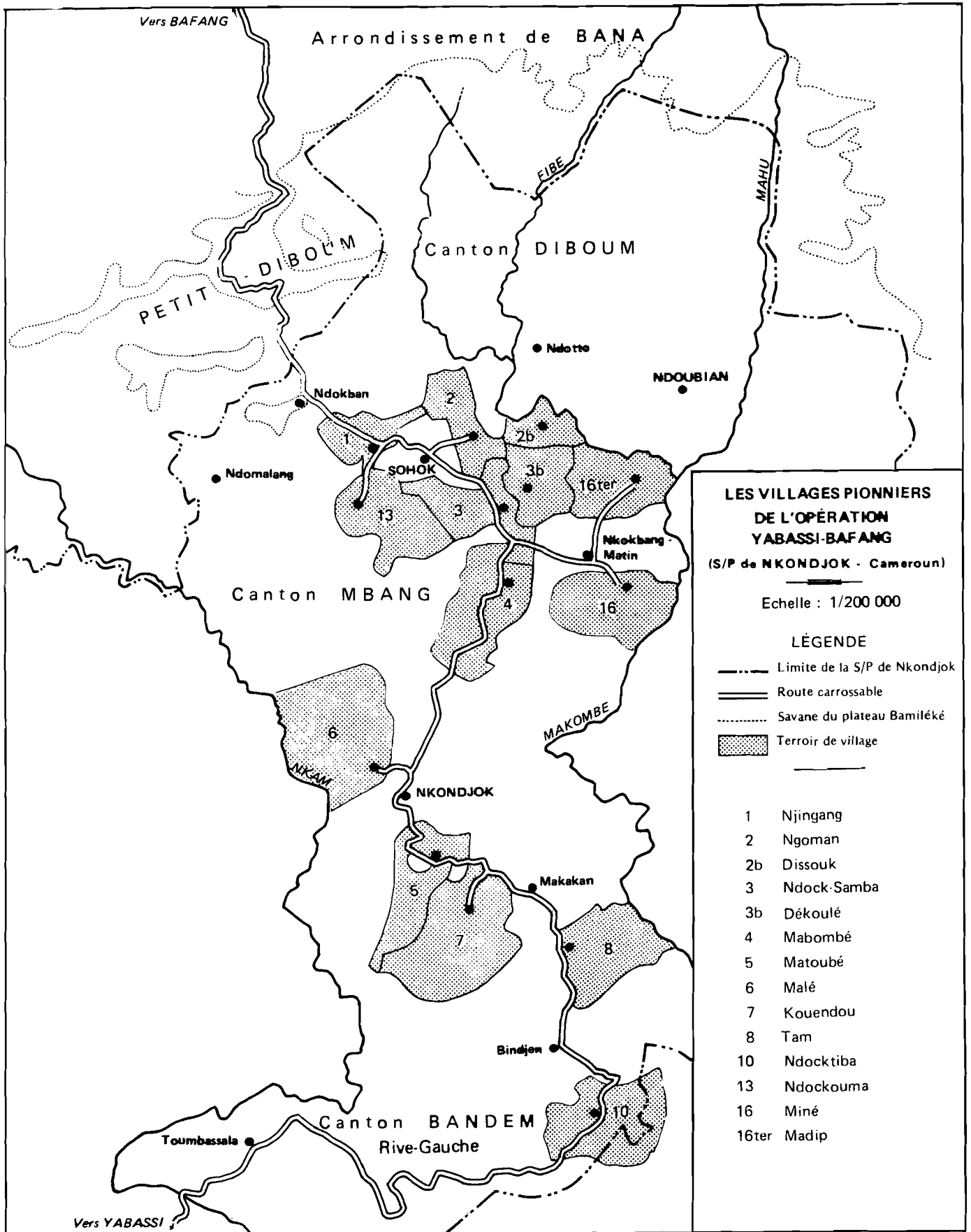
(3) Trois jours de portage étaient nécessaires pour évacuer tines d'huile, palmistes, café et cacao, vers Yabassi, Bafang ou Nkongsamba.

des nattes en quantité suffisante pour couvrir les toits des premiers campements. La seule activité économique notable des autochtones (Mbang et Dibum) était l'échange, sur le marché de Bankambé à la limite du plateau bamiléké, de tines d'huile de palme contre du sel, du poisson séché et des biens de consommation moderne (vêtements, savon, pétrole, etc...). Ce sont les colons eux-mêmes qui ouvrirent le marché actuel de Sohok.

L'occupation de l'espace par les populations autochtones n'appartient donc pas au début très contraignante. D'ailleurs, les terroirs des nouveaux villages ont été délimités à l'écart des habitations autochtones, sur des terres non-utilisées qui tombaient sous la loi foncière de 1963 portant création du Patrimoine Collectif National.

Deux catégories de colons fournirent les premiers contingents: les gardes civiques et les originaires du Haut Nkam. Formés rapidement en 1960 pour seconder l'armée dans les opérations de pacification, les gardes civiques devaient envisager leur reconversion après leurs succès militaires. Ils répondirent volontiers à l'appel que leur lancèrent les promoteurs de l'Opération, puisqu'ils représentent 17% des trois premiers villages. Le département bamiléké le plus proche, le Haut Nkam, dont les chefferies les plus méridionales (Petit Diboum et l'arrondissement de Bana) ont une économie de forêt avec exploitation du palmier à huile, a de son côté alimenté l'Opération par un phénomène d'osmose: plus de 40% des pionniers pour les deux premières années de recrutement. Enfin, dans une seconde phase, l'information peut faire preuve du démarrage déjà effectué de la colonisation et touche alors des jeunes qui sortent de l'école ou qui sont en chômage dans les centres urbains. C'est ainsi que les derniers villages installés se caractérisent par une plus grande jeunesse de leurs membres: 65% ont moins de 25 ans au village de Kouenjou, contre 32% dans les trois premiers villages au moment de leur installation.

Un processus de différenciation sociale va opérer rapidement parmi les immigrants. Les gardes civiques apparaissent, dès le début, comme une catégorie privilégiée. Déjà initiés à la forêt par leur lutte contre les maquis du Nkam et habitués à la vie des campements (ce que furent les premiers villages lors de leur installation), ils



constituèrent un contingent d'élite, véritable "fer de lance" de l'Opération. Leur présence armée assura, d'ailleurs, une fonction sécurisante indispensable en 1966 où des troubles étaient encore à craindre à l'est de la zone de colonisation. En outre, leurs fusils, alimentés par des cartouches obtenues auprès de l'administration pour chasser les singes auteurs de déprédations dans les champs, augmentèrent la qualité de l'approvisionnement des pionniers par la vente ou le don de gibier. Protecteurs et pourvoyeurs en viande, les gardes civiques les plus dynamiques bénéficièrent de la reconnaissance des autres pionniers le jour des élections des comités de direction de village (1). Ce prestige sociale s'ajoute à d'importants avantages matériels. Salariés depuis 1960, la plupart d'entre eux ont eu le temps de se marier, ou du moins d'économiser en prévision de la dot. En plus, l'inscription comme pionnier n'entraîne pas une rupture dans le versement de la solde: celle-ci va, certes, en diminuant mais elle reste à un niveau plus élevé que la prime alimentaire touchée par les autres pionniers (2). Enfin, une prime de licenciement leur est également versée. La plupart des gardes civiques utilisèrent à bon escient cette rentrée d'argent: ventes à emporter, petits commerces de vêtements ou de biens d'usage courant, divers dépôts (pain, sel poisson séché, pétrole, etc.) s'ouvrirent très tôt dans chaque village. C'est ainsi, qu'en plus des fonctions déjà évoquées, les gardes civiques acquérèrent, par leurs investissements, une fonction commerciale.

Les expériences professionnelles antérieures jouent aussi un rôle important dans ce processus de différenciation sociale. Les originaires de la partie méridionale du plateau bamiléké (du Petit Diboum à la chefferie de Bazou) ont mis à profit leur connaissance des techniques d'exploitation de la forêt : cueillette du vin de pal et des palmistes (3), taille des piquets, débitage de carabottes (4),

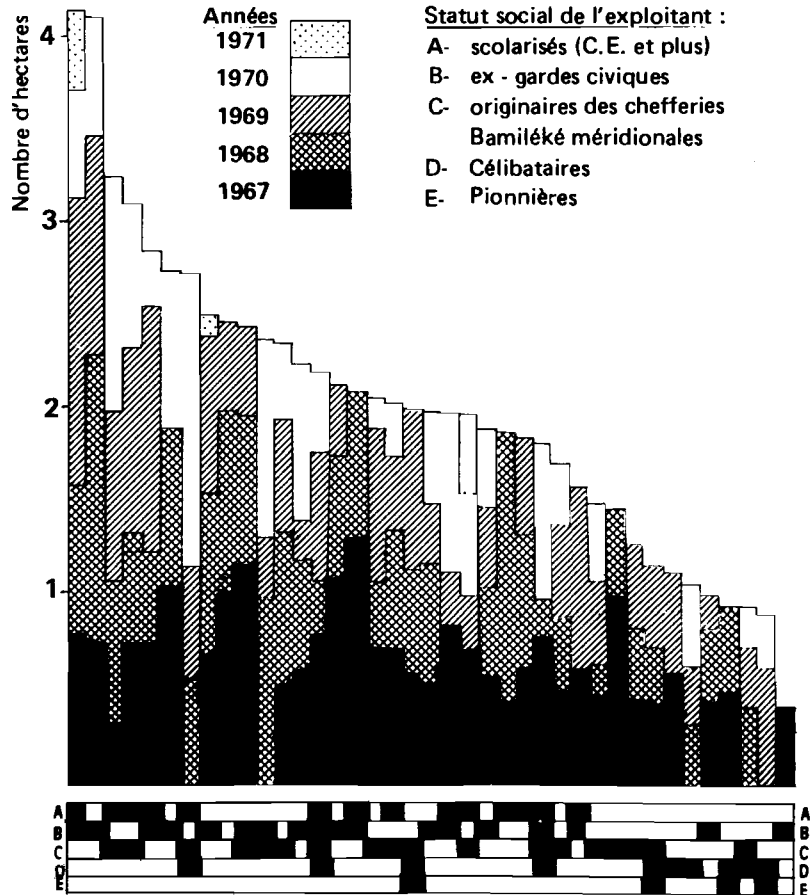
-
- (1) C'est un organe collectif qui veut éviter les inconvénients de la nomination d'un chef de village. Il est l'intermédiaire entre l'encadrement et la population pionnière et doit coordonner les activités collectives du village. J.C. BARBIER, op.cit., p. 192.
- (2) Chaque pionnier reçoit au total une aide de 81.000 F CFA qui s'étale sur les trois premières années d'installation avec un tarif dégressif. J.C. BARBIER, op.cit., p. 142.
- (3) Il faut grimper le tronc de l'elaeis de plus de 20m de haut avec un cerceau de lianes qui entoure à la fois le tronc et le grimpeur. Ce dernier monte par coups de reins.
- (4) Certains arbres comme le parasolier se débitent facilement en planches éclatées appelées localement "carabottes" du nom anglais "carved boards".

pose de pièges, travaux de vannerie, etc... Une terminologie consacrer ces diverses activités en les assimilant à des métiers spécialisés que les intéressés exhibent volontiers comme identité professionnelle : grimpeur, vigneron, scieur. D'autre part, les migrants, qui ont transité en milieu urbain ou semi-urbain où ils ont exercé une activité non agricole (les trois-quarts des deux premiers villages) arrivent dans la zone avec un savoir-faire technique qu'ils peuvent mettre immédiatement en application car chaque village est un chantier de construction. Anciens maçons, menuisiers et charpentiers, sont requis par leurs voisins. Suite à un effet de démonstration, les autochtones qui souhaitent moderniser leur habitat font aussi appel à eux. D'autres activités artisanales sont également opportunes pour l'organisation de la vie sociale des nouveaux villages : tailleurs, matelassiers, cordonniers, coiffeurs, réparateurs de vélo, etc... se font une clientèle. Ces activités artisanales apportent à leurs auteurs une contribution monétaire non négligeable. En effet, avant les premières récoltes substantielles de café et de cacao, c'est-à-dire avant un délai minimum de six ans, le budget des colons n'a comme seules ressources que la prime alimentaire des trois premières années et la vente des produits vivriers.

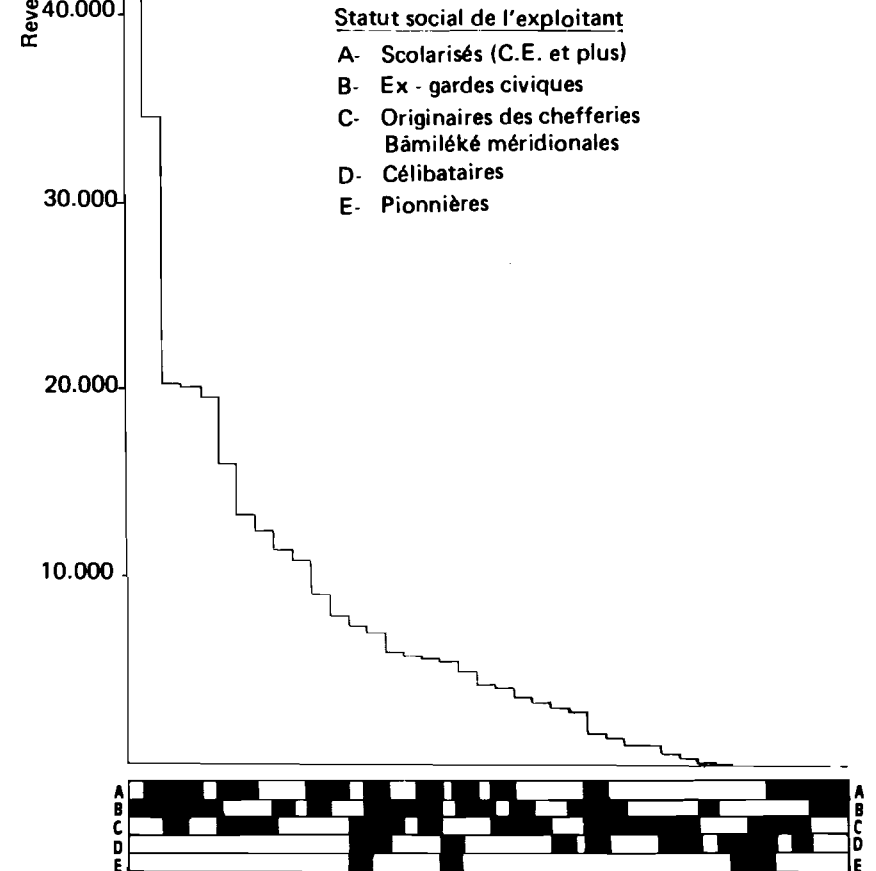
La répartition des lots est également créatrice d'inégalités. Un quadrillage géométrique découpe uniformément l'ensemble du terroir en lots de superficie égale (environ 4 ha). Sont éliminés ceux dont le relief est trop mouvementé (par exemple, des pentes trop fortes) ou qui se situent dans une zone inondable. Les autres sont distribués par tirage au sort à raison de deux lots par pionnier. Or, la qualité des sols est variable car des tâches de basalte recouvrent, par endroit, le socle de roches métamorphiques. Cela donne deux types de sols auxquels les cultures vivrières réagissent très différemment : malgré l'humus de la forêt défrichée, la fertilité des sols sur socle diminue dès la seconde année culturale.

Ces inégalités de départ sont accentuées par la stratégie des agents sociaux. Les gardes civiques et les artisans bénéficient de rentrées d'argent qui leur permettent d'investir dans des activités non-agricoles, d'employer de la main-d'oeuvre salariée pour continuer le défrichement de leurs lots, et d'entretenir leurs plantations avec

DEFRICHEMENTS ANNUELS
de 39 exploitations
(Villages pionniers de Ngoman, Njingang et Ndock-Samba -
Arrondissement de NKONDJOK)



RECOLTE DE CAFE ET DE CACAO 1970 - 1971
REVENUS DE 39 EXPLOITATIONS COMMENCÉES EN 1967
(Villages pionniers de Ngoman, Njingang, Ndock-Samba
Arrondissement de NKONDJOK)



les traitements phytosanitaires. D'autre part, ces catégories plus aisées accèdent plus facilement aux femmes. Or, un phénomène de rareté existe à ce niveau. Il se retrouve dans toute zone d'immigration récente mais s'ajoute dans notre cas l'inhospitalité d'une zone forestière d'accès relativement difficile à partir du plateau, ce qui, au début de l'Opération, effraya épouses et fiancées. De nombreux pionniers restent encore célibataires : 40% dans les trois premiers villages.

Le planimétrage de 39 exploitations choisies dans les trois premiers villages permet de constater qu'après cinq ans de travail dans les plantations, de profondes différences économiques se manifestent (cf. graphiques). Les catégories les plus privilégiées sont les scolarisés et les ex-gardes civiques. Célibataires et pionnières, par contre, avancent moins vite.

Cependant, la réussite économique individuelle ne suffit pas à elle seule à assurer le prestige social. Elle doit être complétée par une participation active aux institutions sociales. C'est en effet, à ce niveau institutionnel de la communauté villageoise que les leaders vont se trouver consacrés dans leur promotion économique et sociale. La bonne gestion de son exploitation ne rend-elle d'ailleurs pas plus crédible celle des affaires publiques ? Un planteur de médiocre réputation, qui postulerait la responsabilité d'une fonction sociale importante, se verrait vite accusé de "faire de la politique". Le planteur, dont on connaît la réussite personnelle, se doit d'être le premier à cotiser lorsqu'un deuil atteint un membre du village, quand il faut organiser l'accueil d'une personnalité administrative ou encourager l'équipe de football. La générosité du planteur aisé ne sera pas une exhibition égocentrique de sa richesse mais essentiellement la preuve de l'intérêt qu'il porte aux événements communautaires. Un tel planteur sera alors sollicité pour présider le "bureau" d'une association. Ce transfert de la réussite économique à la prise en charge de fonctions institutionnelles à l'intérieur de la communauté villageoise explique le militantisme des pionniers : dans chaque village, j'ai pu constater le fonctionnement effectif de nombreuses institutions qui, dans d'autres régions restent souvent à l'état de simples organigrammes.

Les comités de direction de village, les comités de base du parti politique U.N.C. (Union Nationale Camerounaise) et des associations affiliées (l'O.F.U.N.C. pour les femmes et la J.U.N.C. pour les jeunes), la coopérative (C.R.E.A.) et la mutuelle (C.A.M.P.I.)(1), les associations de parents d'élèves, les associations de football, les bureaux des foyers chargés du programme des activités culturelles, etc... ont tous à leur tête la trilogie de titres : président, secrétaire, trésorier; à laquelle s'ajoutent les vice..., les adjoints, et, selon les cas : un délégué aux comptes, agent aux conflits, un responsable de la propagande, etc... Cette énumération montre combien l'accès aux titres est très ouvert.

Une attention toute particulière doit être portée aux associations de danses traditionnelles qui se multiplient dans tous les milieux d'immigration bamiléké. Ces associations s'intitulent elles-mêmes "sociétés de danses folkloriques". Par là, elles affirment leur fonction ludique et sont présentes à toutes les réjouissances publiques. Elles entrent notamment dans le programme des festivités des fêtes nationales et des visites de personnalités administratives ou politiques. Elles représentent, à ce moment là, la société pionnière dans sa spécificité culturelle, en face des autorités. Par ailleurs, l'étude de leur fonctionnement interne révèle leur efficacité au niveau de l'entraide. Toutes ces associations pratiquent, en effet, la cotisation et le groupe de travail, lorsqu'un membre du groupe est affecté par un deuil, une maladie ou un accident. Il s'agit là d'un soutien efficace dont la caractéristique essentielle est d'être interne à la société pionnière. L'association fonctionne aussi comme "tontine" ce qui oblige chaque membre à l'épargne dans l'attente d'une forte rentrée d'argent quand son tour sera venu. Lorsque la caisse de l'association est suffisamment remplie par les amendes (2), un système bancaire peut être mis en place avec des prêts à court terme.

(1) J.C. BARBIER, op.cit., pp. 192-201.

(2) Un règlement intérieur strictement appliqué multiplie les occasions d'amende : retard à la réunion, absence injustifiée, bavardage, prise de parole sans autorisation, lenteur à cotiser, comportements répréhensibles tels que l'ivresse et la gourmandise, etc.

Instruments particulièrement efficaces pour l'économie des milieux d'immigrés en phase d'installation, ces associations sont aussi créatrices d'originalité et de prestige social. Elles rivalisent en pas et parures de danse et, à l'intérieur de chacune d'elles, une hiérarchie de titres modernes remplace les titres traditionnels de notabilité. Cotisation plus élevée, assiduité aux réunions, initiatives opportunes proposées à la discussion, conseils et avis donnés avec conviction mais modération, discipline et générosité à la suite des décisions du groupe (montrer l'exemple en versant le premier sa part lors d'une collecte et en dépassant la somme minimale prescrite) etc... sont autant de comportements valorisés par le groupe. L'accès aux fonctions, à l'intérieur de ces associations, dépend d'une stratégie à base de mérite individuel où le leader doit donner constamment des preuves de son dévouement aux affaires collectives. Cet accès aux fonctions n'est pas immédiatement lié au statut social de départ : âge, nombre de dépendants, niveau d'instruction, richesse économique, etc... Il s'acquiert par une stratégie que l'on peut qualifier de politique au sens large du terme.

4 - MODELE CULTUREL ET CONTINUTE HISTORIQUE

L'étude des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang a donc permis de dégager un procès d'organisation sociale qui opère dans ce milieu d'immigration récente. Je propose de le formuler pour l'instant en termes descriptifs :

- des individus (et non des groupes déjà constitués).
- originaires de l'ensemble du pays bamiléké (même aire culturelle, mais chefferies indépendantes politiquement les unes des autres),
- qui bénéficient d'une relative autonomie par rapport aux autorités traditionnelles (les chefferies d'origine et les populations autochtones de la zone d'arrivée).
- émigrent pour accéder à des activités économiques susceptibles de déclencher, dans le contexte contemporain, un processus d'accumulation du capital: la plantation de café et de cacao complétée par des activités non-agricoles lucratives (commerce, transport, artisanat, etc...),

- cette réussite économique individuelle est valorisée par le groupe. Elle se trouve consacrée par l'accès aux multiples fonctions distribuées par les institutions villageoises.
- ces leaders, en participant activement aux institutions communautaires, se trouvent dans une situation privilégiée par rapport aux pôles d'autorité existants, vis-à-vis desquels ils entrent dans une relation verticale.

Ce mode d'organisation sociale a été dégagé d'autant plus aisément que des processus de différenciation économique se sont manifestés rapidement par la présence, dès le début de la colonisation agricole, d'une catégorie privilégiée (les ex-gardes civiques (1)); et que l'organisation institutionnelle des nouveaux villages a été provoquée et encouragée par le contexte d'une opération d'immigration dirigée. En cela, la zone choisie a bien joué le rôle de laboratoire pour l'observation de faits sociaux en accélérant une évolution qui se serait produite spontanément mais avec plus de lenteur.

Il reste cependant à vérifier cette dynamique de l'organisation sociale dans d'autres lieux d'immigration afin de déterminer son degré de généralité. Compte tenu des divers types d'immigration présentés précédemment, j'envisage entre autres l'étude d'un centre semi-urbain du Mungo.

Il reste aussi à déterminer si ce mode d'organisation sociale correspond à un modèle culturel, spécifique d'un milieu ethnique : les sociétés bamiléké. Pour cela, j'ai amorcé deux approches, l'une comparative, l'autre historique.

Une analyse comparative avec des zones d'immigration d'autres régions, par exemple les périmètres d'accueil du Nord-Cameroun, aménagés pour faciliter la descente des montagnards "kirdi", permettrait de vérifier ce lien entre l'appartenance ethnique et le mode d'organisation sociale élaborée par des immigrants (2).

(1) Par leur situation économique plus aisée, les ex-gardes civiques annoncent l'évolution de l'ensemble de la société pionnière. Leur comportement d'entrepreneurs locaux capables d'investir dans des secteurs non-agricoles, apparaît comme un prototype pour l'ensemble des colons et révèle le projet pionnier.

(2) C'est dans cette perspective que j'ai effectué une première visite de la zone aménagée de Babouri au S.W. de Guider où immigrent des Fali, Guidar, Daba, Guiziga et Moundang.

L'enquête historique, quant à elle, peut donner des éléments de réponse à la question suivante : y a-t-il pour un milieu culturel donné une certaine continuité dans le temps et dans l'espace, des formes de sociabilité ? L'éloignement par rapport à l'aire d'habitat traditionnel, les changements écologiques (par exemple le passage des savanes des plateaux à la forêt), les variations du champ économique, introduisent-ils des distorsions notables de ces formes de sociabilité ? Sur ce point, une confrontation avec l'histoire du peuplement des plateaux de l'ouest du Cameroun, du XVIIe au XIXe siècles, s'est révélée particulièrement riche d'enseignements.

La documentation historique qui évoque le peuplement du plateau bamiléké, est réduite pratiquement aux seules monographies des administrateurs coloniaux. A défaut d'une étude critique et synthétique de cette documentation, qui reste à faire par un historien, nous ne pouvons avancer un schéma de l'histoire de ce peuplement qu'à titre d'hypothèse. Cependant, nous pouvons déjà faire quelques remarques qui vont dans le sens d'une analogie avec le mode d'organisation sociale des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang que nous venons d'exposer :

. Le peuplement du plateau bamiléké a été progressif dans le temps et l'espace, puisque les dates de fondation des chefferies les plus anciennes remontent aux XVI-XVIIe siècles, et les plus récentes, celles du rebord méridional du plateau, se situent au XIXe siècle. Le peuplement progresse d'une façon diffuse et par habitat dispersé, en tâche d'huile. Les chefferies, qui affirment avoir été fondées par un groupe déjà structuré avant sa montée sur le plateau, sont rares. Seules les chefferies originaires de l'est du Noun et qui ont été chassées par la pression bamoun au XVIIe siècle et surtout au XIXe siècle, ont émigré en tant que chefferies. Partout ailleurs, la fondation d'une chefferie est l'aboutissement d'une structuration sur place des populations. Les mouvements migratoires qui alimentèrent le peuplement des plateaux de l'ouest du Cameroun, apparaissent plutôt

comme les résultantes de multiples décisions individuelles que comme le transfert de groupes cohérents et de taille importante. Une telle occupation de l'espace ne répond nullement au schéma classique de la conquête territoriale par un groupe ethnique dominateur. De là, sans doute, l'hétérogénéité des éléments migrants et cette très grande complexité des mouvements migratoires d'où se dégage malgré tout une direction principale NE-SW.

. Les populations autochtones rencontrées sur place par les migrants n'ont laissé aucun souvenir qui puisse aider à la reconstitution de leurs sociétés. L'émigration en tache d'huile juxtapose, dans une première phase, des groupes familiaux de taille restreinte et d'origines souvent très diverses (1). Cette occupation de l'espace s'effectue autour de multiples pôles dont aucun ne semble disposer de suffisamment d'influence pour structurer, sur un grand espace, la population récemment immigrée : petits chefs locaux rencontrés sur place et notables chargés de la gestion d'un quartier. Chacun de ces pôles jouit, au début, d'une très grande indépendance politique.

. Au sein de cette population, la mobilité sociale procède des activités économiques individuelles et lucratives : trafic d'esclaves et des produits de traite (ivoire puis, plus tard, palmistes), commerce local (huile de palme, kola, tissus teints à l'indigo, petit élevage) avec la zone forestière et la vallée de la Bénoué, chasse, etc.

. Enrichi par le commerce ou la chasse, à la tête d'un lignage producteur de biens et de femmes, l'individu ambitieux entretient autour de lui un réseau de clients :

- il distribue généreusement des biens, par exemple de la viande, s'il est chasseur ;
- il achète des esclaves pour augmenter le volume démographique de ses dépendants (2) ;

(1) A l'immigration de population des plateaux de direction NE-SW, se sont ajoutés des mouvements migratoires en provenance de la zone forestière. C'est ainsi que les Yambassa, les Bakem, les Mbo et les Widékum participèrent activement au peuplement du rebord méridional des plateaux de l'ouest.

(2) Ce fut par exemple la stratégie du chef fondateur de Bandjoun d'où l'appellation de sa chefferie, "njo" signifiant "acheter".

- il donne des femmes sous le régime matrimonial du Nkap (le mariage est alors un échange différé qui fait du gendre un client et un producteur de femmes au service du donneur(1) ;
- il achète des fusils de traite et de la poudre.

Parallèlement à cet enrichissement, il fréquente assidument un notable ou un chef local susceptible de l'élever dans la hiérarchie des titres. L'autorisation de constituer sa propre association coutumière va lui permettre de structurer ses relations de clientèle. Ensuite, il lui suffira d'apparaître comme le protecteur efficace des populations, lors d'un évènement qui menace la sécurité de la région, pour que celles-ci se détournent des chefs locaux trop faibles pour se mettre sous sa tutelle. Cette prise du pouvoir local n'est pas une usurpation par la seule force brutale. Elle doit s'accompagner de l'acquisition du titre de Mfo. Ce titre est donné par un chef local conquis et qui accepte sa domination, ou bien ravi par ruse. La possession d'attributs qui sacralisent le pouvoir (objets rituels et herbes à efficacité magique) est également requise. Cela aboutit, dans une seconde phase de l'organisation sociale des zones d'immigration, à l'émergence des dynasties actuelles qui sûrent créer des chefferies de plus grande taille.

. Par la création d'associations coutumières, le nouveau mfo structure hiérarchiquement sa population; impose la discipline et la sécurité et contrôle la mobilité sociale. Ces diverses associations se répartissent les fonctions qu'exige l'organisation du territoire par un pouvoir politique centralisé. L'entrée dans ces associations coutumières, hiérarchisées entre elles, souligne la promotion sociale des individus.

. Dans la recherche d'une promotion économique, sociale et politique, les individus entrepreneurs n'hésitent pas à émigrer. La mobilité sociale des sociétés bamiléké entraîne une forte mobilité géographique. En effet, le statut d'un individu est plus acquis par le travail et le mérite que donné par la naissance et le rang social

(1) Cf. note 1, p. 11

de ses parents. L'âge et l'appartenance à un lignage ne suffisent pas à situer un individu dans la hiérarchie sociale. Ce dernier aura donc intérêt à saisir les occasions d'enrichissement offertes, à un moment donné, par le contexte économique. Cette stratégie explique, à notre avis, la très grande sensibilité de ces populations aux grands courants commerciaux du XIXe siècle et sa participation, comme planteurs et commerçants, à l'économie introduite par la colonisation. L'image d'une paysannerie bamiléké cultivant avec soin les sols de son plateau me paraît trop restrictive. Déjà, à la veille de l'arrivée des Allemands, des populations étaient résolument descendues du plateau, en pleine forêt tropicale riche de palmeraies naturelles, entre le Ndé et la Makombé, le long des pistes d'orientations NE-SW qui acheminaient les produits vers la côte. Dès cette époque (seconde moitié du XIXe siècle) les sociétés bamiléké débordaient nettement le seul milieu écologique du plateau, annonçant par là leur expansion contemporaine.

Cette confrontation avec l'histoire tend à confirmer que nous sommes bien en présence d'un modèle culturel : la civilisation des populations des plateaux de l'ouest du Cameroun propose effectivement un type d'organisation sociale qui lui est spécifique. Cette dynamique sociale s'appuie sur des initiatives individuelles qui se situent d'abord au niveau économique. Ces entreprises n'hésitent pas à se réaliser en dehors de la chefferie d'origine et alimentent des mouvements migratoires qui sont orientés par le champ économique et politique de l'époque. Par les associations coutumières, dont les associations de danse et de cotisation sont les héritières, s'effectuent la conversion de la richesse économique en prestige social. Ce système de promotion, qui met les initiatives individuelles au service de la collectivité, s'organise autour d'un pôle dominant, distributeur de titres honorifiques et de fonctions, qui situe hiérarchiquement les individus en termes directement politiques, indépendamment de leur appartenance lignagère. Ce pôle d'autorité est le Chef traditionnel (Mfo) mais aussi, depuis l'Indépendance, le pouvoir étatique.

C'est donc en termes de continuité que je suis conduit à analyser les populations bamiléké dans la variété de leurs zones d'immigration et dans leur évolution historique. L'expansion actuelle de ces populations, leur irruption dans des secteurs économiques qui nécessitent une grande capacité d'investissement, leur participation active au phénomène urbaine, la modernisation de leurs milieux ruraux, le maintien plus que dans d'autres régions des formes et valeurs traditionnelles, sont autant de phénomènes couramment présentés comme la manifestation du "dynamisme bamiléké". Ils apparaissent - dans l'état actuel de mes recherches - comme l'adaptation d'un ensemble ethnique aux changements économiques par les multiples initiatives de ses agents sociaux. En reprenant les expressions de G. BALANDIER (1), nous pouvons dire que la dynamique "du dedans", interne au système sociale, s'articule avec la dynamique du "dehors" liée aux relations d'extériorité dont nous avons vu toute l'importance pour les sociétés de l'ouest du Cameroun.

5 - ACTUALISATION D'UNE SOCIÉTÉ DANS DES SITUATIONS PARTICULIÈRES

Au terme de la première phase de l'enquête sur l'émigration bamiléké, je ne regrette pas le choix d'une zone qui pourtant apparaissait, à première vue, nullement représentative des phénomènes migratoires de l'ouest du Cameroun. Ces villages pionniers, nés d'une conjoncture historique exceptionnelle, ne s'apparenteront qu'à long terme aux zones d'immigration plus spontanée et plus ancienne. Or le chercheur en sciences humaines a souvent tendance à choisir, pour une étude monographique, une unité sociale et géographique susceptible d'englober la plupart des phénomènes observés dans la région. Cette unité est alors considérée comme le véritable microcosme d'un ensemble régional où le chercheur peut étudier les institutions et les divers groupes sociaux d'une société globale. La préférence va donc aux unités de taille limitée (pour les besoins de l'observation directe), homogène (appartenance à une même entité culturelle) et suffisamment complexe pour y retrouver les acteurs de la société globale. Les cas extrêmes sont souvent écartés : villages ethniquement hétérogènes, villages récents, villages créés et encadrés par les pouvoirs publics, etc... C'est finalement toute une série de faits sociaux, indices d'une réalité en gestation, qui se trouve négligée.

(1) G. BALANDIER - 1971 - Sens et Puissance - P.U.F., Paris.

Or, le choix de tels cas particuliers, non directement représentatifs d'un ensemble, s'il fait perdre en nuances et en complexité, peut cependant faciliter le repérage des faits sociaux fondamentaux. Pour une société en expansion, comme c'est le cas des sociétés bamiléké, il est indispensable de saisir les stratégies de ses agents sociaux dans les situations nouvelles où elles opèrent - sorte de front pionnier où les sociétés s'actualisent sans cesse pour s'adapter aux changements économiques et politiques. De même que l'anthropologue se doit de saisir les temps forts d'une société dans le jeu des institutions sociales qui lui révéleront les principaux acteurs et les rapports sociaux fondamentaux; de même doit-il saisir aussi cette société dans toutes ses initiatives et ses innovations, dans ses réactions aux interventions extérieures, dans le réagencement de ses institutions en face des nouvelles structures étatiques et du développement de l'économie marchande.

Loin d'être "artificielle", l'Opération Yabassi-Bafang correspond à un moment précis de l'histoire des populations bamiléké, et n'est pas seulement l'histoire d'une intervention extérieure qui aurait pu rester sans réponse. C'est d'ailleurs parce que cette intervention rencontre effectivement les initiatives des migrants qu'elle peut déjà faire état d'une certaine réussite. Celle-ci se confirmera si l'Opération accentue sa compatibilité avec ce que nous avons appelé: le projet pionnier, c'est-à-dire les calculs économiques à long terme des colons concernés par l'avenir d'une zone d'immigration dont ils sont, en définitive, les principaux acteurs.

COLONISATION AGRICOLE

ET REFERENCE AU MILIEU URBAIN :

EXEMPLE DES VILLAGES PIONNIERS
DE L'OPERATION YABASSI-BAFANG,
AU NORD-EST DE DOUALA (Cameroun)

J.C. BARBIER

Texte déjà paru in Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines,
Volume X, n° 2-3, 1973, pp. 203-216.

15 AVRIL 1986

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 14.600

Cote : A

Dans un contexte d'exode rural, milieu urbain et milieu rural sont habituellement présentés en termes antagonistes qui s'excluent mutuellement. Le jeune rural qui part en ville, devient "déraciné", "détribalisé". Il sera "parasite", chômeur déguisé vivant de micro-activités, scolaire irrécupérable pour l'agriculture. La ruralisation de l'enseignement et les opérations de développement agricole sont motivés, dans les discours officiels, par la nécessité, de plus en plus impérieuse, de "freiner" cet exode rural, d'en ralentir le rythme, de détourner vers d'autres espaces ruraux les flux migratoires qui aboutissent aux grandes villes. Un véritable retour à la terre peut même être préconisé et le discours s'adresse alors, en priorité, aux chômeurs des villes et aux jeunes scolaires.

Le colon est celui qui échappe à une double fatalité. Il est le portrait inverse du chômeur resté en ville qui risque de devenir dangereux pour sa société : improductif et non encadré. Il est aussi le portrait inverse de l'agriculteur traditionnel qui reste dans son milieu d'origine sans introduire les techniques agricoles susceptibles d'augmenter, quantitativement et qualitativement, la production des cultures d'exportation.

Le colon, fier d'un choix volontaire et conscient qui le situe comme citoyen participant au développement de son pays, tout en lui assurant la perspective d'une réussite économique individuelle, devient le pionnier d'une nouvelle société. C'est ainsi que les "pionniers" de l'Opération Yabassi-Bafang défilent la tête haute, dans les grandes villes de l'Ouest du Cameroun, en chantant, la hache sur l'épaule :

" Si tu veux manger
Il faut travailler
Le paresseux n'a pas droit au pain
Cultivons la terre
Amis travaillons
Il faut que nous travaillons
Nous serons heureux
Plus que les paresseux

Le voleur est un méchant
Qui détruit l'économie de la nation
Le voleur n'a pas de champ
Ni de maison

Vive, vive le ~~Président~~ *blanc*
~~Ahmadou Ahidjo~~ !

Cameroun, mon pays, tu es grand
Nous voulons que tu deviennes plus grand
C'est pourquoi nous voulons travailler
Pour que tu deviennes plus développé ". (1)

Dans une première phase, les intérêts des colons coïncident avec ceux de la classe dirigeante : d'une part, recherche de terres disponibles dont l'accès est, en fait, contrôlé par les pouvoirs publics seuls capables de les viabiliser (infrastructure routière, circuits commerciaux, irrigation, équipements sociaux et administratifs, etc...) ; d'autre part, augmentation des exportations et allègement des charges familiales du citoyen.

Des périmètres de colonisation sont ménagés par les pouvoirs publics autour des régions qui manifestent un net surpeuplement, dans des zones où l'occupation de l'espace par les

(1) Cet hymne a été composé par Momo Grégoire, responsable administratif et politique des pionniers lors du lancement de l'Opération et actuel député de Dschang.

autochtones laisse encore des terres disponibles. Au Nord-Cameroun, les périmètres d'accueil invitent les montagnards "Kirdi" à descendre en plaine pour y pratiquer la culture du coton. Des opérations sont lancées, avec des succès divers, pour tenter de décongestionner les plateaux de l'Ouest, notamment le pays bamiléké. L'opération Yabassi-Bafang s'inscrit à la suite de nombreuses autres tentatives et réalisations partielles : colonisation de la Rive Gauche du Noun (1932), puis du Nkogam (arrondissement de Foumbot) (1937), lotissement de Galim (1969), aménagement de la Plaine de Ndop, projet de Wum, etc... On attend, par un processus d'osmose entre deux régions démographiques de signe contraire, une meilleure répartition des populations dans l'espace national.

Récemment mise en valeur, la zone de colonisation agricole reste, pendant plusieurs années encore, handicapée par les séquelles de sa marginalité antérieure. D'autre part, elle peut garder un caractère toujours expérimental tant qu'elle n'a pas atteint un seuil d'irréversibilité. A l'extrême, une telle zone pourrait se définir, à première vue, comme un isolat, certes moderne, mais entièrement rural.

Cependant, la dimension promotionnelle qui est à la base même du projet du colon, réintroduit, dès le début, la référence au milieu urbain. La réussite de la colonisation agricole entreprise dans la partie nord du département du Nkam (l'Opération Yabassi-Bafang) nous est apparue, en partie, tributaire du milieu urbain : dans ce cas précis, elle ne se fait pas contre la ville. Elle se développe, au contraire, en s'articulant au milieu urbain, et c'est finalement en termes d'échanges ville-campagne que nous proposons d'analyser ici cette expérience.

*

*

*

L'opération Yabassi-Bafang s'inscrit dans l'histoire récente du pays bamiléké et par rapport aux courants migratoires qui affectent l'Ouest du Cameroun.

Dès le début de la colonisation, les plateaux de l'Ouest ont offert une main-d'oeuvre importante. Les côtiers, qui s'y approvisionnaient déjà en esclaves (1), y dirigèrent les Allemands à la recherche d'une main-d'oeuvre pour leurs grandes plantations de la région de Buéa. C'est principalement dans ce but (2) que ZINTGRAF établit, en 1889, un pacte de sang avec Galéga I, Fon de Bali - une des chefferies les plus puissantes militairement du rebord méridional du plateau. C'est encore aux chefferies bamiléké que les Allemands s'adresseront pour la construction du chemin de fer du Nord, de Douala à Nkongsamba (1903-1911). Les Français firent de même pour prolonger, dans les années 20, la ligne de chemin de fer du Centre jusqu'à Yaoundé. Plus récemment, à la veille de la seconde guerre mondiale, les planteurs européens du Mungo et de la région de Fombot firent recruter, par le biais des Offices Régionaux du Travail de Dschang et de Fomban, le personnel dont ils avaient besoin (3).

Aujourd'hui, c'est encore du pays bamiléké qu'on attend une mise en valeur des régions avoisinantes trop faiblement peuplées pour répondre aux incitations de développement : la plaine des Mbo (densité = 24 habitants au km²) (4), l'arrondissement de

(1) Les "Polyglotta Africana", listes d'esclaves libérés et vivant en Sierra Leone, recueillies par le missionnaire S.W.Koelle entre 1847 et 1853, énumèrent des noms à consonance bamiléké. Le terme "bayon" utilisé par les populations bassa de la région de Yabassi-et qui signifie esclave-sert à désigner, dans un sens péjoratif, les habitants des plateaux de l'Ouest.

(2) Il s'agissait aussi de détourner le trafic d'ivoire vers Douala, au détriment de la vallée de la Bénoué qui aboutissait aux ports anglais du Nigéria.

(3) Cf. enquête d'I. Dugast, archives IRCAM de Yaoundé.

(4) J. Champaud - Atlas Régional Ouest 2 - ORSTOM, Yaoundé, 1972, 192 p.

Nkondjok dans la partie septentrionale du département du Nkam (d = 7), le département du Mbam (arrondissement de Ndikiniméki : d = 10, et district de Makénéne : d = 13), la Rive Gauche du Noun (d = 14), le district de Bankin, c'est-à-dire la Plaine Tikar (d = 4).

Cette attente rencontre effectivement une réponse bamiléké. Constatons d'abord que les densités des cinq départements bamiléké sont très fortes :

Département	Population totale	Densité
Mifi	195 452	167
Ménoua	158 106	115
Haut-Nkam	92 639	97
Bamboutos	108 891	93
Ndé	83 555	55
Ensemble	638 643	103

Source : J. CHAMPAUD, Atlas Régional Ouest-2.

Dans le quadrilatère, Dschang-Mbouda-Bafoussam-Bangangté, les chefferies dépassent toujours 150 habitants au km². Bahouan, à l'Ouest de Bandjoun atteint 320 hab./km².

L'administration coloniale voulant éviter la diffusion des maladies phytopathologiques du café par une extension insuffisamment encadrée des plantations, et désireuse d'assurer une alimentation des marchés urbains en produits vivriers, pratiqua une politique malthusienne en limitant la caféiculture, sur les plateaux, aux seuls notables et chefs. Ce n'est qu'à partir des années 50 qu'un changement de politique économique fit des plateaux de l'Ouest une des principales zones caféières du Cameroun. La démocratisation de cette culture accentua considérablement la pression démographique sur les terres. Une solution temporaire fut trouvée, à l'encontre des conseils de l'encadrement agricole : la pratique des plantations mixtes (les femmes "mettent de la propreté" en cultivant des produits vivriers entre les rangs de caféiers, du moins durant les premières années, ce qui dispense des sarclages). Cependant, en dehors de quelques notables qui possèdent un capital foncier plus important, l'agriculteur ne dispose que d'une superficie trop restreinte : l'exploitation agricole du plateau bamiléké ne dépasse guère la moyenne d'un hectare.

Tableau 2. - L'exploitation agricole

Régions	Surface totale cultivée (ares)	Cultures vivrières (%)	Plantations (%)	Plantations mixtes (%)	Nombre total de personnes
Mbang-Nord (1)	96	26,8	6,8	66,4	4,7
Plateau bamiléké	111	34	3,7	62	7,5
Nkam-Ndikiniméki	153	29	30	41	5,7
Bamoun	165	55	23	22	7,4
Mungo	217	10	22	68	6,9
Mbam (cacao)	283	34	49	17	7,3

Source : J. CHAMPAUD, p. 82, op. cit., d'après les travaux de CAPOT-RUY, MAHDAVI et AUDEBERT, de la Direction de l'Agriculture, Yaoundé.

(1) Partie nord du canton Mbang, arrondissement de Nkondjok, département du Nkam.

La révolte upéciste des années 60 (1), par ses conséquences, va accentuer ce phénomène de surpeuplement. Pour les besoins stratégiques de la pacification, les populations, jusque là dispersées dans un paysage de bocage, vont être regroupées. Des champs perdront de leur intérêt par suite d'une distance trop grande par rapport au centre de regroupement, et des activités traditionnelles ne pourront plus s'exercer, dans ce nouveau contexte, avec autant de rentabilité : petit élevage de chèvres et de porcs, cueillette du vin de raphia, exploitation des palmiers à huile (pour les chefferies les plus méridionales), lutte anti-érosive par l'entretien du bocage, ramassage du bois mort, etc... Dans les zones d'immigration, les troubles vont être l'occasion d'une remise en cause des statuts fonciers par les autochtones. Cette insécurité foncière, particulièrement vive dans le Mungo, rendait souhaitable l'ouverture de nouvelles zones d'accueil.

En 1964, afin de déloger les maquis upécistes qui demeurèrent à l'abri de la vaste forêt tropicale qui s'étend, au sud du plateau, de Yabassi à Bafang, et de Ngongsamba à Ndikiniméki, le projet d'une route NS traversant la zone est formulé et aboutit rapidement (2). Cette réalisation d'envergure (il a fallu franchir le rebord méridional du plateau bamiléké suffisamment abrupt pour être appelé "falaise") va s'accompagner d'une opération de colonisation agricole pour rentabiliser le nouvel axe routier. Les promoteurs de l'Opération pensent d'abord aux gardes civiques (3) dont la reconversion est à envisager après les succès de la pacification. Ils pensent

-
- (1) L'Union des Populations Camerounaises (U.P.C.) fut fondée en 1945 par Ruben Um Nyobé. Désapprouvant la façon dont se déroulait l'accession à l'Indépendance, l'U.P.C. engagea dès 1958 des actions violentes qui engendrèrent des maquis en pays bassa, puis bamiléké.
 - (2) La construction de la route commencée en 1965 se termine en 1970 par l'inauguration du pont de Toumbassala. Le génie militaire camerounais en a été le maître d'oeuvre.
 - (3) Milice recrutée parmi les originaires de l'Ouest, à partir de 1960, pour combattre les maquisards upécistes.

aussi aux quartiers surpeuplés de Douala où les chômeurs forment une masse dangereusement mobilisable au moindre incident (1) ; et à l'accroissement spectaculaire du volume démographique des chefs-lieux des départements bamiléké, accroissement qui ne correspond pas au nombre d'emplois qui y sont offerts. En 1966, le chantier routier descend la "falaise" bamiléké, et les trois premiers villages sont installés (2). Les colons reçoivent un lot de 6 à 8 hectares dont ils deviendront propriétaires au terme d'un délai de 5 ans pendant lequel ils auront respecté certaines normes : présence effective, construction d'une case tôleée en briques de terre sèche, défrichement d'une superficie minimum (3). Le contexte historique qui a vu naître l'Opération et les difficultés rencontrées par les premiers colons lors de leur installation en pleine forêt, justifient le terme de "pionniers" qui leur a été attribué et qui renvoie consciemment à la conquête du désert par les kibboutz israéliens.

En juin 1972, le recensement démographique des villages pionniers donnait les résultats suivants :

- 14 villages installés ;
- 1180 exploitants agricoles, dont 74 femmes ;
- 542 femmes mariées, 1 511 enfants, 107 personnes à charge ;
- population totale = 3 340 habitants.

Les promoteurs de l'Opération n'ont pas été déçus par les gardes-civiques. Ceux-ci ont répondu à l'appel puisqu'ils représentent 17 % des pionniers des trois premiers villages. Originaires des départements bamiléké, déjà initiés à la vie en forêt par la lutte

(1) Par exemple, l'incendie du quartier Congo à Douala le 25 avril 1960.

(2) Financée en partie par l'aide extérieure (Fonds d'Aide et de Coopération), la gestion de l'Opération est confiée à la SONT-COOPERATION. Une société d'Etat (SODENKAM = Société de développement du Nkam) prendra la relève en 1971.

(3) Il s'agit d'une colonisation agricole de type dirigée selon la typologie présentée par J.P. RAISON dans son article "La colonisation des terres neuves tropicales" in Etudes Rurales, n° 31, juillet-septembre 1968.

contre les maquis du Nkam, habitués aux campements (ce que furent, au début, les premiers villages), ils constituèrent un contingent d'élite, véritable "fer de lance" de l'Opération.

La référence au surpeuplement du pays bamiléké se trouve confirmée puisque 84 % des colons (96 % la première année) sont originaires de cette région.

Tableau 3.- Origine géographique des colons (lieu de naissance)

Année d'arrivée	Total	Département Bamiléké	Nkam	Autres départements	Département Bamiléké	Nkam	Autres départements
		(Nombre)			%		
1965-1966	96	92	2	2	96	2	2
1966-1967	112	104	8	-	93	7	-
1967-1968	305	276	18	11	90,5	5,9	3,6
1968-1969	330	268	46	16	81	14	5
1969-1970	312	233	68	11	75	22,5	3,5

Tableau 4.- Origine géographique des colons bamiléké

	1966	1967	1968	1969	1970	Total
	En nombre absolu					
Haut-Nkam.....	43	45	44	72	54	258
Mifi.....	19	20	59	90	84	272
Ménoua.....	19	26	57	52	50	204
Bamboutos.....	6	5	84	37	29	161
Ndé.....	5	8	32	17	16	78
Total.....	92	104	276	268	233	973
	En pourcentage					
Haut-Nkam.....	47	43,3	16	27	23,2	26,5
Mifi.....	20,5	19,2	21,4	33,5	36,0	28
Ménoua.....	20,5	25	20,5	19,4	21,5	21
Bamboutos	6,5	4,8	30,5	13,8	12,4	16,5
Ndé.....	5,5	7,7	11,6	6,3	6,9	8
Total.....	100	100	100	100	100	100

ORIGINE GEOGRAPHIQUE
(lieux de naissance)
DES PIONNIERS BAMILEKE
de l'Opération Yabassi-Bafang

1970

échelle : 1 / 500 000

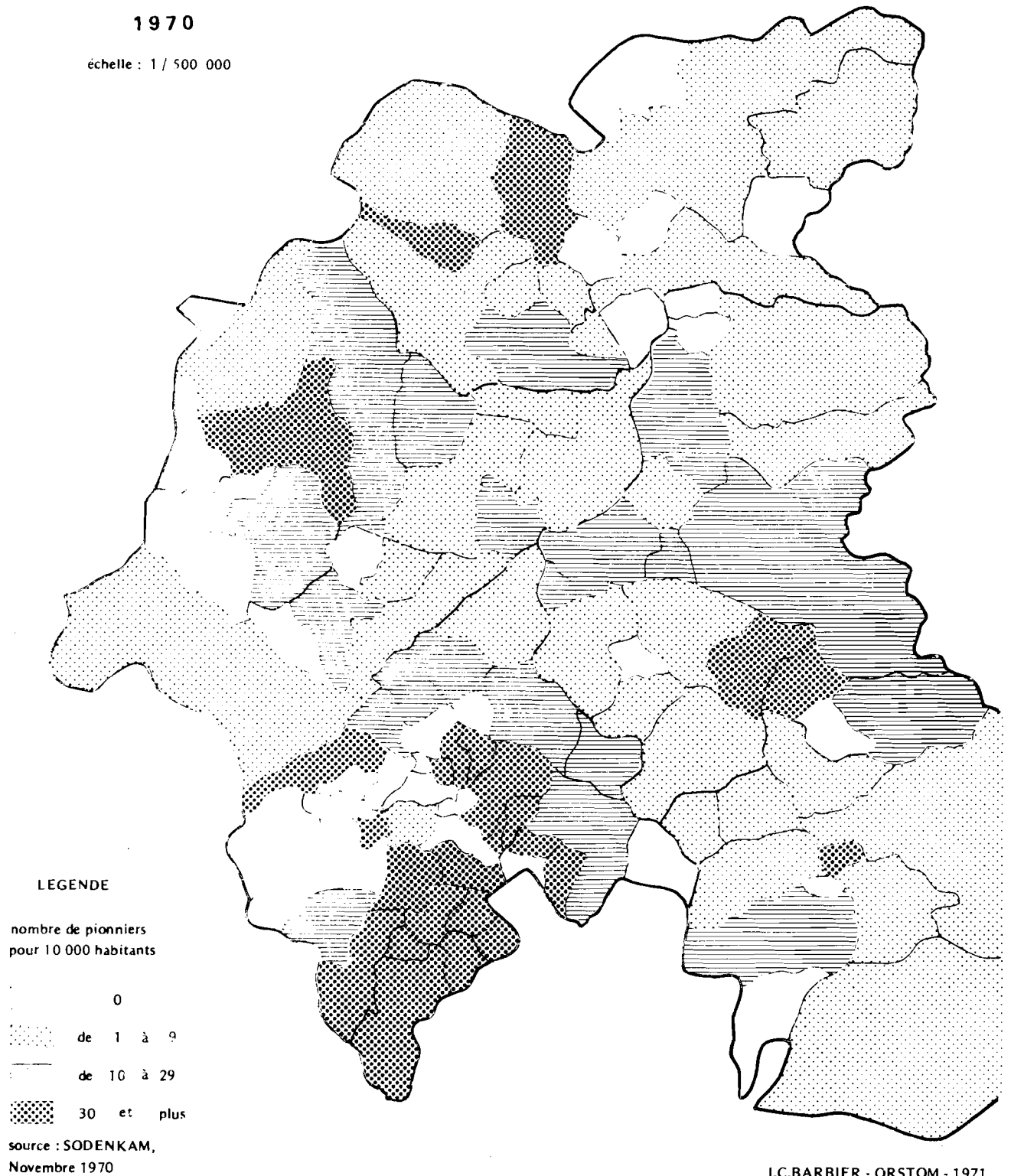


Tableau 5.- Participation des départements bamiléké à l'Opération proportionnellement à leur population totale.

	Nombre d'inscrits pour 100 000 habitants	Nombre de départs pour 100 inscrits	Nombre de colons pour 100 000 habitants
Haut-Nkam.....	280	21	220
Mifi.....	138	29	100
Ménoua.....	130	38	80
Bamboutos.....	150	30	104
Ndé.....	94	14	80
Ensemble.....	152	28	110

Source : SODENKAM, nov. 1970

Un phénomène d'osmose s'est produit avec le département bamiléké le plus proche. Le Haut-Nkam, dans sa partie méridionale appelée "Petit-Diboum", est à moins d'une journée de marche de l'entrée du périmètre de colonisation. Les originaires de cette zone peuvent aller se ravitailler, en produits vivriers, dans leur famille respective, et reçoivent plus fréquemment la visite d'un aide-familial pour la plantation. A l'avantage de la proximité, s'ajoute celui d'un milieu écologique apparenté : les chefferies les plus méridionales du Haut-Nkam descendent résolument en forêt et leur économie est traditionnellement centrée sur l'exploitation du palmier à huile (élaéïs). L'économie forestière n'est donc pas une inconnue pour les originaires de cette zone qui se déclarent volontiers grimpeurs (pour aller cueillir les palmistes en haut de l'élaéïs), vigneron (de vin de palme), ou scieurs (carabottes et piquets) (1). Par rapport à la

(1) Certains arbres comme le parasolier se débitent facilement en planches éclatées appelées localement carabottes.

population totale de chaque département, c'est le Haut-Nkam qui fournit le plus fort contingent de colons. Sa participation s'élevait à près de 50 % des inscrits des deux premières années, et les abandons y sont proportionnellement moins nombreux. Conscients de leur nombre, ces originaires exercèrent une vive pression électorale au moment du renouvellement des comités de direction de village (en 1971) par opposition aux ex-gardes-civiques.

Nous retrouvons la référence au surpeuplement bamiléké en constatant la présence de 74 femmes pionnières. Plusieurs sont veuves ou divorcées. Les plus âgées se contentent de faire surtout des cultures vivrières et de commencer la plantation en attendant la relève par la génération suivante. Quant aux plus jeunes, elles s'intègrent dans les groupes de travail et, par ce biais, leurs plantations rivalisent avec celles des exploitants masculins. En pays bamiléké, les femmes n'ont qu'un droit d'usage sur les terres et elles doivent s'adresser à plusieurs hommes pour obtenir une superficie cultivable correspondant à leur force physique : "vivant dans une perpétuelle insécurité en ce qui concerne leurs droits d'usage sur les terrains, les femmes sont sans cesse à la recherche de nouvelles terres..." (1). Cette insécurité s'est intensifiée depuis l'expansion de la caféiculture qui concurrence les champs vivriers. De plus, l'émigration et les troubles des années 60 où de nombreux chefs de famille trouvèrent la mort, ont déséquilibré le sex-ratio : en moyenne, chaque homme de 20 à 50 ans a à charge deux femmes, de la même tranche d'âge, qui lui demandent du terrain. Il s'agit aussi, pour plusieurs de ces femmes, d'acquérir une entière indépendance économique en devenant planteurs. Nous retrouvons là une attitude fondamentale de la femme bamiléké.

(1) Jean Hurault.- L'organisation du terroir dans les groupements bamiléké. In Etudes Rurales n° 37-38-39 janvier-septembre 1970, p. 248.

Tableau 6.- Répartition en âge de 100 colons au moment de leur inscription.

Groupes d'âges	Les 3 premiers villages (1966)	Village de Kouendou (1970)
15 - 19	10	39
20 - 24.....	22	26
25 - 29	27	13
30 - 34	14	10
35 - 39	14	7
40 et plus.....	13	5
	100	100

Source : SODENKAM.

Par contre, l'Opération Yabassi-Bafang ne semble pas avoir eu jusqu'à présent un effet de décongestionnement des grandes villes. Rares sont les pionniers qui citent Douala comme résidence immédiatement antérieure. Depuis 1971, cependant, un effort d'information a été entrepris auprès des jeunes des villes du Sud de l'ex-Cameroun Occidental. Ces jeunes, souvent originaires de la région de Bamenda, se sont embauchés dans les grandes plantations de la C.D.C. (1), puis se sont retrouvés chômeurs dans les centres urbains. Cet apport de jeunes citoyens aboutit à la formation de villages où les moins de 25 ans sont nettement majoritaires.

(1) La Cameroon Development Corporation est une Coopérative d'Etat chargée de gérer les grandes plantations laissées en 1918 par les allemands.

En définitive, nous retrouvons dans cette nouvelle expérience agricole l'importance du plateau bamiléké comme pôle d'émigration, bien que le rythme annuel de l'immigration dont bénéficie la zone de Nkondjok reste très modeste par rapport à l'ampleur des mouvements migratoires qui affectent l'Ouest-Cameroun (1). Le milieu urbain, par contre, n'apparaît ni dans l'étude géographique des lieux de naissance, ni dans celle des résidences antérieures. L'étude géographique de la seule résidence antérieure des migrants valorise, en fait, la chefferie d'origine en tant que lieu de refuge à la suite d'un échec d'intégration urbaine. C'est finalement l'ensemble du circuit migratoire d'un individu qui peut révéler l'importance du fait urbain. (2).

*

* * *

Le processus de colonisation agricole n'est pas un simple transfert de population d'une aire d'habitat traditionnel à une nouvelle zone ouverte à l'immigration. Une analyse en seuls termes de passage d'une région à une autre, de répulsion de la zone de départ, d'attraction de la zone d'arrivée, d'adaptation de l'immigré au nouveau milieu écolonogique, ne rendrait pas compte de l'ensemble du phénomène.

(1) Le rythme annuel de l'immigration dans les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang reste nettement inférieur aux prévisions (500 nouveaux colons par an) :

1965-66.....	96	inscrits
66-67.....	112	"
67-68.....	305	"
68-69.....	330	"
69-70.....	312	"
70-71.....	212	"
71-72.....	272	"
Total	1 639	
Décès	22	
Abandons.....	437	(soit 27 % des inscrits)
Nombre de pionniers en juin 1972.....	1 180	

(2) C'est notamment la méthode préconisée par Ph. HAERINGER - L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines - in Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. V, n° 2, 1968.

L'installation du colon n'est que la dernière étape, peut-être provisoire, d'un mouvement migratoire souvent complexe. Les colons ont vécu de multiples expériences antérieures où ils ont appris à tenir compte des exigences de l'économie actuelle, et à partir desquelles ils ont élaboré des calculs à long terme. Ce détour, de longueur et de durée variables selon les individus, est finalement plus important que le point de départ. Nous allons voir qu'il réintroduit l'importance du fait urbain.

Une telle notion de détour, dans le temps et l'espace, est à resituer dans une perspective de promotion sociale de l'individu. En effet, dans les sociétés bamiléké traditionnelles, les statuts sociaux ne sont pas donnés à l'origine. Ils sont essentiellement acquis. Au sein même de son lignage, ce ne sont ni le rang de naissance, ni l'âge qui accordent à l'individu une position prééminente : c'est par ses qualités personnelles qu'il sera distingué par son père pour être l'héritier. A la tête d'un lignage, il n'aura cependant pas une position comparable à celle d'un "ainé" dans une société de type segmentaire : des processus de segmentation opèrent après deux générations et limitent la taille du lignage (1). Les frères non héritiers deviennent, quant à eux, fondateurs de nouveaux lignages et s'installent sur une terre qui leur est accordée, au nom du chef, par le notable responsable d'un quartier. Jusqu'au XX^e siècle, l'accès à la terre ne posait pas de problèmes majeurs et ne créait pas de différenciation sociale. C'était essentiellement par l'accroissement de la force de travail (femmes mariées et serviteurs), par des activités particulièrement lucratives dans un contexte d'économie de traite (chasse et trafic d'ivoire, commerce d'esclaves et d'huile de palme, etc...), ou par des services rendus au chef, que l'individu ambitieux pouvait s'enrichir. Sa réussite économique pouvait être alors consacrée par un titre de notabilité, reçu du chef, qui lui permettait d'entrer dans les grandes associations coutumières de la chefferie ; et pour les plus grands notables, responsables d'un quartier, l'autorisation d'organiser leur propre association. Au XX^e siècle, les contraintes

(1) J. HURAUULT.- La structure sociale des Bamiléké- éd. Mouton et Co. Paris, La Haye, 12 p. 30.

limitant l'accès aux cultures d'exportation sur le plateau - et donc le principal moyen d'enrichissement - alimentent un important mouvement migratoire. L'émigration offre la possibilité de devenir planteur en milieu rural, commerçant ou artisan en milieu semi-urbain ou urbain.

La promotion sociale commence aujourd'hui par la fréquentation scolaire. Nous constatons que le niveau d'instruction des colons est relativement élevé pour une société rurale. Dans les deux premiers villages :

- 60,3% n'ont jamais été à l'école ;
- 16,2% ont quitté l'école avant le CM2 ;
- 23,5 ont atteint le niveau CM2 et plus (1).

Le jeune qui reste dans le milieu rural sans la perspective d'hériter, ou si cet héritage est insuffisant, ne peut survivre qu'en se spécialisant dans des activités négligées par les planteurs plus aisés, ce qui masque un début de prolétarisation agricole. Nombre d'entre eux, dans la partie méridionale du plateau bamiléké, louent leurs services comme aides-familiaux ou manoeuvres agricoles. Là, ils ont pu s'initier aux méthodes modernes d'entretien d'une plantation de café robusta ou de bananiers.

Les centres urbains secondaires du plateau bamiléké et du Mungo, donnent l'occasion d'apprendre un métier de type moderne. C'est ainsi qu'on trouve dans les villages pionniers de nombreux colons spécialisés dans la construction de l'habitat : maçons, charpentiers, menuisiers, etc. Dans la phase actuelle de modernisation de l'habitat, qui est particulièrement nette dans tout l'Ouest-Cameroun, ces métiers sont valorisés. Nous avons trouvé, aussi, parmi les pionniers : des tailleurs, matelasiers, réparateurs de vélo, cordonniers, coiffeurs, photographes, bouchers. Un personnel domestique a été formé par les européens de Dschang et de Nkongsamba. Cependant, ces métiers ne peuvent pas s'exercer à temps complet dans les milieux ruraux

(1) Nous avons même trouvé des colons du niveau de la troisième !

ou sémi-ruraux : le marché solvable n'est pas très étendu, et les clients tardent à payer les services rendus. Par ailleurs, en plus des frais d'apprentissage qui accompagnent le stage chez un patron, il faut compter un capital de départ pour s'installer à son propre compte. Ce savoir-faire artisanal n'est donc pas suffisant à lui seul pour garantir une intégration urbaine. Ces difficultés conduisent l'artisan bamiléké à devenir planteur pour pouvoir exercer ensuite le métier qu'il a appris, comme activité complémentaire. C'est un tel projet qui s'actualise par exemple dans les villages pionniers. La colonisation agricole, dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, permet la valorisation des métiers artisanaux appris lors d'une expérience semi-urbaine antérieure.

Plusieurs colons étaient, auparavant, salariés, et bénéficiaient donc d'une intégration urbaine plus poussée : employés d'administration, moniteurs d'enseignement, gérants de bar, etc. Pourquoi ont-ils préféré devenir planteurs ? Frais de logement et de nourriture, difficultés d'économiser une partie de son salaire à cause des loisirs et du parasitisme familial ; bref tout ce qui fait la fragilité en ville des salaires des catégories inférieures est nettement perçu par les intéressés. Devenu planteurs, ces ex-salariés sont fiers d'habiter une case spacieuse dont ils sont propriétaires, et de se nourrir de leurs produits vivriers. Ce retour à la terre est l'exemple d'un comportement "réaliste" qui contredit l'irrationalité prêtée aux urbains "fascinés par l'ambiance de la grande ville".

Sur 72 pionniers, des deux premiers villages installés, 85 % avaient eu des activités non-agricoles dans un milieu urbain ou semi-urbains, et 1/3 ont eu cette activité dans une ville même du pays bamiléké. Le détour réalisé par le colon, avant son arrivée dans la zone, est donc très souvent un détour par le milieu urbain.

X

X X

Un style de vie semi-urbain va s'élaborer progressivement dans la zone de colonisation agricole. Les campements en carabottes et toits de nattes des premiers colons, installés en pleine forêt, avant même l'arrivée de la route, ont fait place à des villages attrayants qui étonnent favorablement le visiteur. C'est un peu par un discours d'anciens combattants que les pionniers évoquent, aujourd'hui, les

souffrances des premiers jours ; la forêt oppressante qui décourage, les singes qui déterrent les tubercules, les moustiques et les colonies de fourmis qui attaquent le campement la nuit, les reptiles qui gobent les premiers poussins, la crainte des maquisards, les épouses qui refusent de suivre leur mari dans une forêt qui leur apparaît lointaine et inhospitalière, les jeunes filles qui, pour le même motif, fuient comme la peste les colons célibataires, etc. A la place de ces campements, nous trouvons maintenant des communautés villageoises fières d'elles-mêmes. L'abri construit la première année est devenu la cuisine ; et, devant, s'est élevée, sur des fondations de pierres, une case en briques sèches, couverte d'une charpente et d'un toit de tôles. Cette modernisation de l'habitat, rendue possible par le niveau technique de la population pionnière, a été vivement encouragée par les responsables de l'Opération qui accordèrent un crédit pour l'achat des tôles (1). L'espace villageois est quadrillé par de véritables rues drainées par des fossés latéraux. La voiture peut ainsi s'arrêter devant chaque particulier ce qui n'est pas sans rehausser le prestige du propriétaire. Chaque colon dispose d'un lot de dix ares autour de sa case où il cultive des produits vivriers et plante des arbres fruitiers. Aucun quartier urbain de Nkongsamba et de Douala ne peut se flatter d'être aussi bien loti et entretenu.

De même, les villages pionniers n'ont pas à envier les équipements d'un quartier urbain. Avec les bars et les commerces ouverts par les ex-gardes civiques, et la présence de nombreux artisans, les colons jouissent de la plupart des services trouvés habituellement en ville. Les responsables de l'Opération ont essayé, par ailleurs, de développer les équipements socio-culturels :

- l'enseignement primaire : en 1970-71, fonctionnaient deux écoles à cycle complet, et trois autres atteignaient le niveau du cours préparatoire. Huit villages disposaient, à cette date là, d'un jardin d'enfants. Au total, la population scolaire était estimée à

(1) Crédit remboursable sur la prime alimentaire versée aux pionniers durant les trois premières années

852 enfants (1). Une "école sous l'arbre", dans chaque village, invite les adultes à s'alphabétiser.

- deux dispensaires (Sohok et Nkondjok) sont complétés par des tournées de soins médicaux et des stages de puériculture et de nutrition. Une pharmacie serait déjà ouverte s'il n'y avait pas eu des difficultés bureaucratiques au niveau du chef-lieu de département.
- au centre de chaque village, un foyer culturel offre un cadre adéquat pour les nombreuses réunions ; et deux animateurs de l'Education Populaire ont été affectés dans la zone. Des terrains de football ont été aménagés et un match inter-villageois se déroule souvent le dimanche après-midi.
- trois marchés hebdomadaires étalent les produits complémentaires des autochtones et des colons : huile et vin de palme pour les uns ; petit élevage, produits artisanaux et commerce ambulant pour les autres.

La liaison routière avec Bafang, par taxi ou en bénéficiant du passage d'un camion de l'Opération apporte un complément nécessaire : fréquentation d'un grand marché, ambiance des rues commerçantes où les produits sont moins chers, bars dansants, etc. De plus, grâce à son parc de taxis qui attendent les voyageurs, Bafang ouvre la porte de tout l'Ouest et de Douala. La route sort les colons de leur marginalité, les rattache à la vie "moderne" en leur permettant la fréquentation du milieu urbain à défaut d'y résider. De là, la très grande sensibilité des pionniers à l'entretien de la route (la portion de route correspondante à la "falaise", non bitumée, est souvent impraticable en saison des pluies), au prix du transport (le prix d'un aller à Bafang peut atteindre 600 F CFA pour une cinquantaine de kilomètres), de là aussi le rêve d'un séjour à Douala. Le milieu urbain reste pour les colons un groupe de référence et un groupe d'appartenance temporaire.

(1) Deux écoles à cycle complet sont également ouvertes à Nkondjok pour la population autochtones et des villages pionniers environnants.

Les formes de sociabilité élaborées dans les nouveaux villages sont proches de celles du milieu urbain. Nous sommes, dans les deux cas, en dehors du contrôle des pouvoirs traditionnels, et le fonctionnement des associations est de type démocratique. Les titres de notabilité ne jouent plus aucun rôle, et c'est par sa réussite économique, son dévouement aux affaires collectives, et la sagesse de ses opinions que le colon peut s'affirmer comme leader, notamment à l'intérieur des associations de cotisation et de danse. De telles associations apparaissent rapidement dans les zones d'immigration rurale ou urbaine. Elles sont héritières des associations coutumières de la chefferie traditionnelle, mais leur seuil d'éligibilité s'est démocratisé. Par ailleurs, des relations de type vertical s'établissent dans les institutions modernes mises en place par l'administration et l'encadrement : comités de direction de village, coopérative, comités de base du Parti. C'est alors la proximité aux pouvoirs publics qui consacre l'influence sociale d'un leader.

Certes, cette modernisation d'un milieu d'immigration rurale qui rapproche ce milieu du modèle urbain, est un phénomène général particulièrement accentué dans l'Ouest-Cameroun. Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang ne sont donc pas un cas exceptionnel. Une zone de colonisation récente, une population jeune ayant déjà vécu des expériences urbaines et motivée par une promotion économique et sociale, illustre néanmoins avec d'avantage d'éloquence un tel processus de modernisation. Nous allons voir que le facteur essentiel de cette évolution vers le modèle urbain réside dans la stratégie économique des colons.

X

X X

La stratégie économique des colons, telle que nous avons pu l'observer dans l'arrondissement de Nkondkok, devient, à long terme, le facteur dominant du développement régional qui achemine la zone de colonisation agricole vers un milieu, plus complexe économiquement, où certains caractères urbains se manifestent. Cette stratégie économique

se caractérise par une nette spécialisation sur les cultures d'exportation et l'existence d'activités non-agricoles (commerce, artisanat, transport...) qui se greffent très rapidement sur l'exploitation. Enfin elle se manifeste par une capacité d'investir non-négligeable.

Les exploitations agricoles mises en place par les colons sont très centrées sur les plantations de café et de cacao. Les contraintes écologiques ont empêché le développement de certaines activités comme le petit élevage et, l'absence d'une politique en faveur de l'exploitation du palmier à huile a rendu les colons tributaires des autochtones pour l'huile et le vin de palme. Les pionniers accentuent cette limitation des activités agricoles par leur attitude vis à vis des cultures vivrières. Dans un premier temps, elles bénéficient du front pionnier de défrichage de la forêt. Ce front culturel est, en général, immédiatement planté de caféiers robusta. Ceux-ci, bien alignés et espacés de trois mètres selon les consignes du moniteur agricole, sont surchargés par des cultures vivrières annuelles (macabos, taros, riz) et pluriannuelles (babaniers, manioc, cannes à sucre). Tendus vers l'attente des premières récoltes de café, pressés par le besoin de nourriture, le colon cumule le maximum de cultures sur la superficie défrichée, et reste sourd aux conseils de l'encadrement qui recommande l'ouverture de champs vivriers distincts. Le front culturel s'éloigne ainsi progressivement de la route ou de la piste, et plusieurs années après leur arrivée, les colons des premiers villages n'avaient pas encore réservé d'emplacement pour les cultures vivrières. Certes, les lots sont loin d'être entièrement défrichés et les meilleurs planteurs n'avaient pas mis en valeur plus de 4 hectares, après cinq ans de travail, sur une superficie de 6 à 8 hectares (1) ; mais les espaces encore disponibles présentent des inconvénients :

- éloignement par rapport à la route et accès rendu difficile par des cours d'eau nombreux et encaissés, notamment pour une mère de famille qui part aux champs avec son enfant sur le dos ;

(1) Pour 39 exploitations des trois premiers villages la moyenne est de 2 hectares défrichés par colon en août 1971.

- rareté des sols sur basalte qui auraient pu être utilisés pour des champs vivriers permanents, alors que les sols sur socle peu profonds et victimes de la sécheresse s'épuisent très rapidement malgré l'humus d'une forêt récemment défrichée. Or ces sols n'ont pas été repérés dans l'organisation du terroir villageois, celui-ci se réduisant à une simple grille géométrique qui délimite des lots d'égale grandeur, indépendamment de la qualité culturale des sols.

Les pionniers alimentent, aujourd'hui, par camions entiers les marchés des deux centres urbains les plus proches : Bafang et Yabassi. Mais lorsque le défrichement se ralentira il est probable que les colons laisseront aux autochtones le soin d'approvisionner les marchés locaux et le centre de Nkondjok. En fait, les colons se sont inscrits à l'Opération pour devenir essentiellement planteurs. Nous n'avons pas retrouvé, dans cette zone de colonisation, ce paysan "acharné" - pour reprendre l'expression de Pierre Gourou (1) - créateur du bocage bamiléké et qui est souvent proposé comme modèle d'adaptation au milieu naturel. Le colon n'envisage pas la reproduction du système agricole traditionnel, ni une adaptation de ce système à un milieu écologique différent. Il se fait planteur pour accéder à l'économie marchandes et ne vise pas comme le paysan à utiliser toutes les possibilités du milieu naturel en vue d'une auto-consommation.

La plantation une fois mise en valeur peut être entretenue par un aide-familial (et le surpeuplement du plateau bamiléké le permet aisément), ce qui libère le temps de travail de l'exploitant. Ce dernier peut alors se consacrer à une activité non-agricole dont les revenus s'ajoutent à ceux de la plantation. L'accumulation rapide du capital par une activité commerciale ou artisanale repose sur une base économique - la plantation - qui garantit une stabilité à l'entreprise. Le comportement économique des ex gardes-civiques, en tant que groupe financièrement privilégiés, est révélateur. Arrivés déjà mariés dans la zone, avec même quelques économies en poche, ils ont bénéficié d'une indemnité qu'ils touchent pour la durée de leur reconversion, plus élevée que la prime à alimentaire accordée aux autres, colons; enfin,

(1) Pierre GOUROU qualifie l'agriculture bamiléké d' "acharnée" - l'Afrique - 1970, éd. Hachette, p. 178.

une prime de licenciement leur apporte un capital substantiel. La plupart des ex-gardes-civiques utilisent à bon escient ces revenus : petits commerces de vêtements ou de biens d'usage courant, dépôts de pain, de pétrole, de sel, de poissons séchés, etc. S'ouvrent très tôt dans les villages. Dans une seconde phase, les investissements se font à Nkondjok, chef-lieu de l'arrondissement, qui connaît une expansion démographique notable; enfin, ils pourront s'orienter vers le milieu urbain le plus proche si le développement régional n'est pas capable d'absorber cette capacité d'investir.

Aujourd'hui planteur, le colon devient le plus vite possible commerçant, artisan ou salarié, et prolongera sa promotion individuelle par une scolarisation poussée de ses enfants. Il aura acquis à l'Opération Yabassi-Bafang, une base économique solide. Ce que nous proposons d'appeler projet, et qui correspond à un calcul économique à long terme, n'est certes pas conscient chez tous, d'autant plus que la période d'austérité actuelle, que traversent les pionniers (avant la phase de plein rendement des plantations) n'incite pas à la confiance d'un tel espoir ; néanmoins ce projet est nettement affirmé par les plus avancés dans leur réussite économique. Leurs intérêts individuels coïncident avec la démarginalisation de la zone et son intégration dans l'économie marchande.

Un tel projet, en diversifiant les activités économiques, est facteur de transformation de la zone de colonisation. A long terme, et si les investissements publics facilitent cette évolution, caractères ruraux et urbains s'interpénétreront de plus en plus. Le centre administratif de Nkondjok en sera évidemment le premier bénéficiaire. Le département voisin du Mungo, colonisé depuis les années 20 par une immigration spontanée d'origine bamiléké, se présente comme le prototype d'une telle évolution : la route qui conduit rapidement à Douala et les multiples centres urbains secondaires, constituent un réseau qui structure le milieu rural et le fait participer aux avantages de la ville, lieu de modernité.

X

X X

Une zone de colonisation agricole, dans l'Ouest du Cameroun, ne saurait rester un isolat rural sans périliter. L'expérience de colonisation de la rive gauche du Noun, lancée en 1932 par l'administration coloniale pour atténuer les trop fortes densités du plateau, est là pour en témoigner : en 1967 on ne comptait que 2 400 habitants (1). Restée à l'écart des principales voies de communication, loin d'un centre urbain, cette zone demeure fondamentalement rurale. L'Opération Yabassi-Bafang peut connaître le même sort si l'axe routier n'est pas suffisamment entretenu, et si des investissements publics ne sont pas faits pour doter Nkondjok d'équipements socioculturels. Les migrants bamiléké recherchent des terres disponibles pour ouvrir des plantations, mais n'acceptent pas pour autant de vivre dans une situation trop marginale. Paradoxalement, une plantation est, pour eux, le moyen d'exercer des activités non-agricoles. Ces activités exigent une région traversée par un axe de circulation, et un volume démographique suffisant. Le retour à la terre n'est donc pas une rupture par rapport aux expériences urbaines antérieures. Dans le cas des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, il est au contraire un moyen de se réintégrer économiquement et socialement dans une économie de type moderne, de bénéficier à la fois des avantages du milieu rural et des services offerts habituellement par le milieu urbain. La proximité d'un pôle urbain ne peut donc qu'augmenter les chances de réussite d'une opération de colonisation agricole. Ceci va à l'encontre de la tendance des planificateurs qui souhaitent orienter les mouvements migratoires vers des régions restées jusqu'à présent marginales, peu peuplées, et dépourvues d'armature urbaine - ce qui se traduit sur une carte des densités par un vecteur impératif allant d'une zone de forte pression démographique à une zone de faible densité. Cela va aussi à l'encontre d'une ruralisation de l'enseignement qui se présenterait sous la forme négative d'un barrage freinant l'accès des jeunes au milieu urbain.

La participation au fait urbain, telle que nous l'avons définie, n'est pas liée exclusivement à la résidence actuelle. Le détour urbain est, dans la plupart des cas, une étape migratoire

(1) J.C. CHAMPAUD, op. cit. 1972.

importante par la qualification professionnelle qui y est acquise. Il en reste un modèle réactivé par les séjours temporaires en ville. Le développement des voies de communications, l'économie de plantation, la multiplication des équipements, socio-culturels, ne rendent pas indispensables la résidence citadine pour bénéficier de la consommation urbaine. Par la modernisation des milieux ruraux, sous l'initiative de multiples agents sociaux, une continuité s'instaure entre ville et campagne et remplace le schéma classique de l'exode rural. Par ses caractéristiques, la zone de colonisation agricole se prête souvent plus aisément à ce processus de modernisation.

Janvier 1973

Manuscrit reçu au S.C.D. le 2 juin 1973.

B I B L I O G R A P H I E

- BARBIER (J.C.).- Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt, dans le département du Nkam. ORSTOM, Yaoundé, 1971, 303 p.
- CHAMPAUD (J.) .- Atlas régional Ouest 2. ORSTOM, Yaoundé, 1971, 192 p.
- CHAMPAUD (J.) .- L'utilisation des équipements tertiaires dans l'Ouest du Cameroun. Colloque international du CNRS sur : "La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar", Talence 29 septembre - 2 octobre 1970. Ed. CNRS, Paris, 1972, p. 401-413.
- HAERINGER (Ph.).- L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines, in Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. V, n° 2, 1968.
- HURAUULT (J.).- La structure sociale des Bamiléké, éd. Mouton et Co., Paris, La Haye, 1962, 133 p.
- RAISON (J.P.).- La colonisation des terres neuves tropicales, in Etudes Rurales, n° 31, juillet-septembre 1968.
- TARDITS (C.).- Les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun, éd. Berger-Levrault, Paris, 1960, 135 p.

OPERATIONS E DEVELOPPEMENT

ET HISTOIRE DES POPULATIONS :
CAS DE L'OPERATION YABASSI-BAFANG
(CAMEROUN)

J.C. BARBIER

Texte à paraître dans un Cahier de l'ORSTOM, Série Sciences Humaines,
consacré au thème : "Transformations sociales dans les nouvelles zones
d'implantation humaine".

15 AVRIL 1988

1988

C.R.S.I.O.M. Fonds Documentaire

N° : 16.601

Cote : A

L'Opération de développement formule un projet pour des populations données qui ne tient pas compte en général de leur passé historique puisqu'il s'agit précisément d'orienter ces populations vers des activités économiques nouvelles et bien souvent vers un autre destin. On doit s'attendre alors à des transformations sociales notables du fait de l'impact de l'opération de développement, et du déplacement éventuel de populations hors de leur aire d'habitat traditionnel. Cependant il ne faudrait pas, sous prétexte que l'opération de développement ouvre une période de "modernisation", laisser aux seules études prospectives le monopole de l'analyse. En fait, l'opération de développement s'inscrit dans un devenir historique et elle doit être étudiée aussi par rapport au passé des populations concernées.

Nous présentons dans cet article un cas qui nous semble particulièrement net, où une opération de développement du fait de la mise en place d'une infrastructure importante (route, équipements socio-économiques, etc...), a permis de désenclaver une région qui avait été marginalisée par l'économie coloniale, et de rétablir le contact entre deux populations voisines aux économies naguère complémentaires.

Il s'agit de l'Opération Yabassi-Bafang lancée en 1966 dans la partie septentrionale du département du Nkam et qui a fait appel à un important mouvement d'immigration d'origine bamiléké en vue d'une colonisation agricole le long d'un axe routier.

Nous pensons que l'analyse d'un tel cas pourrait s'appliquer à d'autres régions actuellement marginales, et qu'à l'heure où les gouvernements du Tiers-Monde essaient de mettre en valeur l'ensemble de leur territoire national, les chercheurs en sciences humaines doivent être à l'affût du réveil socio-économique des populations concernées par ces opérations de développement.

I - L'OPERATION YABASSI-BAFANG

Entre les plateaux de l'Ouest du Cameroun et le littoral, l'Opération Yabassi-Bafang échelonne ses 14 villages d'immigrés de part et d'autre d'une route qui traverse l'actuel arrondissement de Nkondjok. Il s'agit d'une opération de colonisation agricole dans une zone forestière restée jusqu'à présent à l'écart des grands axes de circulation mis en place par l'économie coloniale. L'opération a été lancée en janvier 1966, date à laquelle trois villages de "colons" (localement appelés "pionniers") furent installés, conjointement avec l'avancée d'un chantier routier.

En 1970, la construction de la nouvelle route s'achève par l'inauguration du pont de Toumbassala sur le Nkam (riv.), mettant ainsi en relation les chefs-lieux des départements voisins du Haut-Nkam et du Nkam : Bafang et Yabassi distants de 125 km environ. En 1971, date à laquelle nous avons procédé à une enquête sociologique (1), 14 villages étaient déjà installés et on y recensait 2.500 habitants.

(1) Nous avons effectué 4 missions sur le terrain, dans l'arrondissement de Nkondjok : 3 missions entre le 19 octobre 1970 et le 25 janvier 1971, et la dernière du 5 juillet au 5 septembre 1971. Nous avons surtout fréquenté les 3 premiers villages pionniers implantés en 1966 (NJINGAN, NGOMAN et NDOK-SAMBA) ainsi que le village MALE près de Nkondjok. Du côté autochtone, nous avons choisi le village de Nkokbang-Matin.

Les résultats de cette étude ont été publiés dans un rapport multigraphié : "les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt dans le Département du Nkam (Cameroun)", 1971, Yaoundé, ORSTOM, 303p, ainsi que dans divers articles :

-"Colonisations agricoles et référence au milieu urbain, exemple des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, au Nord-Est de Douala (Cameroun). in Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. X, n° 2/3, 1973, pp. 203-216 ;

-"Les sociétés bamiléké de l'Ouest du Cameroun : étude régionale à partir d'un cas particulier", 1976, Paris, ORSTOM, coll. Travaux et Documents n° 53, "Communautés rurales et paysannes tropicales", pp. 103 à 122.

La zone utilisée par cette opération de colonisation agricole est géographiquement bien délimitée : le plateau de Nkondjok entre le Nkam (riv.) et la Makombé (riv.), au pied de la "falaise bamiléké" - c'est-à-dire du rebord méridional des plateaux de l'Ouest (1). Le périmètre de mise en valeur a une superficie totale de 120.000 ha. La partie concernée par la première phase de l'Opération, les cantons Mbang et Bandem Rive-Gauche, représente environ 53.800 ha; mais compte tenu du relief mouvementé de la région où les pentes sont souvent très fortes, et, par ailleurs, de l'occupation de l'espace par les populations autochtones, la superficie pouvant être attribuée aux pionniers est plus réduite. En 1971, les terroirs des villages de colonisation couvraient 14.350 ha. Dans une seconde phase, il était prévu que l'Opération franchirait la Makombé (riv.) par un axe Bindjen-Houng en direction de l'Est vers Ndikinimeki où des espaces forestiers immenses sont entièrement disponibles.

Cette opération de développement, décidée très rapidement car il y a très peu d'écart entre le projet (1963) et le début de réalisation (les travaux routiers commencent en 1965), répond à plusieurs impératifs :

- 1°)- Cette opération est d'abord la conséquence d'une situation militaire. A la veille de l'accession du Cameroun à l'indépendance, la région de Douala et les pays basaa et bamiléké connaissent de graves troubles politiques causés par des éléments upécistes (2) qui contestent la façon dont s'opère cette accession à l'indépendance. En 1960, l'ensemble du pays bamiléké connaît une véritable guerre civile. L'intervention de l'Armée y met rapidement fin mais des upécistes se réfugient à la périphérie des plateaux bamiléké où ils forment des maquis. Ils s'installent notamment dans la région de Nkondjok (3) où

(1) La dénivellation est importante et mérite le qualificatif de "falaise" puisque nous passons en quelques kilomètres de 1600m d'altitude (les collines de Ndumkasa et de Dakkasa dans l'arrondissement de Bana) à 400-600m qui est l'altitude du plateau de Nkondjok.

(2) L'Union des Populations Camerounaises (U.P.C.) fut fondée en 1945 par Ruben Um Nyobé. Desapprouvant la façon dont se déroulait la décolonisation, l'UPC engagea dès 1955 des actions violentes et forma des maquis en pays basaa puis bamiléké. Des troubles importants durèrent jusqu'en 1965.

(3) camps maquisards de Ndoubian, Mbiam, Moya.

le relief tourmenté, couvert de forêt, et à l'écart de toute voie de communication, constitue un excellent refuge pour des centres de formation et d'entraînement, puis de repli. Le centre administratif de Nkondjok qui avait été créé en 1952 est attaqué en 1960. Par la main mise sur cette région, les maquisards ont accès au Mungo, à Douala, et au pays basaa, sans avoir besoin d'emprunter les axes routiers où les contrôles policiers et militaires sont fréquents. Lors du lancement de l'opération, les maquis ont déjà été désorganisés, mais des éléments isolés restent encore dangereux, et les opérations de nettoyage ont besoin d'un appui logistique : une route qui traverse cette forêt-refuge. 85 km de route nouvelle furent construits par le Génie Militaire (1) entre Fopouanga et Toumbassala, et les tronçons de route déjà existants (Bafang-Fopouanga et Toumbassala-Yabassi) furent élargis (2). Le Département du Nkam était enfin désenclavé par un axe routier le traversant du nord au sud.

2°)- Le souci de rentabiliser les lourds investissements routiers fit penser à l'émigration bamiléké laquelle éprouvait des difficultés à se poursuivre dans le département voisin du Mungo à cause des conflits fonciers envenimés par les troubles décrits précédemment. C'est ainsi que les autorités cherchèrent à dévier les mouvements migratoires vers une région moins explosive politiquement : le Département du Nkam et ses vastes étendues forestières sous-peuplées. Effectivement 96% des premiers pionniers furent des Bamiléké.

(1) Le Génie Militaire a depuis, été appelé à la réalisation d'une autre route près de la frontière du Congo, là aussi à la suite d'un essai de formation de maquis par Osendé Afana.

(2) Un pont prévu sur le Wouri, à Yabassi, mettra cet axe routier en communication directe avec Douala.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les autorités publiques essaient de canaliser les flux migratoires originaires des plateaux bamiléké. En 1932, l'administration coloniale constatant la surpopulation de cette région avait dirigé une colonisation agricole en pays Môm (Bamoun) sur la rive gauche du Noun. Loin des centres urbains et des axes de circulation, et utilisant des sols relativement pauvres, cet essai ne fut jamais très probant et en 1967 on recensait seulement 2.400 habitants. Plus au Nord, toujours sur la rive gauche du Noun, quelques villages bamiléké furent installés à partir de 1937 dans la région du Nkogam sur des sols plus fertiles.

- 3°)- Les gardes civiques, milice formée en 1960 pour lutter contre les maquisards, et qui avaient achevé les principales tâches de pacification, posaient un problème de reconversion. Ils formèrent le premier contingent de pionniers (17% dans trois premiers villages) avec des civils du plus proche département bamiléké (Haut-Nkam).

A long terme, l'opération vise à augmenter la production des cultures industrielles exportables (café robusta, cacao); quantitativement en ouvrant à l'immigration les vastes étendues forestières du Nkam et, qualitativement, par un encadrement agricole très dense (1), la sélection des plants par des pépinières gérées directement par l'encadrement technique et l'implantation d'une ferme expérimentale (2).

L'Opération Yabassi-Bafang, financée par le budget national du Cameroun et le Fond d'Aide et de Coopération (F.A.C.) a été lancée et gérée au début par un organisme français d'intervention : la Société Centrale pour l'Equipement du Territoire - Coopération (SCET-COOP), sous la tutelle du Ministère du Plan. Depuis le 27 octobre 1970, la gestion est assurée par une société de développement selon la loi du 11 juin 1968 : la SODENKAM (Société de Développement du Nkam).

(1) Un moniteur agricole par village, soit en moyenne un moniteur pour 78 pionniers (en 1971).

(2) Le Centre d'Appui Technique (C.A.T.) installé à Nkondjok.

II - LA RENAISSANCE DU NKAM

L'Opération Yabassi-Bafang a trouvé les sociétés autochtones en plein désarroi, affaiblies par l'exode rural vers le Mungo et Douala, et par les troubles récents. A première vue, le périmètre de colonisation correspond à des terres disponibles, c'est-à-dire non-occupées. En fait, le déroulement de l'opération s'est heurté à une résistance autochtone, preuve que l'occupation de l'espace était plus importante qu'on ne l'avait pensée. L'opération a "brusqué" (1) les populations autochtones, mais inversement, on peut dire que l'opération a été surprise par la rencontre de ces sociétés.

1°)- Occupation de l'espace par les sociétés autochtones

Le Département du Nkam est un des départements du Cameroun le moins densément peuplé: 5,72 hab. au km² en 1966/67. Cependant, la répartition de la population à l'intérieur de ce département est très inégale : des zones comme celle entre le Nkam (riv.) et la limite du Département du Mungo sont totalement vides; à l'opposé, le Canton Diboum atteint une densité de 21,4 hab. au km². En général, la partie nord du département, malgré son relief mouvementé, a une densité plus élevée que la partie méridionale du département (à l'exception toutefois des cantons du Wouri). Une certaine concentration de la population existe donc au voisinage du Plateau bamiléké.

Cette situation démographique n'est que le pâle reflêt du peuplement pré-colonial, et il nous faut commencer par évoquer la situation de cette région qui fût, au XIXe siècle, l'un des principaux axes de pénétration des produits de traits vers l'intérieur, notamment vers les chefferies bamiléké et le pays môm (Bamoun) une histoire du peuplement est donc nécessaire.

(1) pour reprendre une expression locale courante lorsqu'on arrive à l'improviste chez quelqu'un.

Populations autochtones de l'Arrondissement
de Nkondjok en 1966/67

Cantons	Pop. totale	Superficie en km2	Densité
Diboum	4.164	194	21,4
Tongo) Bakwa) Mbiam) Moya)	2.563	266	9,6
Mbang	4.070	897	4,5
Bandem R.G.	782	273	2,8

source ORSTOM - Dictionnaire des Villages du Nkam.

Notre enquête ne porta pas sur les traditions d'origine des populations Mbang et nous nous contenterons ici de répéter les informations déjà publiées à ce sujet. L'Administrateur RAYNAUD dans un rapport de 1937 situe l'origine des Diboum au Plateau de Babimbi, à "Bouli" près de Yabassi, et au pays bakem près de Nkongsamba. Jean DIHANG, lui-même originaire du Pays mbang, a recueilli et traduit en 1969, un récit qui situe l'origine des Mbang dans la région de Yabassi (1).

"Kom Ndik (2) serait l'ancêtre de 5 descendants : Mbang l'aîné, Yabassi, Ndogpenda, Yangom et Yabo. Kom Ndik avait donné à chacun de ses fils, des épouses et des moutons. Des querelles s'élevèrent bientôt entre Mbang et ses autres frères car, lors des cultures agricoles, Mbang négligeait de parquer ses moutons. Un jour qu'il était parti vers la grande mer pour rendre visite à des amis, ses autres frères profitèrent de son absence pour tuer ses moutons. De retour, Mbang se sépare de ses frères. Il part accompagné de sa femme et de son fils Ndoun qui était déjà né. Il suit le cours du Nkam et le remonte jusqu'à sa confluence avec la Makombé. Là, il découvre en provenance de la Makombé, des épluchures de bananes et par ailleurs l'eau

(1) J. DIHANG a traduit dans CAMELANG, Bulletin de la Section de Linguistique Appliquée de l'Université Fédérale du Cameroun (n° 2, 1969) ce récit de Missongui Mi Nkongo, du village de Ndokomto II.

(2) kom = empoisonné; ndik = liane.

semble plus claire. Lorsque Mbang verra de la cendre entraînée par le cours de la Makombé, il aura la certitude que des groupes humains sont installés dans cette vallée. Il suit alors cette vallée et la remonte jusqu'à sa source au lieu nommé "lang" près de l'actuel village de Ndotoron. Durant cette longue migration, lui et sa famille se nourrissent de terre rouge et de fruits sauvages. Arrivé à Lang, le groupe migrant est découvert par des chasseurs dibum. Ceux-ci souhaitent faire du nouvel arrivant un captif, mais ce dernier a la ruse de se présenter comme l'avant garde d'un groupe nombreux et menace les chasseurs dibum de représailles : il est chef et des gens le suivent!".

Ces quelques renseignements ne sont pas suffisants à eux seuls pour nous donner une histoire du peuplement. Notons seulement qu'ils distinguent les populations Mbang et Dibum l'installation de ces dernières étant antérieure ; et par ailleurs, ils évoquent un lien avec la région de Yabassi qui est confirmé par les études linguistiques : Mbang et Diboum sont inclus dans l'aire basaa (1).

Le peuplement de cette région au XIXe siècle est par contre mieux connu. Il dépend étroitement de la situation économique de l'époque. Nous sommes dans un contexte d'économie de traite où les marchandises européennes débarquées sur la côte entre les mains des "tribus courtières" (2) étaient échangées de groupes en groupes vers l'intérieur sous forme de troc. Sel, fusils, poudre, et pagens en provenance de la côte, étaient échangés aux frontières de chaque groupe contre des défenses d'ivoire, des esclaves et des noix de palmier. Dans cet ensemble socio-économique, chaque tribu conservait son entière indépendance politique et possédait un territoire délimité d'une façon précise. Le réseau hydrographique très dense du département du Nkam offre d'ailleurs la possibilité d'établir des frontières "naturelles". Au commerce de traite se superposait un commerce local particulièrement intense entre deux régions écologiquement distinctes et

(1) Signalons les études récentes de D. BARRETEAU dans le département du Nkam pour l'élaboration de l'Atlas socio-linguistique du Cameroun. Ces études ont traitées des langues suivantes : dibubum, mbyâm, mí-pâ, kwâ?, Ndam-íí, básaa.

(2) Selon l'expression de H. BRUNSCHWIG - L'avènement de l'Afrique Noire du XIXe siècle à nos jours. 1963, Paris, A. Colin.

économiquement complémentaires : les plateaux de l'Ouest couverts d'une savane arborée qui est en maints endroits organisée en bocage, et les forêts du sud du Cameroun. Descendent des plateaux (en plus des termes d'échange de l'économie de traite, c'est-à-dire des esclaves et des ivoires) des outils en fer (houes pour la culture, couteaux pour le traitement des palmiers à huile, etc...), des poulets, et des produits vivriers (haricots, arachides, etc...); ceci en échange principalement de l'huile de palme car les oléagineux manquent sur les plateaux.

Les populations diboum profitaient directement des échanges économiques avec les chefferies du plateau bamiléké. Ces échanges se faisaient sur des marchés à proximité des frontières, et parfois sous forme de cadeaux que les chefs ou de grands notables bamiléké adressaient à certains chefs de lignage importants de la zone forestière, et réciproquement. Les populations diboum se sont donc massées au bas du plateau bamiléké et ce sont elles qui furent les principales pourvoyeuses des chefferies voisines en huile de palme.

Les populations mbang sont immédiatement plus au Sud et doivent transiter par les Diboum pour atteindre les chefferies bamiléké. Par contre elles ont l'avantage de se situer le long d'une piste de traite importante qui part de Yabassi, passe par Nkondjok, et se dirige par plusieurs ramifications vers les Plateaux de l'ouest. Il s'agissait d'un des principaux axes de pénétration des produits de traite de l'époque car, ces produits empruntaient la voie fluviale du Wouri dont l'embouchure était aux mains des Dwala dont nous avons déjà signalé le rôle prépondérant dans les échanges avec les commerçants européens. Cette voie fluviale était contrôlée à son terminus par les Basaa de Yabassi, et c'est précisément à cet endroit, qui est une rupture de charge car les produits ne peuvent remonter ni le Makombé (riv), ni le Nkam (riv.), lesquels sont pratiquement des torrents, que l'enjeu fut principal entre les groupes locaux: Ba'Ndêm et Mbang entrèrent en conflit à la fin du XIXe siècle dans leur course pour se rapprocher de Yabassi. Les Mbang effectuèrent une vigoureuse avancée NE-SW et avaient atteint la rivière Mahé à 18 km au Nord de Yabassi lorsque les Allemands établirent le statut quo. Ceci confère au pays mbang un aspect géographique très étiré le long de la piste Nkondjok-Yabassi.

Le peuplement des Ba'Ndèm obéit à la même logique. Eux aussi tendaient vers Yabassi. Par contre ils n'offrirent que peu de résistance dans leur partie septentrionale à la descente de groupes bami-léké en forêt : quelques bousculades eurent lieu et les Ba'Ndèm décrochèrent facilement en échange de cadeaux en femmes, esclaves et ivoire.

La pratique de l'agriculture itinérante ajoute en plus un critère pédologique à notre analyse de l'occupation de l'espace par les sociétés autochtones. Par tâtonnement, elle conduisit la plupart des groupes à choisir des sols sur basalte en général plus fertiles que ceux sur socle. Ces sols sur basalte se situaient sur des plateaux de faible dimension : ainsi à Ndomalang, Sohok, Nkokbang Matin, Nkondjok-Sahé, et la région de Bindjen. Ce critère pédologique va d'ailleurs dans le même sens que le premier car, les pistes utilisaient les quelques plateaux basaltiques de la région pour éviter le relief trop chaotique du socle.

L'administration coloniale trouva donc sur place des sociétés acéphales dont les populations étaient regroupées le long des pistes, sous la forme d'un habitat linéaire échelonné où les chefs de famille, à distance respectable les uns des autres, gardaient jalousement leur autonomie. Elle stabilisa et renforça même cette localisation du peuplement en fonction des pistes afin d'exercer un contrôle effectif de la population, d'assurer l'entretien des pistes et des gîtes d'étapes, et de trouver de la main-d'oeuvre pour les corvées du portage. En l'absence d'une route automobilisable, les administrateurs devaient entreprendre une longue marche à pied de plusieurs jours : 2 ou 3 étapes pour atteindre Nkondjok à partir de Yabassi. L'administration coloniale eut désiré de véritables agglomérations, mais un essai de regroupement coercitif avec gardes, mené du 3 au 13 février 1933 n'aboutit cependant qu'à "effrayer" davantage la population; et l'administrateur RAYNAUD évoque ainsi la situation du Pays diboum en 1940 : "population évoluée et anarchique, chefs sans autorité, habitations déplorables. Les gens se dispersent à la seule annonce d'une tournée administrative, dans les innombrables massifs boisés et accidentés" !

La période coloniale n'entraîna donc pas, au début, de grands déplacements de population. L'administration allemande, puis française se contenta de faire entretenir le réseau de pistes existantes, sans créer d'axe nouveau. Seule la fréquentation plus assidue d'une piste, au détriment d'autres pistes parallèles, pouvait entraîner quelques modifications dans la répartition géographique des populations. C'est ainsi que les Français abandonnèrent la piste par Tombassala, Bidjen et Makakan, préférant franchir le Nkma entre Benga et Sahé au SW de Nkondjok. Le Pays ba'ndêm souffrit à la longue de ce délaissement et ce n'est qu'avec le nouvel axe routier Yabassi-Bafang, qui reprend en partie l'ancien itinéraire "allemand", que cette région se réarticule avec l'extérieur.

2°)- L'adoption des cultures d'exportation

Du fait de leur relative proximité de la côte et de leur rôle d'intermédiaires par rapport aux populations des plateaux de l'Ouest, les populations autochtones du Nkam (Diboum, Mbang, Ba'Ndêm, etc...) participèrent activement au commerce de traite avant même la colonisation. La première grande spéculation fut d'abord l'huile de palme, non plus seulement pour alimenter les plateaux de l'Ouest (commerce local) mais pour exporter sous forme d'huile de palme et de palmistes vers l'Europe.

La pêche à la baleine dans les mers australes et les oliveraies méditerranéennes, n'étaient plus suffisantes pour faire face aux besoins croissants de l'Europe en corps gras. L'huile de palme prit au milieu du XIXe siècle une telle importance que H. BRUNSCHWIG (1) n'hésita pas à parler d'une "civilisation" de l'Afrique caractérisée par ce produit :

"L'Afrique, enfin, avait autre chose à offrir que des produits de luxe, comme l'or, l'ivoire, les bois de teinture. Elle devenait un marché de matière première indispensable... L'huile, de palme a été le premier grand produit capable de remplacer l'esclave dans les relations commerciales entre l'Afrique et le monde, le premier qui ne fût pas un luxe et dont la demande persista" (p.52).

(1) H. BRUNSCHWIG, op. déjà cité.

"En 1850... aux boucles du Niger, l'huile de palme attirait autant de commerçants honnêtes que de contrebandiers esclavagistes. Ce qui était neuf, c'était que, pour la première fois de son histoire, l'Afrique Noire devenait fournisseur d'une matière première indispensable, dont les multiples utilisations ne cessèrent d'augmenter la demande en Europe" (p. 50).

La date de 1840 marque un net tournant dans le commerce de traite : l'huile de palme devient plus important que les esclaves (1). L'estuaire du Wouri, dans le prolongement de ceux de la baie du Biafra, connaît alors une vive activité car l'arrière pays est riche en palmeraies naturelles.

Cette activité durera jusqu'à la crise économique des années 30 et fera la prospérité de Yabassi. En 1922, le missionnaire NICOD qui allait s'installer à Yabassi croise plusieurs embarcations :

"...quelques embarcations, venant de Yabassi, massives et lourdes, conduites par des hommes musclés et presque nus, descendent vers la mer des barils d'huile de palme, des sacs de cacao et de palmistes, les principaux produits d'exportation" (2).

En 1930, on recense 17 factoreries à Yabassi dont 9 sont gérées directement par des Européens. Ces maisons de commerce achètent les produits de l'intérieur, notamment des palmistes, qui leur sont apportés par les indigènes. La concurrence est vive et chaque maison de commerce entretient une pirogue sur le Wouri pour faciliter le passage de la clientèle, L'Administration de son côté entretient 4 pirogues.

A l'exploitation de l'huile de palme qui relève d'une économie de cueillette, s'ajoute une économie de plantations : cacaoyers, hévéas pour le caoutchouc, et bananiers (bananes douces d'exportation). Avant la crise économique des années 30, la région de Yabassi faisait partie, avec le département du Mungo et de la région de Buéa, de la

(1) H. BRUNSCHWIG, op. déjà cité, pp. 29-51.

(2) H. NICOD - Sur les sentiers de l'Afrique Equatoriale. - s.d., Paris, éd. Société des Missions Evangéliques, p. 117.

zone où se sont installées de grandes plantations européennes (1). Une plantation de cacaoyère fut même ouverte en 1913 à Nkondjok, à 50 km au nord de Yabassi (2). Au delà des plantations européennes, se multiplièrent dès la période allemande, des plantations individuelles autochtones. On retrouve encore aujourd'hui de nombreuses cacaoyères abandonnées tant dans la vallée du Wouri que dans la région de Nkondjok. Vers 1950, le développement de la caféiculture renouvelle l'espoir d'un enrichissement par les cultures d'exportation. Les Mbang et Diboum ont en cela un comportement radicalement différent des populations basaa plus méridionales dont l'économie reste résolument centrée sur le palmier à huile ce qui a permis à J. CHAMPAUD d'intituler une étude sur les structures agraires du village basaa, MOM : "Mon ou le refus de l'agriculture de plantation".

3°)- La marginalisation du département du Nkam.

Malgré ce départ prometteur, le département du Nkam ne va pas pouvoir développer son économie de plantation. Ceci est principalement dû à sa marginalisation par rapport aux nouveaux axes de communication mis en place par l'économie coloniale. La région de Buéa et le département du Mungo vont bénéficier en effet d'une infrastructure routière et ferroviaire qui va drainer les produits d'exportation au détriment du département du Nkam dont le relief est jugé trop chaotique. L'accès aux plateaux de l'Ouest va se faire dorénavant par le Mungo.

Les planteurs autochtones de la région de Nkondjok continuèrent d'évacuer leurs produits à dos d'hommes vers Yabassi, Bafang ou Nkong-samba. Trois jours leur étaient nécessaires. L'encadrement agricole

(1) En 1930, on dénombrait trois plantations européennes dans la région de Yabassi :

- Heyward et Robins : 141 ha de part et d'autre du Wouri, dont 50ha sont exploités en cacaoyers et bananiers. Cette compagnie dispose en outre de plus de 100 ha de palmeraie naturelle.
- John Holt : 139 ha sur la rive droite, dont 110 ha sont plantés en hévéas.
- Lovet : 20 ha de bananiers et de cacaoyers.

(2) Il s'agit de la plantation Kuntz à Sahe, immédiatement au sud-ouest du centre administratif actuel de Nkondjok.

resta quasi-inexistant (1). Des caféiers furent plantés, mais ils ne furent ni espacés régulièrement, ni taillés, ni traités.

Les éléments les plus jeunes tireront la leçon de ce sous-équipement et la décennie 1950-1960 verra une nette accélération de l'émigration. Un quartier "Yabassi" se constitue à Douala. Il s'agit là d'une émigration définitive typique d'un exode rural. La scolarisation précoce de la région par les missionnaires (le 21 avril 1923, le missionnaire Pierre MBOCK s'installe à Moya comme secrétaire-catéchiste du chef de Moya) facilite par ailleurs ces mouvements migratoires. La partie méridionale du département, dont les sols sont plus pauvres et qui ne bénéficie pas des échanges avec les plateaux de l'Ouest, est la plus touchée par cet exode rural.

La région du Nkam fut particulièrement touchée par les troubles des années 60. Les maquisards qui n'étaient plus en sécurité sur les plateaux, descendirent en forêt, en Pays diboum et dans les environs de Moya, pour y installer leurs bases logistiques. Le poste administratif de Nkondjok qui avait été créé en 1952, fut attaqué. Les villageois subirent le pillage et durent payer l'impôt aux maquisards. Lorsque l'armée contre-attaqua, les villageois furent recrutés pour le portage du matériel. Ceci acheva la dégradation démographique et économique de l'arrondissement de Nkondjok.

4°)- La renaissance démographique

L'Opération Yabassi-Bafang fut d'abord pour les autochtones, la route et avec elle l'installation d'une infrastructure. "La route c'est la civilisation" eût l'occasion de nous dire un vieux Mbang. Elle apportait en effet avec elle la possibilité d'une évacuation moderne des produits agricoles, l'implantation d'équipements sociaux et administratifs (dispensaires, écoles, postes agricoles, centres administratifs, etc...) lesquels ne seront plus boudés par le fonctionnaire. La route introduisait également le commerce.

(1) En 1959, 12.000 caféiers et 4.000 cacaoyers sont distribués par la récente pépinière de Nkondjok, mais cette initiative est tardive.

La route eût un effet immédiat sur la localisation de l'habitat rural et la taille des exploitations. Deux recensements agricoles successifs, l'un en 1966 au moment du lancement de l'Opération, l'autre en 1968, permettent de saisir parfaitement cette évolution. Les champs vivriers trop éloignés de la nouvelle route sont délaissés au profit des abords immédiats de cette route (1). Ils accompagnent l'habitat qui s'est regroupé linéairement le long de l'axe routier. Avec eux apparaissent aussi des plantations de caféiers. Ces déplacements sont si rapides que les premiers plans de délimitation des terroirs des villages de colonisation agricole s'en trouvent perturbés, les autochtones s'étant installés là où les prospections n'avaient trouvé que la brousse ! Les responsables de ces recensements agricoles ne cachent pas leur surprise : "cela correspond à un sursaut d'énergie de la population autochtone... cette population que l'on croyait irrémédiablement réfractaire à l'effort commence donc à manifester son activité".

Cette installation le long de la route s'accompagne d'un accroissement de la superficie cultivée, d'une part pour faire face aux nouveaux débouchés offerts aux produits vivriers (la route alimente désormais le marché de Bafang, et la main d'oeuvre salariée venue pour le chantier routier ou pour les besoins de l'Opération est nombreuse)(2); d'autre part parce que l'extension des plantations de caféiers ne se heurte plus au problème du transport de la récolte.

(1) Le recensement agricole de 1968 note le progrès intervenu depuis l'ouverture de la route : "...la superficie moyenne de l'exploitation passe de 110 à 157 ares sur la route (de 1966 à 1968), elle diminue de moitié en brousse (110 à 55 ares) ! La petite exploitation de subsistance, souvent inférieure à un demi-hectare, devient la règle le long des pistes piétonnières(57% en 1968). Cela est dû essentiellement à la diminution de l'effectif de la famille. Les exploitations de plus d'un hectare, 42% du total en 1966, ne représentent plus aujourd'hui que 14%.

Le long de la route, le phénomène est inverse : on voit doubler le nombre d'exploitations de plus d'un hectare (38% en 1966, 72% en 1968). Cette augmentation étant due d'une part à l'installation des champs vivriers le long de la route sur les défrichements latéraux, et d'autre part aux débouchés que les autochtones ont trouvés pour écouler leurs récoltes auprès des militaires et des pionniers dont les champs n'avaient pas encore produit de récolte". (P. CAPOT-REY, D. AUDEBERT, R. OWONA - Opération Yabassi-Bafang - Enquête agricole. Direction de l'Agriculture, mai-juin 1968, p. 9.

(2) 300 employés en 1969 pour le chantier routier et 418 employés en août 1971 à la SODENKAM pour les besoins de l'Opération.

A ces mouvements de population internes s'ajoutent d'autres mouvements d'immigration, en dehors de l'Opération de colonisation agricole proprement dit .

- Des ressortissants mbang et diboum, stimulés par le développement actuel de l'Arrondissement de Nkondjok, n'hésitent pas à rentrer pour ouvrir une plantation dans leur village d'origine. Ils reviennent souvent du Mungo où ils ont pu observer des plantations bien entretenues. Il s'agit donc là d'un apport dynamique.

- Les populations des petites chefferies bamiléké (Mbiam, Moya, Bakwa, Tongo, etc...) installées au XIXe siècle à l'Est de la Makombé (riv.) se sont réfugiées au centre administratif de Nkondjok lors des troubles des années 60. La route les retient maintenant. Cette population est active et ouvre des plantations entre Nkondjok et la Makombé (riv.). C'est précisément cette immigration qui a mis en échec le projet d'implantation d'un village pionnier à l'est de Nkondjok.

- Des Bamiléké du département voisin du Haut-Nkam, viennent acheter des terrains aux autochtones (1). Le phénomène était encore très limité lors de notre enquête, mais significatif d'une évolution à long terme : l'Arrondissement de Nkondjok fait désormais partie des zones où les spéculations économiques sont rentables.

-Le centre administratif de Nkondjok végétait depuis 1952, date de sa création. En 1966/67 sa population atteignait presque 1.500 habitants et se répartissait en de nombreux quartiers ruraux. A cette date Nkondjok bénéficiait déjà de l'immigration des ressortissants bamiléké de l'est de la Makombé (riv.) venus s'y réfugier, et de la présence de nombreux salariés de l'Opération. Le regroupement de la population lors des troubles et l'impact de la route, confère à Nkondjok l'aspect d'une véritable agglomération avec habitat continu. Aujourd'hui, Nkondjok donne l'impression d'un petit centre du Mungo avec ses cases en carbottes qui se recouvrent de tôles, ses nombreuses constructions, l'ambiance de son centre.

(1) Il y a achat du terrain lorsque celui-ci est déjà défriché. Si c'est la forêt, le nouvel arrivant demande l'autorisation au chef de famille le plus proche et lui verse des cadeaux afin d'entretenir de bonnes relations.

Si on tient compte du fait que la plupart des pionniers sont d'origine bamiléké, nous constatons que cette renaissance démographique du Nkam s'effectue avec une population composite. Nous devons donc arrêter, là, notre présentation des populations autochtones (Diboum, Mbang, Ba'Ndêm) afin d'analyser la descente des populations bamiléké dans la zone forestière du Nkam.

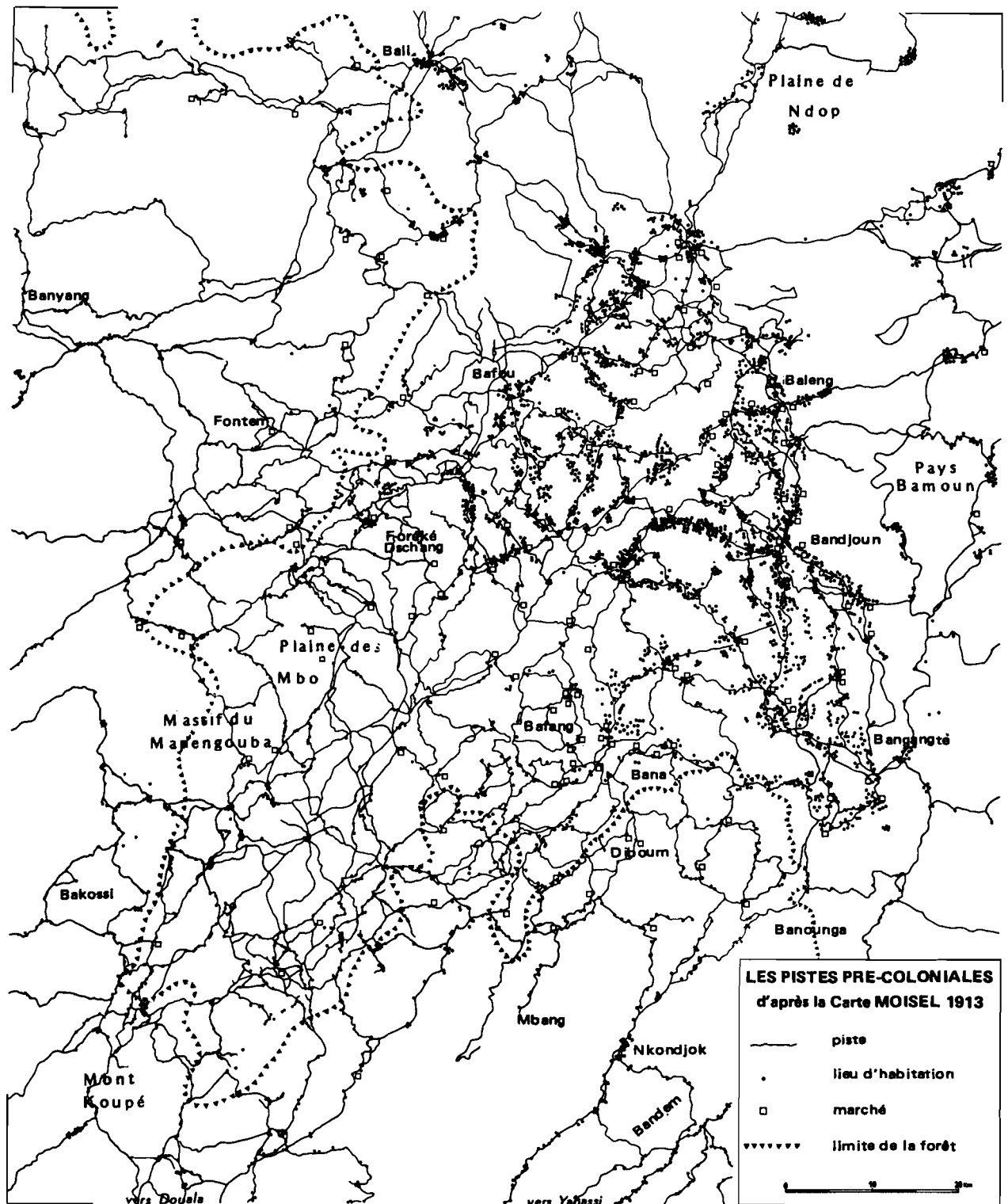
III - LA DESCENTE DES POPULATIONS BAMILEKE DANS LA ZONE FORESTIERE DU NKAM

Les traditions orales que nous avons pu collecter auprès des chefferies bamiléké de la partie méridionale du Plateau (1), évoquent les relations étroites qui se sont très tôt établies entre les populations des plateaux et celles de la zone forestière. Ce furent d'abord des relations agressives qui se traduisaient par des raids des populations de forêt contre des populations récemment immigrées sur le rebord du plateau et non encore organisées en grandes chefferies. Le rapport de force s'inversa lorsque les chefferies bamiléké se furent consolidées et elles effectuèrent alors une première descente en forêt en conquérant le rebord même du plateau et en y assimilant les populations. C'est le cas par exemple des quartiers "Kotcha" des chefferies Bana, Bandoukassa, Bakassa et Batcha. A partir de cette situation s'établirent de nombreux échanges forêt-savane.

1°)- Deux économies complémentaires

Du fait de la complémentarité agricole de deux milieux naturels distincts, le contact forêt-savane est un lieu d'échanges intenses. En plus de leurs propres volailles et chèvres, les habitants du plateau allaient chercher dans la zone de bocage plus septentrionale d'autres volailles et chèvres pour descendre le tout sur les marchés limitrophes

(1) J.C. BARBIER - Le peuplement de la partie méridionale du Plateau Bamiléké, l'exemple de la région de Bana. Communication du Colloque International du CNRS "Contribution de la Recherche Ethnologique à l'Histoire des Civilisations du Cameroun", 24-28 septembre 1973, Paris.



dessiné par A.EKANI Service cartographique du Centre ORSTOM de Yaoundé

BARBIER - ORSTOM 1974

avec les populations forestières, en contrebas du plateau. Ils descendaient en outre des produits vivriers qui ne poussent pas facilement en forêt : maïs, arachides, haricots, etc... Les Bamiléké remontaient en échange l'huile de palme et la diffusait vers la partie septentrionale du Plateau handicapée par le manque d'oléagineux. L'emplacement des anciens marchés ne laisse aucun doute sur l'importance de ces tractations puisqu'une ligne continue de ces marchés dessine la limite entre les deux populations.

A ces échanges forêt-savane s'ajoutaient des produits locaux commercialisés sur de longues distances : de la forêt montaient des peaux de léopards, pièces de choix dans les trophées des chefferies bamiléké, de la poudre de padouk utilisée comme enduit corporel rouge, des kolas qui seront acheminées jusqu'au nord du Cameroun, etc... Inversement, les plateaux alimentaient la zone forestière en outils de fer : houes pour l'agriculture, couteaux et perçoirs pour l'exploitation du palmier à huile. Les forgerons du quartier Lum à Babouantou, et ceux de Bangoulap, semblent avoir joué un rôle important pour la région que nous étudions.

Enfin, le commerce de traite superpose à ces échanges locaux un vaste va et vient de produits d'exportation (esclaves et ivoires en provenance des plateaux) et de produits d'importation (fusils, poudre, sel, perles, etc... en provenance de la côte).

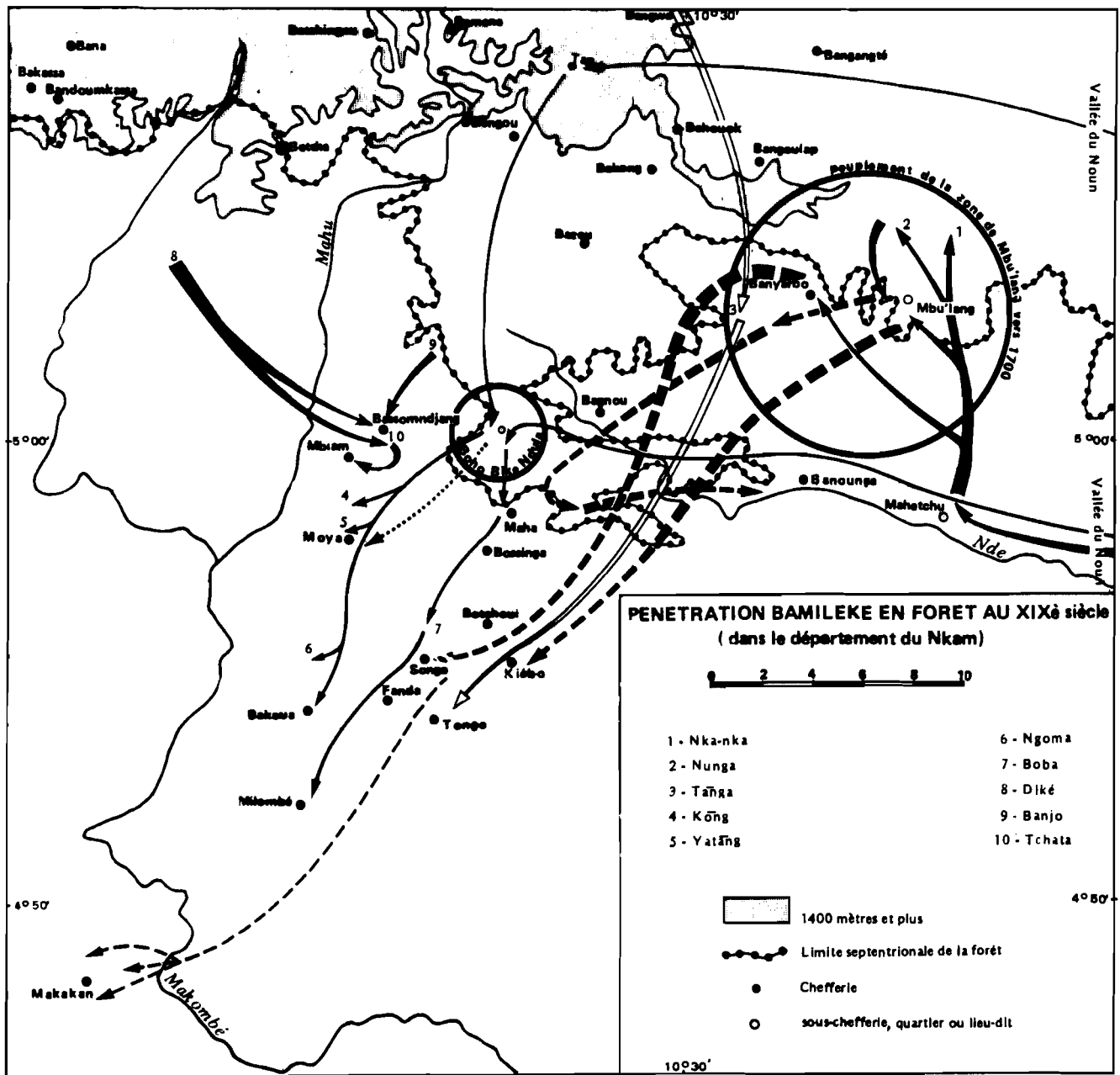
Tous ces produits circulent par un réseau dense de pistes dont la carte Moisel de 1913 donne une première image. L'ensemble est orienté du Nord-Est au Sud-Ouest vers les estuaires. Les marchés se situent aux frontières de chaque groupe qui cherche à maintenir et à augmenter son rôle d'intermédiaire par rapport aux autres groupes. Les passages difficiles deviennent des points stratégiques dont le contrôle assure des avantages économiques certains : les gués, les ponts de lianes, les pistes qui descendent le rebord abrupt du Plateau, etc... Les chefferies méridionales du Pays bamiléké, au contact de la savane et de la forêt, contrôlent chacune une ou plusieurs pistes qui les relient à la région de Nkondjok laquelle introduit à l'estuaire du Wouri.

2°)- Les chefferies bamiléké installées au XIXe siècle
à l'Ouest de la Makombé

La pénétration de la forêt par des migrants descendus du Plateau, illustre, avec pertinence, le contexte économique et politique du XIXe siècle. De Bana à Bangangté, les chefferies du rebord du Plateau prennent de l'importance et exercent un contrôle plus autoritaire sur leurs propres populations et les nouveaux immigrants. Face à ce renforcement des pouvoirs centraux, les notables préfèrent parfois s'exiler avec leurs partisans et aller grossir le front pionnier du peuplement. Ils y sont, par ailleurs, souvent poussés par des raids de cavaliers Bamoun qui atteignent le Ndé. Or, dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'occupation de l'espace sur le Plateau bamiléké est en voie d'achèvement. Par contre, la forêt, entre les vallées de la Makombé et du Ndé, n'offre pratiquement pas de résistance. Les populations Ba'Ndém regardent maintenant vers la côte, et luttent avec les Banên et les Mbang pour se rapprocher de Yabassi jusqu'où remontent les pirogues des Dwala et des populations de l'estuaire du Wouri. C'est ainsi que les groupes Ba'Ndém les plus septentrionaux, en contact avec les populations descendues des plateaux, cèdent volontiers leurs terrains en échange d'outils en fer, de femmes et d'esclaves.

La forêt, outre l'assurance de pouvoir conserver une grande autonomie politique, propose aussi l'occasion de s'enrichir rapidement par le trafic esclavagiste, la vente de l'huile de palme sur le Plateau, et l'exportation des palmistes vers la côte.

Cette descente en forêt aboutit, dans un premier temps, à une multiplication de petites unités politiques - chacune étant un groupe d'immigrants dirigé par un notable qui, une fois installé, s'arrange avec les chefs voisins pour recevoir le titre de chef. Ces groupes conservent jalousement leur indépendance vis-à-vis des chefferies du Plateau, telles que Bazou et Banunga qui ont des visées sur les palmeraies.



dessiné par le Service Cartographique du Centre ORSTOM de Yaoundé

J.C. BARBIER, ORSTOM, 1972

Nous avons affaire à un véritable front pionnier de peuplement orienté par les activités les plus spéculatives de l'époque : c'est à dire le trafic esclavagiste et l'exploitation de la palmeraie naturelle. Les notables et les chefs pratiquent eux mêmes personnellement ces activités. Ainsi cette histoire de Ngantchu, Chef de Bakwa qui, très vieux et aveugle, se mettait au bord de la piste en ayant caché des serviteurs aux alentours. Il interpellait, alors, le passant :

- "Qui es-tu ?"
- "C'est moi"
- "Qui ça ?"
- "C'est moi, un tel"
- "As-tu vu Ngantchu ?"
- "Non".

Cette dernière réponse était fatale au malheureux passant qui n'avait pas su reconnaître son chef sous les traits d'un pauvre aveugle attendant l'aumône !

Ainsi Kolonga qui fonda la chefferie Bakakan, et qu'une chanson populaire présente comme un croque-mitaine pour les enfants désobéissants qui ne veulent pas marcher vite :

"Kolonga sort tôt le matin
Il met son fusil à l'épaule
S'il trouve un enfant, il ramasse seulement
comme l'épervier ramasse les poulets,
et si l'enfant résiste il tape dessus !
S'il trouve un homme, il ramasse seulement.
S'il trouve une femme, il ramasse aussi.
Si tu ne marches pas vite, attention à Kolonga,
car c'est un homme sans pitié.
Si tu ne marches pas vite, cela te regarde :
marche comme tu le fais, et tu verras".

Et les Bakakan évoquent la gaieté de Kolonga lorsqu'il entendait des bruits de bagarres dans un quartier ennemi. Sa réputation était telle que les habitants de la région le précédaient sur son itinéraire par un appel sonore pour prévenir les passants éventuels : "kôlo kôloho".

Ces petites chefferies bamiléké installées en forêt grossissaient rapidement car le noyau initial intégrait d'autres groupes lignagers et les esclaves non vendus pouvaient trouver place dans la catégorie des serviteurs, ces derniers étant ensuite installés comme notables une fois leur service accompli auprès du Chef. En l'espace d'un demi-siècle, des groupes bamiléké occupèrent toute la forêt de la vallée du Ndé à celle de la Makombé. Le groupe des Bakakan franchit même la Makombé et s'installa au sud de Nkondjok. Le comportement socio-économique de ces groupes ne se différenciait pas des populations autochtones voisines (Diboum, Mbang, Banen, Ba'ndêm) puisque nous avons vu précédemment que tous ces groupes participaient activement au commerce de traite. Par ailleurs les chefferies restaient de taille restreinte, guère distinctes en volume d'un segment lignager. Seule l'organisation sociale différait suffisamment pour avoir attiré l'attention des premiers visiteurs européens. Ainsi le témoignage du premier missionnaires à avoir franchi la Makombé :

"Quand nous y pénétrâmes pour la première fois, nous eûmes tout de suite l'impression de nous trouver dans une société mieux organisée que celle des tribus dont nous venions de parler (1) et paraissant avoir gardé une empreinte plus profonde des coutumes ancestrales. Les chefs, autoritaires, habitent des agglomérations de hautes cases protégées par des palissades. Ils ont de grands harems. On rencontre là des maisons affectées aux sociétés secrètes, des hommes et des femmes portant de longues chevelures grasses, des individus dont le visage est caché par une cagoule" (2).

Cette immigration bamiléké en forêt se fait en tâche d'huile avec une occupation continue de l'espace. Les Ba'Ndêm qui étaient les occupants de cette région se retirent progressivement en échangeant leurs terres et leurs palmeraies contre des femmes, des esclaves et

(1) L'auteur avait parlé précédemment des Basaa, Badjop, Minié, Banên et Dibum. La différence qu'il note est celle qui existe entre une société centralisée en chefferies (Bamiléké) et une société lignagère et acéphale (Basaa).

(2) Henri NICOD - La vie mystérieuse de l'Afrique Noire - 1943. éd. Payot - Lausanne - p. 20.

des outils de fer. Il ne s'agit donc pas d'une intrusion brutale. Ce mode d'occupation de l'espace délimite des frontières entre les groupes, frontières qui sont jalousement gardées comme en témoigne l'incident qui opposa le Chef administratif du Canton Mbang et le Chef de Moya en 1933 à propos du quartier Yabien qui était un enclos mbang à l'est de la Makombé, et que le Chef de Moya voulait accaparer en invoquant les nouvelles limites départementales qui empruntaient la vallée de la Makombé. Les groupes ethniques restaient donc juxtaposés et les échanges se faisaient de groupe à groupe, souvent sur des marchés localisés aux frontières.

Il n'en est plus de même aujourd'hui où les groupes sont imbriqués les uns les autres dans un même espace régional.

IV- UN ENSEMBLE REGIONAL PLURI-ETHNIQUE

Au début du XXe siècle, les pays dibum et mbang subissent donc une pression démographique directe des populations bamiléké. Nous venons de voir que les groupes bamiléké avaient atteint la vallée de la Makombé qu'un élément avait même franchi. Au nord du Pays dibum nous avons la même situation, à savoir la descente en forêt de populations bamiléké. Celles-ci s'inscrivent aujourd'hui dans l'Arrondissement du "Petit Diboum" sous la forme d'une mosaïque de petites chefferies : Fondjanti, Bakambé, Fopouanga, Komako, Bagouaka, Bapouate, Mboma, Kounov, Baboutcha Fongam, Balouk et Makouk dans la vallée même du Nkam. On peut penser que si le département du Nkam n'avait pas été marginalisé comme il l'a été par le nouveau réseau de voies de communication, bref s'il n'avait pas été desservi par son relief chaotique, c'est sur son territoire et non dans la région voisine du Mungo que se serait effectuée l'expansion bamiléké. L'absence d'axe routier ôtait en effet tout intérêt à une éventuelle immigration. Seuls quelques commerçants bamiléké se fixèrent à Nkondjok lorsque s'ouvrit le centre administratif en 1952.

L'axe routier Bafan-Yabassi en même temps qu'il désenclavait le Département du Nkam, l'ouvrait à l'immigration bamiléké. Celle-ci aurait d'ailleurs pu se réaliser spontanément, sans encadrement technique particulier, du simple jeu des spéculations économiques des Bamiléké et des autochtones. Nous savons qu'il n'en fut pas ainsi car les pouvoirs publics voulurent contrôler de près ce processus et l'immigration fut dirigée.

Le résultat en a été une ingérence directe, en plein coeur du Pays mbang. L'application de la loi domaniale de 1963 permet de considérer comme faisant partie du Patrimoine National Collectif tous les terrains non utilisés par les populations autochtones (1). Dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, on délimita en fait de véritables réserves autochtones réduites aux seuls terrains cultivés ou en friche, répétant ainsi quelques dizaines d'années plus tard la même situation qu'il y eut dans le Mungo lorsque l'administration voulut encourager les mouvements d'immigration.

Le plan directeur de l'Opération visa d'emblée une occupation maximum du périmètre de mise en valeur et les terroirs des nouveaux villages englobèrent d'anciennes cacaoyères abandonnées mais sur lesquelles continuaient à s'exercer des droits fonciers car, la forêt appartient ici à celui qui la défriche, ainsi que des palmeraies naturelles. Les travaux de délimitation avaient en effet été réalisés en bureaux à partir d'un fond topographique et d'une couverture de photographies aériennes, sans avoir été précédés par une étude suffisante de l'économie des villages mbang.

Les premiers contacts au niveau des chefs de village furent cependant positifs car ces derniers voyaient dans les "pionniers" de nouveaux habitants capables de gonfler la taille de leurs villages et donc indirectement leurs indemnités de collecteur d'impôts. Les Chefs de vil-

(1) L'article 3 du décret-loi n° 63-2 du 9 janvier 1963 définit les terrains coutumiers qui ne peuvent pas être inclus dans le Patrimoine Collectif National : "sont considérés comme en la possession des individus ou collectivités :

- 1°)- les superficies qu'elles occupent effectivement et conformément à la coutume (construction, cultures, etc) et celles nécessaires à la pratique de la jachère et des pâturages ;
- 2°)- les superficies jugées indispensables à une extension ultérieure des cultures pour tenir compte de l'augmentation de la population et des possibilités de mise en valeur.

Le mode de détermination de ces superficies sera fixé par décret. Le terme de collectivité coutumière désigne un ensemble de personnes réunies par des liens de parenté, adoption ou association et qui vivent ensemble sur un même territoire". L'art. 27 de la présente loi stipule que "les collectivités gardent sur l'ensemble de ces terres leurs droits d'usage traditionnels (chasse, cueillette, parc, parcours, etc.) tant que l'exercice de ces droits n'est pas incompatible avec la destination que leur aura donnée l'Etat".

lages s'aperçurent très vite que les nouveaux arrivants échappaient en tièrement à leur contrôle. Les conflits fonciers provoqués par une délimitation trop restreinte des "réserves autochtones" détériorèrent rapidement la situation (1). Les responsables de l'Opération durent même supprimer des villages qui avaient été initialement prévus par le plan directeur. Dès le début se posa donc un problème de relations inter-ethniques du fait même du caractère directif de la colonisation agricole, et de la reconnaissance, et du type de relation qui présidait aux échanges commerciaux entre ces populations à une époque antérieure.

A cette ingérence foncière s'ajoute un encadrement technique et des équipements sociaux-culturels au service des pionniers et dont ceux-ci sont les premiers bénéficiaires. Ceci ne peut que provoquer une jalousie des villageois autochtones. Certes les équipements mis en place pour l'Opération profitent à tous : les dispensaires et les écoles reçoivent les autochtones au même titre que les pionniers, mais ceux-ci - outre l'aide directe qui leur est accordée du fait de leur engagement dans l'Opération - profitent de leurs relations directes avec l'encadrement et apparaissent privilégiés :

- un moniteur agricole se trouve dans chaque village pionnier, alors que deux moniteurs seulement s'occupent de l'ensemble du Canton mbandjok ;
- la SODENKAM distribue volontiers des plants aux autochtones lorsque les pionniers ont déjà été servis. Or les pépinières ne couvrent pas toujours les besoins des seuls pionniers.

Il n'en est plus de même aujourd'hui où les groupes sont imbriqués les uns les autres dans un même espace régional.

- les programmes d'animation sanitaire se limitent aux villages pionniers ;
- les premières années de l'Opération, les camions de la SODENKAM s'arrêtaient volontiers pour prendre au passage des pionniers qui voulaient se rendre à Nkondjok, Sohok, ou Bafang.

(1) Ces conflits prennent de l'ampleur au niveau symbolique même si à l'origine les biens économiques qui font l'enjeu du litige sont de peu de valeur ; la terre dans la région de Nkondjok n'a pas encore acquis une véritable valeur marchande.

Ces quelques exemples parmi bien d'autres suffisent à expliquer qu'une telle comparaison quotidienne avec les pionniers ait fait naître chez les autochtones une frustration relative. Certes, la SO-DENKAM ne reçoit pas de budget complémentaire pour s'occuper de l'équipement de tout l'Arrondissement de Nkondjok et il serait injuste de lui faire grief d'une telle situation, mais c'est tout le problème de l'articulation d'une opération de développement avec les services techniques existants dans une unité administrative qui se trouve ainsi posé.

Le recensement agricole de 1968 débouchait déjà sur un tel problème :

"Malgré les efforts de la SCET-Coopération qui apporte son assistance technique aux familles autochtones dès que celles-ci en manifestent le désir, on risque de voir se creuser un fossé entre les populations autochtones sous-encadrées et les villages pionniers qui ont chacun leur moniteur. Deux ethnies différentes, l'une d'un niveau de vie plus élevé que l'autre et vivant côte à côte, voilà les conditions idéales pour aboutir à des frictions qui pourraient être graves. Il faut associer dans toute la mesure du possible les autochtones à toutes les innovations techniques et ne pas attendre que les M'bangs sollicitent une aide, un conseil" (1).

Et les auteurs de ce recensement souhaitaient que des ressources financières supplémentaires soient dégagées afin que l'Opération contribue à la promotion des populations autochtones.

Jusqu'à présent, la politique de l'Opération vis-à-vis des sociétés autochtones a été résolument intégrationniste: les autochtones sont invités à regrouper leur habitat dispersé en village et à s'inscrire comme pionniers, et ceux qui sont proches d'un village pionnier à s'y intégrer. En fait, une telle proposition n'a reçu d'écho que chez les jeunes revenus de ville et qui souhaitent eux-aussi, bénéficier de l'aide de l'Etat pour le démarrage de leur plantation. Trois villages

(1) P. CAPOT-REY, D. AUDEBERT, R. OWONA. - Opération Yabassi-Bafang, enquête agricole. Direction de l'Agriculture - mai-juin 1968, p.41.

de jeunes autochtones ont été ainsi installés (1). Cette intégration des jeunes autochtones dans la société pionnière se fait avec l'autorisation des vieux : c'est pour eux le moyen de faire venir la piste carrossable et de bénéficier de la proximité d'équipements sociaux. Elle se fait aussi sur les conseils des membres de la famille devenus fonctionnaires et citadins et qui voient dans les conditions d'aide offertes par l'Opération, le moyen d'installer à peu de frais un jeune frère cadet.

Une telle politique intégrationniste pose aux sociétés autochtones une alternative qui ressemble à un ultimatum : rester dans une situation marginale où accepter la présence d'un village pionnier proche, ce qui entraîne le départ des jeunes comme pionniers. Ceux-ci sont certes satisfaits de bénéficier de l'aide de l'Etat pour la mise en valeur d'une plantation, mais c'est au prix d'un éclatement de leur propre société et de la disparition de son originalité économique. Or, voit mal en effet comment des adultes, ayant déjà une plantation et une palmeraie, et un statut social dans leur société traditionnelle, pourraient se faire pionniers : Dans l'immédiat cet apport autochtone entre dans les bilans des campagnes de recrutement et laisse à penser qu'un effort est fait en faveur des autochtones. Cependant, cette politique intégrationniste supprime toute possibilité d'établir une complémentarité économique entre immigrants et autochtones. Or cette notion de complémentarité économique entre groupes sociaux distincts mais résidant sur un même territoire, nous apparaît comme le début d'une économie plus complexe où les échanges locaux se multiplient et où les activités économiques se diversifient.

Le développement d'une telle complémentarité économique exigerait la création d'un réseau de pistes secondaires carrossables, un encadrement agricole renforcé des populations autochtones, et l'organisation des circuits commerciaux.

(1) J.P. RAISON - La colonisation des terres neuves tropicales. - in Etudes Rurales n° 31, juillet-septembre 1968.

Ce texte représente une première synthèse des travaux menés par plusieurs géographes de l'ORSTOM sur le thème : colonisation des terres neuves.

En fait, cette complémentarité économique est vécue quotidiennement et donne lieu à des initiatives individuelles, mais elle n'est pas reprise au niveau des pouvoirs publics dans un plan de développement régional. Les autochtones peuvent apporter sur les marchés locaux de l'huile et des produits vivriers. Les pionniers quant à eux arrivent avec un savoir-faire technique acquis lors de séjours antérieurs dans les petits centres urbains du Mungo ou à Douala; on trouve parmi eux des maçons, des charpentiers, des menuisiers, des matelassiers, des cordonniers, des coiffeurs, des réparateurs de vélo, des couturier(e)s, etc... Certains autochtones qui veulent consolider leur statut social de planteurs aisés, n'hésitent pas à faire appel à ce savoir faire technique des pionniers pour améliorer leur habitat. En plus de ces activités artisanales, les pionniers ouvrent des boutiques de commerce et des débits de boisson, puis investissent dans les moyens de transport.

Les rivalités entre groupes ethniques se situent également à un niveau politique. Comme dans les autres zones où s'effectue une immigration bamiléké massive, les populations autochtones conservent - même si elles sont minoritaires - la "chefferie" administrative du canton. Nous disons chefferie administrative car il ne s'agit nullement d'une institution traditionnelle, mais d'une création pour les besoins de l'administration coloniale puis actuelle. Elles cherchent aussi à conserver la présidence des organes locaux du Parti Politique. Or cette institution politique est relativement ouverte et la compétition dans ce cadre là peut s'avérer vive. Par ailleurs, des pressions en termes ethniques s'exercent sur l'administration lors de la nomination des cadres responsables de l'Opération.

L'Opération Yabassi-Bafang a donc eu comme effet de rétablir les relations entre deux ensembles ethniques après une phase historique où elles s'étaient estompées. Cette mise en relation s'est faite dans un contexte de colonisation agricole dirigée et la situation a donc été imposée aux populations autochtones, ce qui modifie quelque peu le mode de relation inter-ethniques qui présidait aux XIXe siècle où les groupes entretenaient des rapports relativement égalitaires.

Désenclavées et confrontées de nouveau à des groupes ethniques voisins, les populations autochtones vont en quelque sorte renouer avec une histoire où ils pouvaient avoir des initiatives économiques. Il en est de même des populations bamiléké déjà immigrées en forêt ou désirant le faire. On peut s'attendre à ce que cette reprise de l'histoire, accélérée par l'impact d'une opération de développement, induise des changements notables pour les sociétés concernées.

V - CONTINUITÉ HISTORIQUE ET CHANGEMENTS SOCIAUX

Désenclavées par la route, les populations autochtones se res-saisirent rapidement. Elles s'installèrent au bord de la nouvelle route et agrandirent leur superficie cultivée participant ainsi de nouveau activement à l'économie de plantation.

Les activités économiques des Dibum et des Mbang au XIXe siècle donnaient lieu à des transactions commerciales de groupe à groupe, chaque groupe ayant intérêt à préserver sa cohésion pour ne pas être court-circuité par un groupe concurrent dans la circulation des produits de traite, et pour ne pas être réduit en esclavage. Cette cohésion sociale n'était d'ailleurs pas exempte d'inégalités sociales : en plus des différenciations entre aînés et cadets, hommes et femmes, inhérentes à toutes les sociétés acéphales et lignagères, le contact de traite avait introduit la possibilité d'une certaine promotion par enrichissement : capitalisation de femmes et possession d'une main d'oeuvre servile. C'est ainsi que la société mbandi distingue l'homme libre (kwênza) du captif acheté (m'yong) et du fils d'esclave (mbiahi). L'agriculture de plantation qui fut adoptée dès le début de la colonisation donne à certains le statut de "planteur". L'encadrement agricole souligne d'ailleurs la pertinence de cette réussite économique en désignant dans chaque village un "chef planteur". Les chefs de famille les plus riches n'hésitent pas à construire un habitat moderne, en faisant appel aux compétences artisanales des pionniers. L'organisation administrative et politique distribue par ailleurs des titres qui sanctionnent en fait l'apparition de leaders locaux : "chefferie administrative" du village, présidence du Comité de Base U.N.C., direction du groupe auto-défense (milice du village formée pour résister aux attaques des maquisards). Il semble que le contrôle social laisse possible une certaine

promotion individuelle, et soit moins étouffant que dans d'autres régions du Pays basaa. Cependant aucun leader ne peut s'affirmer indépendamment de l'accord des autres chefs de famille, et la moindre initiative publique exige une réunion préalable de tous. L'individualisation des ménages n'est somme toute que très relative, c'est plus un procès en cours qu'un résultat acquis.

L'irruption d'une colonisation agricole dirigée, en plein cœur du Pays mbandj, a imposé aux autochtones des rapports d'extériorité. Ceux-ci ont valorisé le rôle administratif de chef de canton puisque c'est ce dernier qui a été chargé de transmettre aux responsables de l'Opération et aux autorités administratives locales les revendications des autochtones.

Naguère, en pays mbandj, le pouvoir cantonal - pure création de l'administration coloniale allemande puis française - revêtit une importance considérable en la personne de Long Mayouk. Ce dernier "régna" véritablement de 1917 à 1954. Le Canton mbandj était, à cette époque, loin du réseau routier et l'administration coloniale s'appuya sur la personnalité autoritaire de Long Mayouk, ancien agent d'exécution sous l'administration allemande, pour collecter les impôts et imposer ses ordres. Long Mayouk bénéficia pendant de nombreuses années de cette administration indirecte et ce n'est qu'après l'installation d'un centre administratif à Nkondjok en 1952, qu'il ne fut plus jugé indispensable d'où sa destitution en 1954.

L'actuel chef de canton hérite donc d'un rôle important, d'une autorité qui s'est constituée au-dessus de l'organisation clanique de la société mbandj. Lorsqu'on interroge les Mbandj sur leur histoire, c'est principalement de Long Mayouk qu'ils parlent avec crainte mais aussi avec fierté. Il serait donc erroné de traiter la chefferie de canton en terme d'artificialité, bien qu'à son point de départ ce fut une structure purement administrative. Le pouvoir cantonal est devenu une réalité pour les Mbandj et ils l'utilisent actuellement face à l'Opération. Cette acceptation de la chefferie de canton n'est d'ailleurs pas exclusive d'une très grande autonomie des divers groupes claniques et villageois. L'autorité du chef de canton est acceptée pour son utilité et reste dépendante de la personnalité de son détenteur et du soutien que lui accorde l'Administration.

Si on ne saurait parler de véritable mutation sociale pour les sociétés autochtones affectées par l'Opération Yabassi-Bafang, il s'agit néanmoins de l'accélération notable d'une évolution amorcée par l'économie de traite, puis les premières années de l'économie de plantation. Ces sociétés autochtones entrent désormais dans un ensemble inter-ethnique régional, reproduisant ainsi, quelques décennies plus tard, la même situation que celle du département voisin du Mungo à la suite de l'immigration bamiléké qui y a commencé très tôt vers les années vingt.

Du côté des immigrés bamiléké on peut s'attendre à d'importants changements sociaux puisque le terme même de colonisation agricole implique la notion de changement. Pour J.P. Raison (1) cette notion est un critère plus important que la seule occupation de "terres neuves". La translation géographique dans l'espace (la colonisation est la mise en valeur de terres par des paysans qui ont quitté leur pays d'origine avec l'intention de s'installer définitivement dans une région nouvelle pour eux) s'accompagne en effet d'une rupture écologique et donc d'une modification du système de culture et des techniques agricoles (terres plus riches, ou du moins espaces disponibles plus vastes d'où possibilité de cultures extensives et des cultures d'exportation, conditions climatiques nouvelles, etc...). Changement géographique qui est aussi sociologique : originalité agronomique et sociale des communautés d'immigrés qui ont conscience de former une nouvelle entité distincte des autres groupes précédemment installés : "Le groupe pionnier doit être en état, sinon de conflit, du moins de contestation ou de dialogue avec les anciens occupants ; il ne peut pas par définition leur être soumis" (J.P. RAISON). Le terme colonisation exclut à priori, les individus qui se fondent dans une masse d'autochtones, la mise en valeur par essaimage de la population d'anciens villages qui à la suite d'une augmentation démographique occupe la partie négligée du terroir, ou un no-mans'land les séparant des populations voisines. Il exige un volume minimum d'au moins 500 habitants (2) pour être assuré d'une stabilité démographique

(1) J.P. RAISON, op. cit.

(2) J.P. RAISON avance cette norme en citant SUTTER et TABAH.

et de ne pas être rapidement assimilé par les populations environnantes. Une zone de colonisation n'est donc pas une simple extension en superficie de l'aire d'habitat traditionnel, il n'est pas non plus la simple reproduction sous d'autres cieux de l'économie de la zone de départ. Elle acquiert après les années d'installation, une véritable autonomie et une originalité par rapport à la zone de départ et par rapport aux autres populations environnantes : ainsi nos villages pionniers. Finalement J.P. RAISON propose une définition où les approches géographiques et sociologiques se complètent mutuellement :

"L'occupation nouvelle de terres vierges ou reconstituées par un long repos, à l'occasion d'un déplacement de population d'ampleur variable, provoquant la formation de groupes sociaux nouveaux; le déplacement considéré peut être parfois faible, voire très faible, ou n'affecter qu'une fraction minoritaire de la population, pour peu que le phénomène migratoire s'accompagne d'une révolution dans le mode d'utilisation du sol et d'une altération profonde de l'organisation sociale traditionnelle" (1).

La colonisation s'accompagne donc d'un changement économique et de nouveaux rapports sociaux.

Entre le plateau d'où sont originaires les immigrés bamiléké et la forêt où ils s'installent, il y a effectivement rupture écologique :

- Le colon bamiléké délaisse la savane anthropique du Plateau pour une forêt relativement dense - forêt qu'il faut défricher en abattant des arbres de grosse taille avant de pouvoir construire une case, de cultiver un premier champ de cultures vivrières, et de commencer la mise en valeur d'une plantation.

- Il délaisse un plateau au climat réputé salubre par son altitude (plus de 1200m). Les épidémies en sont raréfiées, les statistiques sanitaires indiquent moins de parasites pour l'homme, et le petit élevage (volailles, ovins et porcins) se développe dans de bonnes conditions, de même pour les bovins. Par contre dans la zone d'immigration

(1) A noter que l'auteur, en introduisant l'idée d'un changement radical écarte les simples actions de vulgarisation agricole.

les épidémies ravagent le petit élevage - même dans la ferme expérimentale (1), et le porc qui a le malheur de descendre la "falaise" au bout d'une corde pour entrer en forêt, voit son espérance de vie subitement réduite à moins de 6 mois !

- Le climat est très humide (2.937mm par an), cependant la saison sèche est particulièrement accentuée de décembre à mars. L'effet est immédiat sur les sols sur socle, peu profonds, et les réserves d'eau s'épuisent rapidement. Les caféiers plantés sur le sommet des collines en souffrent. Par ailleurs les cours d'eau et les sources tarissent, ce qui pose le problème de l'alimentation en eau du village.
- En dehors de quelques tâches basaltiques, les sols sont en général nettement moins bons qu'en Pays bamiléké ou dans le Mungo, d'où une frustration relative ressentie vivement par le pionnier. Les sols sur socle sont de qualité médiocre : les cultures vivrières (banane plantain, taro, macabo, etc...) sont sujettes à une baisse nette de rendement dès la deuxième année et ceci malgré la couche d'humus de la forêt défrichée. Les sols sur basalte sont plus rares et en partie occupés par les autochtones. Les vallées aux versants abruptes et au lit rocailleux n'offrent pas de bonnes conditions pour la riziculture de marécage et le palmier raphia.
- La faune de la forêt ne laisse pas le nouvel arrivant bénéficier pleinement des prémices des récoltes : les singes déterrent les tubercules, les serpents s'infiltrent dans les poulaillers, les oiseaux rapaces plongent sur les poussins lorsque l'aire villageoise est suffisamment dégagée, les premières plantations ont même été visitées par des éléphants. Le repos des pionniers est troublé la nuit par des moustiques et des processions de fourmis tant que la forêt reste encore proche des premières cases construites.

Cette dure confrontation avec la forêt eût l'occasion d'être exprimée publiquement par un pionnier, dans un discours adressé au Président de la République le 10 avril 1968 lors de l'inauguration de l'Opération : "Quand nous sommes arrivés pour la première fois dans cette zone, nous étions vraiment effrayés par la forêt. Maintenant, cette forêt qui nous effrayait commence à fuir devant nous".

(1) C.A.T. (Centre d'Appui Technique), implanté à Nkondjok pour soutenir les progrès agronomiques de l'Opération. L'épidémie dont nous faisons allusion a vidé les poulaillers au début de la saison des pluies 1971.

Dans ces conditions, il ne saurait être question pour les pionniers de reproduire le bocage bamiléké. Ce dernier n'est en effet apparu que dans des conditions précises : sols fertiles sur basalte autorisant la pratique d'une agriculture sur place - non itinérante - et avec cultures intensives, pression démographique suffisante pour "humaniser" entièrement le paysage, dispersion de l'habitat facilitant une exploitation maximum du terroir, possibilité de développer l'élevage, etc... Par contre, en forêt, l'espace n'est plus une contrainte et les pionniers n'ont pas manqué à la règle qui consiste à abandonner toute pratique intensive - coûteuse en main d'oeuvre - chaque fois qu'un desserrement est possible (1). Mieux, alors que sur le Plateau le Bamiléké est un paysan acharné pour reprendre l'expression de P. GOUROU, en forêt il devient planteur de café et de cacao. La différence est importante au niveau des stratégies économiques mises en oeuvre. Le paysan pratique toutes les activités agricoles et artisanales susceptibles de répondre à ses besoins familiaux. Il vend sur le marché quelques surplus pour acquérir d'autres biens en contrepartie et de l'argent pour faire face entre autres à des contraintes externes. Le planteur quant à lui, concentre son travail sur les produits d'exportation et réduit ses champs vivriers aux strictes besoins de sa famille. Il produit essentiellement pour vendre sur le marché, et à la limite se procure auprès d'autres agents économiques des biens de consommation complémentaires (compléments vivriers, objets artisanaux, etc...). Il entre de plein pied dans l'économie de marché et accepte le principe d'une division du travail. Il tend aussi à abandonner le mode de faire valoir direct pour utiliser de plus en plus de la main d'oeuvre salariée. L'argent entre alors dans le processus de la production et n'est plus seulement un intermédiaire pour la consommation.

Dans le Pays bamiléké lui-même, seuls quelques chefs et grands notables possèdent suffisamment de terres pour devenir sur place des planteurs. La plupart des autres chefs de ménage, y compris des héritiers, doivent émigrer pour acquérir ce statut. C'est ce que firent précisément les pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang originaires de l'Ouest.

(1) Par exemple au Nord du Cameroun où les populations des Monts Mandara qui descendent en plaine, abandonnent les pratiques intensives. Cf. Jean BOUTRAIS - La colonisation des plaines par les montagnards au Nord-Cameroun (Monts Mandara). - Coll. Travaux et Documents, éd. ORSTOM, Paris, 1973, 277p.

Sous cet angle là, la colonisation agricole bamiléké aboutit à une nouvelle orientation de l'entreprise économique. Par ailleurs, elle se fait hors du contrôle social direct de la hiérarchie traditionnelle.

En fait, la comparaison directe entre zone de départ de l'émigration et lieu d'immigration se révèle par trop statique. Nous avons déjà constaté précédemment que l'ensemble du Plateau bamiléké était orienté par l'économie de traite et que celle-ci avait été suffisamment décisive - entre autres causes - pour déclencher une première immigration en forêt. Les sociétés bamiléké du XIXe siècle n'étaient donc plus à 100% des communautés paysannes vivant en auto-consommation.

On peut même dire que de nombreux notables du rebord du Plateau étaient déjà à cette époque plus commerçants qu'agriculteurs, c'est-à-dire préoccupés essentiellement par les transactions sur les marchés limitrophes à la zone forestière, les femmes assumant la plupart des activités agricoles, du moins celles les plus consommatrices de temps.

L'exemple des groupes bamiléké immigrés en forêt au XIXe siècle montre avec pertinence que la civilisation bamiléké bien qu'ayant été transformatrice d'un milieu écologique précis : les plateaux de l'Ouest du Cameroun, n'est pas liée "éternellement" à ce milieu. Le XXe siècle a prouvé que les Bamiléké ont été aussi à l'aise en forêt et dans les centres urbains qu'ils l'étaient sur leurs plateaux. La comparaison doit donc s'établir à notre avis au niveau des stratégies déployées par les acteurs sociaux et de l'élaboration des nouvelles structures sociales.

Or à ce niveau l'analyse peut se conduire en termes de continuité. L'économie de plantation offre en effet des possibilités de promotion économique comme naguère le trafic des esclaves et des ivoires, et le commerce de l'huile. Cette économie de plantation implique un déplacement en zone forestière, mais les structures sociales bamiléké acceptent la scission d'un individu ou d'un groupe hors du territoire d'une chefferie. Cette tolérance a été effectivement utilisée de tout temps par les éléments non héritiers d'un titre de notabilité et qui par le biais d'une réussite économique vont essayer d'en acquérir un. La réussite économique facilite en effet l'accès aux épouses donc la fondation d'un lignage selon le principe de la filiation patrilinéaire,

et permet une affirmation sociale sous la forme de multiples services rendus à la communauté et de cadeaux au Chef et aux grands notables. La réussite économique dans les sociétés bamiléké est donc directement traduisible en prestige sociale et en pouvoir politique. On comprend alors que des éléments ambitieux s'installent dans les zones les plus ouvertes aux spéculations économiques (espaces disponibles avec possibilité de transactions commerciales fructueuses, etc...) et où le jeu politique n'est pas encore enfermé par le contrôle des grandes chefferies. De là des zones d'immigration qui sont de véritables fronts pionniers et où la structuration en chefferies est en voie de se faire. La descente de groupes bamiléké au XIXe siècle dans la zone forestière de la partie septentrionale du Département du Nkam est un exemple typique de ce processus. Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, prenant la relève des petits centres urbains du Mungo, procèdent de la même dynamique.

Certes nous avons à faire à des villages et non à des chefferies, mais la forme extérieure ne doit pas masquer la structuration sociale interne. Que ce soit dans le Mungo, ou dans cette nouvelle zone de colonisation agricole que sont les villages pionniers, on ne peut évidemment assister à la reproduction de la chefferie traditionnelle du seul fait de l'opposition de l'administration coloniale, puis actuelle, à un tel processus. Le chef de village est nommé par l'Administration après consultation des principaux chefs de famille. En dehors des chefferies traditionnelles, la chefferie de village est un simple rouage administratif tout à fait laïc. Cependant le vrai pouvoir politique échappe souvent à celui qui a été nommé chef de village, ce dernier est en quelque sorte mis en avant pour les contacts périphériques avec l'extérieur (1).

Les promoteurs de l'Opération Yabassi-Bafang ont mis à la tête de chaque village pionnier un organe collectif, le comité de direction du village, afin d'éviter les inconvénients de la nomination d'un chef administratif de village : "ce nouveau chef pourra devenir vite orgueilleux, impérialiste, exploiteur et rival du chef coutumier autochtone.

(1) C'est notamment ce qu'on peut constater dans de nombreux villages du Sud du Cameroun. Cf. P.L. GESCHIERE - Quelques aspects de l'organisation sociale des villages Maka sur le Ndjonkol. La zone d'Angossas, Arrondissement d'Abong-Mbang (Cameroun). - Amsterdam, mai, 1972, doc. multigr.

Nous préconisons donc un système démocratique d'administration du village par la constitution dans chaque unité d'un comité de direction" (1).

Ce comité de direction est l'intermédiaire entre l'encadrement et la population pionnière, et doit coordonner les activités collectives du village : "assurer l'exécution des ordres données par l'équipe d'encadrement - organiser des assemblées générales périodiques du village... se réunir régulièrement pour arrêter le programme de travail et contrôler son exécution - concilier les pionniers en conflit - contrôler la coopérative - régler les permissions d'absence et de congés - organiser le Parti de l'Union Nationale Camerounaise - faciliter la tâche des ministres de culte en mission dans le village - surveiller l'esprit et la moralité des pionniers - organiser les fêtes du village"(2).

La composition de ce comité de direction vise d'une part à la représentativité des diverses catégories sociales du village : jeunes, pionniers plus âgés, femmes, "civils" et ex-gardes-civiques; et d'autre part, le soutien des principales activités collectives : le délégué de la coopérative et l'éducateur sanitaire font partie du comité. Ce comité est composé de 7 membres et parmi eux sont choisis un président, un vice-président et un secrétaire.

Par ailleurs, il a été décidé d'implanter un comité de base de l'U.N.C. dans chaque village, et cette structure politique offre à son tour des titres et des fonctions : président, vice-président, trésorier, secrétaire, agent aux conflits, délégué à l'OFUNC (3), responsable de la propagande, etc...

(1) Brochure de la SODENKAM présentant l'Opération : Représentation du village des pionniers de mise en valeur agricole.

(2) OFUNC : Organisation des Femmes de l'Union Nationale Camerounaise.

(3) Le Conseil des Pionniers de la zone de Mise en Valeur Agricole réunit les présidents des comités de direction accompagnés de délégués en nombre proportionnel à l'importance démographique de chaque village. Ce Conseil des Pionniers met en relation directe les cadres techniques et administratifs et les représentants des pionniers.

La coopérative (C.R.E.A. Coopérative rurale d'écoulement et d'approvisionnement) et la mutuelle (C.A.M.P.I. Caisse d'assurance maladie pour les pionniers) sont également dispensatrices de titres et de fonctions.

D'autres activités collectives donnent également l'occasion pour les pionniers socialement les plus actifs de se manifester : les associations de parents d'élèves, les associations sportives (football principalement), les équipes d'animation des foyers culturels. Il en est de même pour les institutions plus spontanées dépendant entièrement d'un accord entre pionniers sans intervention de l'encadrement : groupes de travail, communautés chrétiennes, associations de danses traditionnelles, etc....

De même que dans la chefferie bamiléké traditionnelle, la réussite économique et sociale individuelle était sanctionnée par la réception d'un titre de notabilité de la part d'un chef ou d'un grand notable; de même les associations de type moderne, par la répartition de responsabilités sociales et la distribution de titres fonctionnels (président, trésorier, secrétaire, etc...) offrent aux leaders qui émergent la possibilité d'une institutionnalisation de leur rôle. Cette continuité historique explique la vitalité des associations actuelles en Pays bamiléké et dans les zones d'immigrations rurales et urbaines où se trouvent des originaires des Plateaux de l'Ouest, car, sous le couvert du parti politique ou d'une association de danse folklorique, c'est en fait tout l'héritage des associations coutumières qui se transmet avec, en plus, une ouverture aux non-notables. De là un réel militantisme de masse qui tranche avec les autres régions du Cameroun où la participation active aux associations modernes n'est bien souvent que l'affaire d'une minorité.

On ne saurait oublier dans le processus de structuration d'un milieu social de tradition bamiléké, la dimension verticale. C'est en effet d'en haut que viennent les titres. Aujourd'hui, dans les zones d'immigrations, l'Administration ou l'encadrement technique d'une opération de développement prennent la relève du chef traditionnel. Chefs de village et chefs de quartier reçoivent leur investiture de l'Administration. Dans le cas des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang,

la seule perspective d'un renouvellement des comités de direction par des élections libres, déclancha de telles rivalités que l'encadrement jugea bon d'annuler les élections et de procéder par nomination. Ceci ne mit d'ailleurs pas fin aux rivalités de personnes et de groupes, lesquelles ressortirent au niveau de la **Coopérative**, montrant ainsi tout l'enjeu que représente le pouvoir local; cependant le principe d'une intervention extérieure, c'est-à-dire celle de l'encadrement par rapport à la société pionnière, fût relativement bien acceptée par les intéressés et prise lors d'une réunion du Conseil des Pionniers. Cet incident manifeste, entre autres, le rôle important joué par un pôle d'autorité dans le processus de hiérarchisation sociale des nouveaux milieux sociaux issus du Pays bamiléké. C'est précisément ce même processus qui a donné naissance à la vaste mosaïque de petites chefferies sur les plateaux de l'Ouest : les leaders se faisaient consacrer chef par un chef voisin déjà installé, ceci en entretenant de bons rapports de voisinage et parfois la ruse)

Le fait que nous soyons renvoyés à l'économie de traite pour expliquer la participation actuelle des populations autochtones à des l'économie de plantation, et d'autre part à l'histoire de la formation des chefferies bamiléké en évoquant la structuration sociale des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, témoigne de l'importance d'une approche historique pour capter les stratégies des agents sociaux dans les nouveaux milieux sociaux. Tout se passe comme si les modèles sociaux-culturels des milieux d'origine étaient réutilisés dans la nouvelle situation, remoulées dans de nouvelles formes externes, adaptées pour répondre aux besoins présents. Les ruptures n'affectent bien souvent que les apparences. Le cas des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang n'est certes pas immédiatement généralisable, mais il permet d'attirer l'attention des promoteurs d'opérations de développement sur la nécessité de connaître l'histoire des populations concernées afin de prévoir les comportements socio-économiques.

En conclusion de cet article, nous ne pouvons nous empêcher d'évoquer certaines possibilités de développement économique qui ont été négligées dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, du fait de la méconnaissance quasi totale de l'histoire des populations concernées tant autochtones qu'immigrées.

Alors que la politique intégrationniste actuelle visant à transformer les villageois mbang et dibum en colons agricoles au même titre que les immigrés, n'aboutit qu'à un recrutement limité de jeunes et tend à les couper de leurs villages d'origine; une politique plus confiante dans le comportement socio-économique des autochtones aurait pu promouvoir un développement sur place des forces productives; ceci par un renforcement en quantité et en qualité de l'encadrement technique agricole, et la mise en place de circuits de commercialisation. Outre la régénération des plantations existantes, une telle politique aurait pu encourager la réexploitation des palmeraies naturelles en vue d'alimenter les centres urbains de la partie méridionale du Plateau bamiléké. Enfin une prise en charge directe, par l'Administration, des équipements socio-culturels aurait permis d'éviter toute discrimination.

L'Opération organisa l'immigration en la considérant comme le seul facteur du développement régional, reléguant les autochtones dans la littérature mythique du paysan routinier insensible aux perspectives d'enrichissement offertes par l'économie de plantation. Le réseau routier mis en place dessert exclusivement les nouveaux villages implantés de part et d'autre de l'axe central. Ce n'est qu'incidemment que des villages autochtones en bénéficient. Jusqu'à présent, le Pays dibum et les chefferies bamiléké de la zone forestière à l'est de la Makombé (riv) se trouvent toujours enclavés bien qu'une population nombreuse y vit. Non encore décimée par l'exode rural, cette population apporterait d'emblée à l'Opération un capital démographique et économique non négligeable. Nous pensons notamment à tout l'intérêt qu'aurait eu l'Opération à se situer dans la prolongation de l'immigration bamiléké en zone forestière au XIXe siècle. Ce n'est d'ailleurs pas une des moindres

contradictions de cette opération d'être ouverte à l'immigration bamiléké tout en étant aveugle vis-à-vis d'une population de même tradition mais immigrés antérieurement. Le franchissement de la Makombé (riv) au niveau de Ndoubian ou de Moya donnerait sans nul doute à l'Opération une dimension régionale qu'elle n'a pas encore acquise.

Etre planteur n'est qu'une étape dans la promotion économique du colon bamiléké. La plantation de café et de cacao assurera à l'intéressé une base économique stable (c'est-à-dire la garantie d'un revenu annuel minimum), sur laquelle il pourra greffer des activités du secteur tertiaire: artisanat, commerce, transport. Au moment de notre enquête en 1971, les éléments les plus avancés de la société pionnière envisageaient déjà l'achat de véhicules de transport. Un gérant, en général un frère cadet, prend alors la relève pour l'entretien de la plantation. Ces investissements à caractère cumulatif constituent la trame de ce que nous avons appelé le projet pionnier (1). Dans cette perspective, la route Bafang-Yabassi, non bitumée et donc sujette à une vigoureuse érosion du fait des fortes pentes, se révèle manifestement insuffisante et constitue un véritable goulot d'étranglement. Dans son état actuel, elle apparaît plus proche d'une simple voie d'évacuation des produits agricoles d'exportation, que d'un véritable axe économique parallèle à celui du Mungo.

Nous pensons aussi que les dirigeants de la SODENKAM auraient pu faire davantage appel au savoir faire technique des pionniers pour réaliser l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement de l'Opération. Tous les métiers de construction sont en effet représentés dans les villages et on aurait pu se dispenser d'un afflux de main d'oeuvre permanente et salariée laquelle alourdit le budget de la SODENKAM (2). L'avantage aurait été d'accélérer le décollage économique des planteurs artisans en les rémunérant pour des tâches artisanales temporaires.

(1) BARBIER J.C., 1971.

(2) 300 employés en 1969 pour le chantier routier et 418 employés en août 1971 à la SODENKAM pour les besoins de l'Opération.

Enfin une meilleure connaissance de la capacité des immigrants d'origine bamiléké à s'organiser socialement aurait pu dispenser l'Opération d'un encadrement lourd, non rentabilisé par le nombre de pionniers, et qui se révèle par ailleurs d'un niveau qualitatif insuffisant pour diagnostiquer les cas particuliers (maladies phytosanitaires, situation écologique d'une plantation, etc...). Bien qu'au début, le lancement précipité de l'Opération obligea les responsables à établir un contact direct avec les colons, et que certains responsables aient su maintenir ce contact par leur équation personnelle, la bureaucratisation de l'appareil apparut très vite et l'opération de colonisation agricole de dirigée devint dirigiste.

En définitive, une opération de développement ne peut qu'augmenter ses chances de rentabiliser les investissements publics en s'appuyant sur les comportements socio-économiques des populations concernées. Or ces comportements, jusqu'à présent définis sous forme d'hypothèses dans les projets de développement, peuvent être observés dans d'autres régions et se sont manifestés bien souvent à des époques économiques antérieures. Il s'agit finalement d'accélérer ou de débloquer l'histoire particulière de ces populations, au moyen d'opérations de développement, et non de créer artificiellement de nouveaux milieux sociaux qui répondraient aux normes considérées par certains planificateurs bureaucrates comme nécessaires pour l'intégration des milieux ruraux à l'économie de marché.

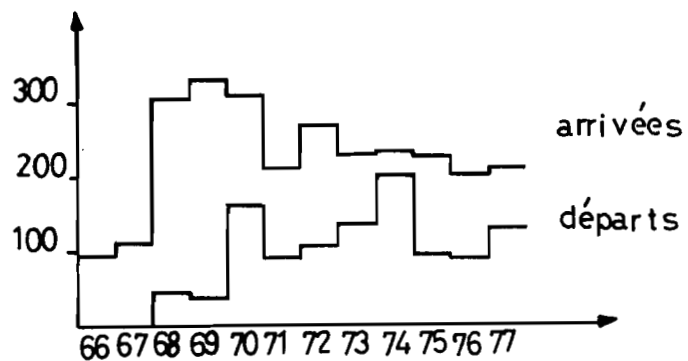
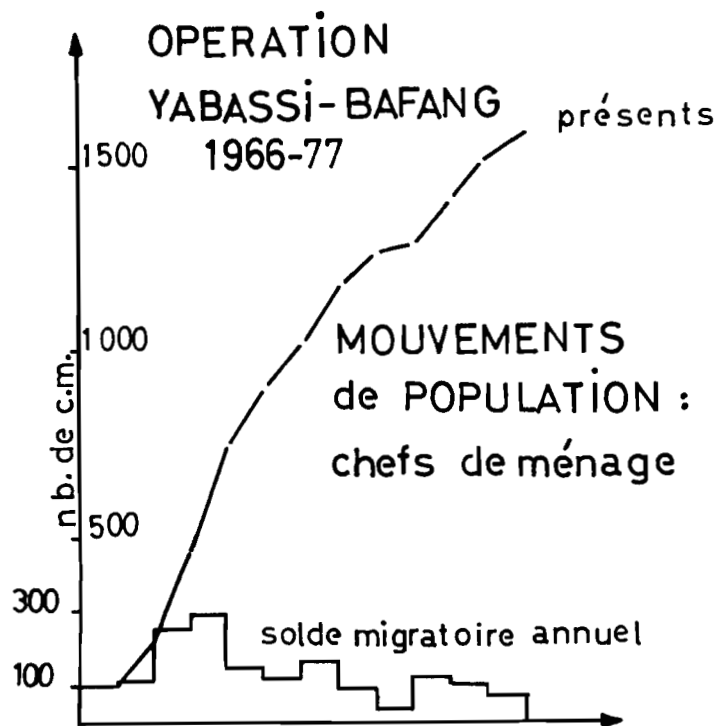
En 1977, 11 ans après son lancement, l'Opération Yabassi-Bafang continue et c'est déjà une réussite !

Le rythme d'immigration est toujours nettement inférieur aux prévisions qui avaient été faites avant le démarrage de l'Opération et qui situaient à 500 le contingent annuel de nouveaux pionniers. Mais nous avions déjà dit en 1971, que ce chiffre n'était nullement une référence. D'autres zones d'immigration existent en effet et l'arrondissement de Nkondjok n'a pas le monopole de l'immigration bamiléké. Il est en concurrence avec le Mungo, la Plaine des Mbo, la région de Makénéné, et tous les centres administratifs du sud du Cameroun où les Bamiléké ouvrent des boutiques de commerce et d'artisanat, sans compter les grands centres urbains : Yaoundé, Douala, Nkongsamba, et les chefs-lieux départementaux à l'intérieur même du Pays bamiléké. Par ailleurs, nous constatons que l'axe routier Bafang-Yabassi n'a toujours pas été bitumé dans ses parties les plus en pente : La descente du rebord méridional du plateau bamiléké constitue par exemple un véritable goulot d'étranglement pour la circulation car, en saison des pluies, la chaussée dégradée ne permet pas à tous les véhicules de s'y aventurer. Cette situation est incontestablement un frein aux activités de commerce et de transport que plusieurs pionniers envisagent.

Le fait que l'immigration se poursuit est en lui-même encourageant pour l'avenir de l'Opération.

Cependant, les statistiques concernant le recrutement des pionniers ne nous invitent pas à l'optimisme, et l'Opération doit être dirigée activement pendant plusieurs années encore pour prendre toute son ampleur.

La courbe donnant l'effectif des pionniers présents accuse un net fléchissement en 1974 à cause d'un fort contingent de partants. Le solde migratoire est resté néanmoins positif cette année là, mais avec un chiffre dérisoire. Plus généralement, cette courbe tend à ralentir sa progression du fait d'une diminution sensible des effectifs recrutés annuellement depuis 1970, et du plus grand nombre de partants. Ce ralentissement explique qu'aucun nouveau village n'ait été créé entre le 6/1971 (date de fondation du village Tam) et le 1/1976 (date de fondation du village 6e bis).



Evolution du recrutement de 1966 à 1972

Années	Nb. de pionniers recrutés		Nombre de départs		Nombre de décès		Pionniers présents	Solde migratoire annuel
	A	B	A	B	A	B		
65/66	96	96	-	-	-	-	96	+ 96
66/67	112	208	-	-	-	-	208	+ 112
67/68	305	513	46	46	4	4	463	+ 255
68/69	330	843	38	84	5	9	750	+ 287
69/70	312	1155	159	243	3	12	900	+ 150
70/71	212	1367	89	332	3	15	1020	+ 120
71/72	270	1637	105	437	5	20	1180	+ 160
72/73	230	1867	134	571	12	32	1264	+ 84
73/74	232	2099	201	772	5	37	1290	+ 26
74/75	225	2324	95	867	10	47	1410	+ 120
75/76	201	2525	90	957	9	56	1512	+ 102
76/77	206	2731	128	1085	12	68	1578	+ 66
Total	2731	2731	1085	1085	68	68	1578	+ 1578

A = Effectif annuel

B = Total cumulé

Lors de notre rapport d'enquête de 1971, nous n'étions pas encore devant une situation aussi alarmante. Nous avons même alors cherché à dédramatiser le choc psychologique produit inévitablement par les départs :

"243 recrutés sont répartis entre le début de l'Opération et le 30 juin 1970, soit 21% des recrutés. Les études portant sur des zones d'immigration présentent toujours un migrant hésitant à se fixer définitivement. Ce dernier préfère fréquenter plusieurs villages entre lesquels il choisira. Dans la zone que nous étudions, l'implantation dans un village n'est pas laissé au libre choix et la plantation est un élément de fixation. Le système présente ainsi une certaine rigidité et le colon n'aura le choix qu'entre partir ou rester.

Compte tenu des difficultés que nous avons évoquées, les départs ne semblent pas atteindre un seuil alarmant. Le terme de "déserteur" attribué au partant manifeste la réaction d'une société qui se sent atteinte dans ses valeurs par l'attitude de rejet de ces partants" (P. 157).

En fait, la brusque augmentation des départs résulte d'une modification dans le recrutement.

Au début nous avons une majorité d'hommes adultes, ayant déjà un passé de migrant (à Douala et dans le Mungo) et désireux de se fixer définitivement. Un certain nombre d'entre eux était des ex-gardes civiles contraints de se reconvertir après la pacification des derniers maquis upécistes. Mais déjà lors de notre enquête, en 1971, nous avons signalé la plus grande jeunesse des plus récents villages : à Kouendou, par exemple, 65% des pionniers avaient moins de 25 ans (contre 32% pour les trois premiers villages, les âges étant calculés à la date d'installation).

Le recrutement s'est également modifié par une plus grande hétérogénéité. Les statistiques renforcent d'ailleurs cette hétérogénéité en utilisant des catégories géographiques qui divisent le courant migratoire d'origine bamiléké : les pionniers bamiléké peuvent en effet provenir de plusieurs provinces (l'Ouest qui correspond aux départements bamiléké et le Littoral avec le Mungo et la ville de Douala). Par ailleurs, les effectifs en provenance du Littoral sont en grande majorité

des autochtones - donc des non migrants - qui ont été intégrés à l'Opération. Ils étaient environ 200 en 1975, soit 14,18% des effectifs, répartis dans les villages Ndocktiba (Ba-Ndêm), Tam (Ba-Ndêm) et Madip (Dibum de Ndoubian et Bamiléké des chefferies Ebiam et Moya).

Cette plus grande hétérogénéité modifie le profil du pionnier. L'origine ethnique du migrant a en effet une grande importance quant à sa stabilité, et le type de relation qu'il établit avec sa région d'origine.

Le migrant bamiléké cherche en général à s'installer définitivement en ouvrant une plantation de café et en pratiquant des activités tertiaires : transport, commerce, artisanat, etc... S'il part, se sera pour y laisser un frère cadet poursuivre son oeuvre. Il se lancera alors dans des activités plus lucratives, en général dans un milieu urbain proche. C'est ce que nous avons appelé le projet pionnier.

Il ne faudra pas, par contre, attendre la même stabilité d'autres migrants, car les comportements socio-économiques peuvent être variables.

Les originaires de la région de Bamenda (Province du Nord-Ouest) par exemple, recherchent un travail salarié et temporaire. Dès 1970, plusieurs originaires de cette région se trouvaient déjà dans la zone et s'offraient pour exécuter des travaux ponctuels à la tâche : défrichage, etc... L'existence d'une prime alimentaire durant les trois premières années d'installation ne peut qu'inviter ces migrants à une présence plus stable en adoptant le statut de pionnier. Il n'en reste pas moins que leur migration reste temporaire car, contrairement aux Bamiléké, la terre ne manque pas dans leur chefferie d'origine et ils peuvent facilement y retourner après avoir gagné quelque argent. C'est en effet la recherche de l'argent qui motive leur déplacement. Ils sont par exemple nombreux dans les grandes plantations industrielles de la C.D.C. et de la Pamol, dans la région de Buéa (Sud-Ouest). Nous doutons qu'ils puissent assurer à l'Opération Yabassi-Bafang une base stable.

Il en ressort de même des migrants originaires du Nord du Cameroun : quelques Mbororo sont venus et repartis, de même des Guiziga qu'on avait fait venir pour jouer le rôle de bouviers lorsque les dirigeants de l'Opération visaient la multiplication d'un troupeau de boeufs de race ndama.

Les jeunes éton sont souvent sollicités par les recruteurs de main d'oeuvre. Leur situation est en effet comparable aux Bámiléké : la terre manque en pays éton et les jeunes ne peuvent y ouvrir des plantations à leur propre compte. Ils se réfugient alors dans des activités en liaison avec le milieu urbain le plus proche qui est Yaoundé (vente de vin de palme, maraichage, etc...), où ils émigrent. Jusqu'à présent on constate que les Eton n'investissent pas d'autres milieux ruraux que ceux qu'ils occupent traditionnellement. Des projets qui envisagent l'installation d'Eton au nord de la Sanaga, dans la région de Ntui, rencontrent beaucoup de crainte de la part des intéressés (1). Nous sommes donc surpris de trouver de nombreux Eton dans les villages pionniers. Ils y sont arrivés depuis 73/74, et 141 ont été recrutés jusqu'à ce jour. Ce chiffre est néanmoins amputé de nombreux départs (39,74% de partants) et il ne reste actuellement que 85 pionniers originaires du département de la Lékié.⁽²⁾ Le caractère récent de cette immigration ne nous permet pas encore de savoir s'il s'agit d'une immigration de type définitif ou temporaire.

Sans doute, la présence parmi les responsables actuels de l'Opération de plusieurs cadres de même origine n'a pas été sans rassurer les jeunes migrants de la Lékié en créant un climat psychologique favorable.

(1) voir les articles de B. DELPECH - Le pont de l'enfance et le projet "1000 familles", note sur les opinions et aspirations de jeunes paysans de la Lékié - 1976, Yaoundé, ONAREST, 25p multigr. ; et Essai de prospective sociale : esquisse d'une communauté pionnière par de jeunes ruraux sud-camerounais - 1977, Yaoundé, ONAREST, col. Travaux et Documents de l'I.S.H., 66p. multigr.

(2) chiffre communiqué par M. COMITI de la Mission FAC 1977.

Immigration Eton dans les villages pionniers
de l'Opération Yabassi-Bafang

Nombre de recrutés	
1968/1969	2
1969/70 .....	.
1970/1971 .....	.
1971/1972 .....	.
1972/1973	4
1973/1974	28
1974/1975	43
1975/1976	41
1976/1977	23
Total	141

Source : SODENKAM, Rapports annuels.

Dans les années à venir, l'Opération pourra vraisemblablement recruter des jeunes, originaires du Littoral, qui auront bénéficié d'une formation rurale dispensée dans le cadre du Service Civique National de Participation au Développement (S.C.N.P.D.) dont un centre a été ouvert à Yabassi. Une première promotion sortait de ce centre le 10 juin 1977, soit une quinzaine de jeunes. Des zones de colonisation agricole aux abords de quelques villages autochtones des environs de Yabassi (1) sont actuellement envisagées par le SCNPD pour offrir des débouchés à ces jeunes ruraux, mais on peut penser que c'est principalement avec l'Opérations Yabassi-Bafang que l'articulation se fera.

Enfin l'immigration spontanée qui se fixe aux abords du périmètre mis en valeur et dont nous avons évoqué les premières manifestations dès notre enquête de 1971, se continue. La terre acquiert une valeur marchande et les achats de terrains se font actuellement autour de 20.000 F. CFA à l'hectare.

(1) Ndok Not, Ndok Bao, Ndokati.

Actuellement, les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang ont une population totale de 5 162 habitants ce qui représente le tiers de la population totale de l'Arrondissement de Nkondjok. Cette population totale se décompose ainsi :

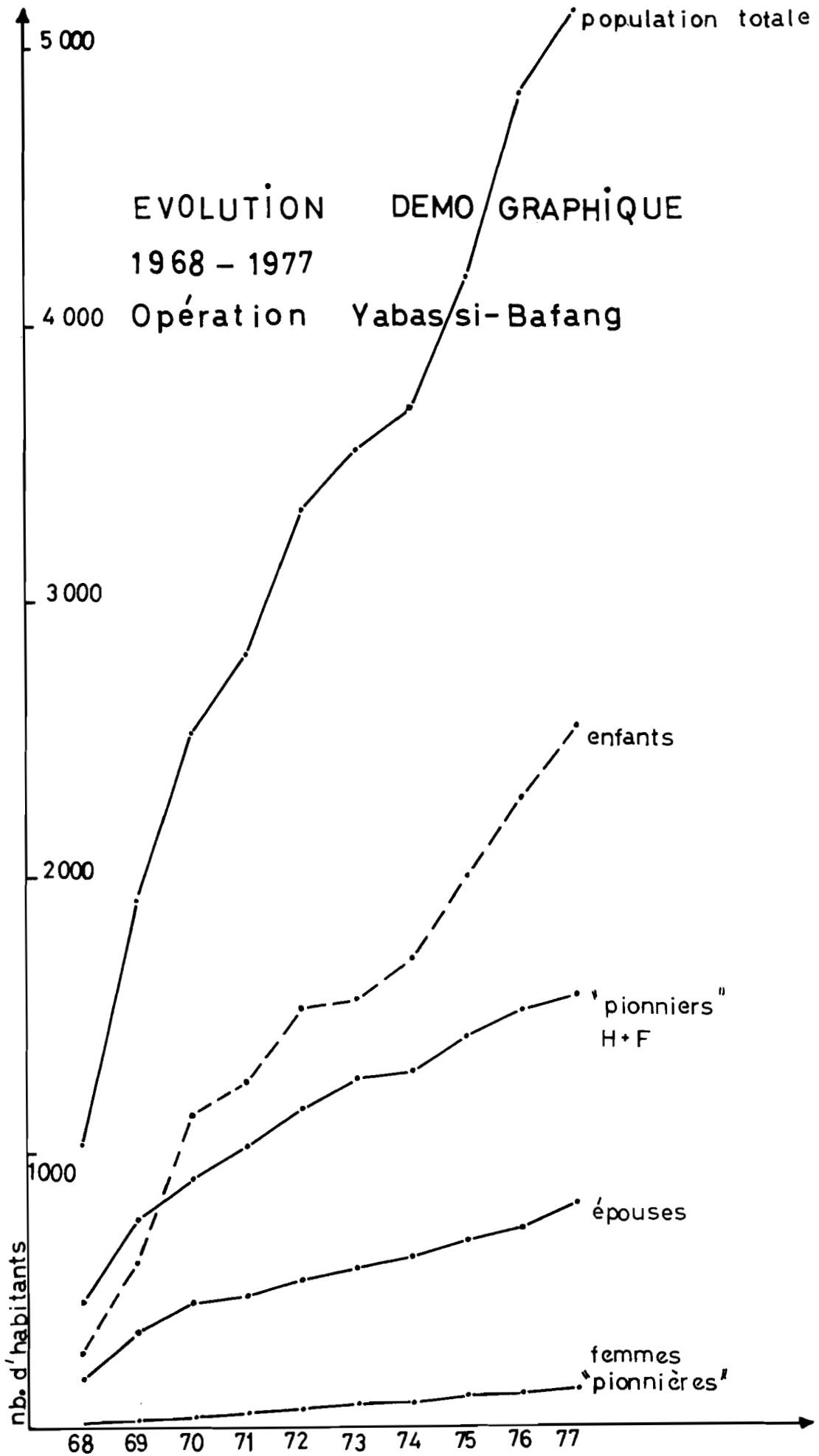
- chefs de famille homme	1 441	soit 27,9%
femmes	137	2,7%
- épouses	811	15,7%
- enfants	2 544	49,3%
- personnes à charge	229	4,4%
Total	5 162	100,0%

Pour attirer et retenir les colons agricoles, les dirigeants de la SODENKAM ont tout mis en oeuvre pour améliorer le sort du nouveau pionnier.

Compte tenu de l'inflation actuelle des prix, la prime alimentaire attribuée durant les trois premières années d'installation a été augmentée substantiellement :

	anciens tarifs	nouveaux tarifs
1ère année	3 000 F CFA	3 900 F CFA
2ème année	2 250	3 750
3ème année	1 500	2 250

En plus, le nouvel arrivant trouve déjà construite une case de 5 x 3 m pour un hébergement provisoire. Cette case servira ensuite de cuisine lorsque le pionnier aura terminé la construction de sa case définitive.



Un effort particulier a été fait pour le développement du sport dans les villages. En octobre 1975, la SODENKAM avait aménagé 7 terrains de football et 5 terrains de volley-ball. 10 équipes de football, 11 équipes de volley-ball (dont 4 équipes de femmes) et 2 équipes de handball, y évoluaient. Le PIONNIER SPORTING CLUB réunit les meilleurs joueurs de l'Arrondissement de Nkondjok et affronte les équipes des départements voisins.

Les villages ont continué à se doter de foyers culturels (on en dénombre actuellement 17), de dispensaires (6 en 1977), d'écoles primaires et maternelles (12 établissements), etc... Nkondjok s'enorgueillit d'un collège d'enseignement général, d'un centre de santé développé, et surtout, d'une usine de décortilage de café qui a commencé à fonctionner en 1976/77, et d'une poste ouverte le 31 octobre 76 et qui concrétise la promesse du Président de la République lors d'une visite à Nkondjok le 12 avril 1976.

Ces équipements participent au mieux être des populations locales. Nous devons cependant mentionner quelques problèmes qui sont souvent évoqués par les intéressés.

Des titres de propriété devaient être délivrés aux pionniers après 5 années. Or les premiers pionniers installés ne disposent, jusqu'à cette date, que d'un titre de concession provisoire. Cette situation n'est pas sans inquiéter les intéressés d'autant plus qu'un arrêté du 13 août 1976 précise le cahier des charges du pionnier de la SODENKAM et prévoit le retrait du titre en cas d'absence prolongée : 30 jours consécutifs d'absence pour les nouveaux arrivés, 3 mois d'absence pour ceux qui disposent d'un titre provisoire, 1 an d'absence pour ceux qui ont un titre définitif, suffissent pour être sanctionnés.

Une distance s'est introduite dans les relations entre les pionniers et l'encadrement technique et administratif. Les premiers pionniers évoquent avec chaleur les premières années où les dirigeants de l'Opération discutaient fréquemment avec eux, au sein même des villages,

de leurs problèmes et des décisions à prendre. L'encadrement s'est parfois bureaucratisé, et par ailleurs, ne souhaite pas maintenir le lien d'assistance parternaliste qui prévalait au début.

En août 1971, la SODENKAM employait 418 salariés. Elle n'en emploie plus aujourd'hui que 332 (1). Cette diminution est sans doute due au lancement de pépinières villageoises lesquelles ont allégé le dispositif de l'Opération. Mais ce nombre reste manifestement élevé puisqu'on a 1 salarié pour 4,75 pionniers.

Ces salariés, notamment ceux qui travaillent dans les bureaux, ont parfois tendance à se comporter comme une entité tout à fait indépendante de l'existence de ceux qui justifient pourtant leur présence, à savoir les pionniers. Ces derniers se heurtent parfois à un comportement bureaucratique, source de nombreux conflits relationnels souvent interprétés en termes ethniques car le recrutement des salariés ne coïncide pas forcément avec celui des pionniers.

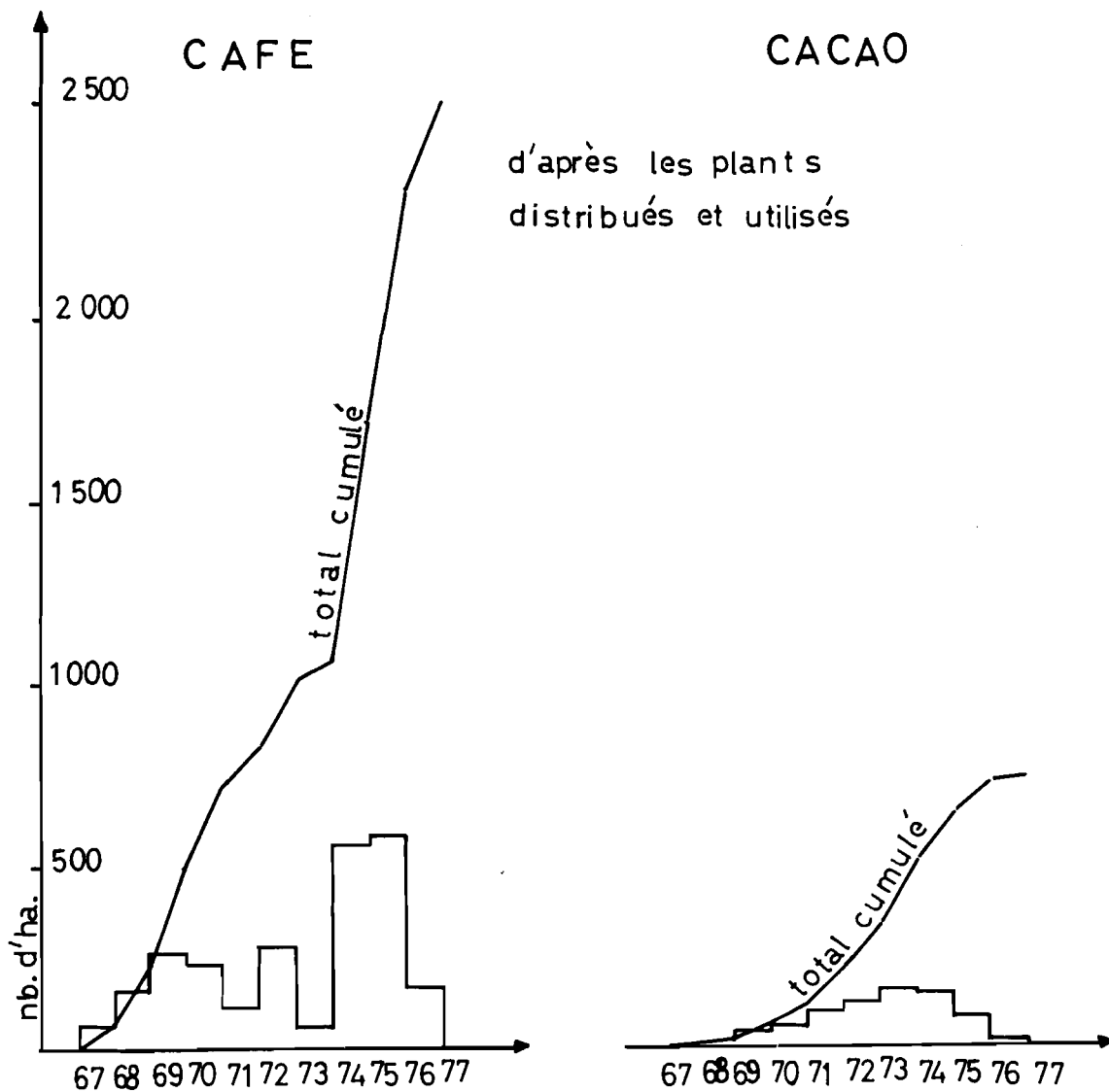
* *

Sur le plan économique, la zone de mise en valeur agricole apparaît aujourd'hui comme une région productrice de café et de cacao, pratiquant en outre le petit élevage et participant à l'approvisionnement en produits vivriers des centres urbains les plus proches (Bafang et Yabassi).

Les caféiers sont beaucoup plus nombreux que les cacaoyers. En 1977, on avait la situation suivante pour l'ensemble des villages "pionniers" :

(1) sont inclus dans ce chiffre les cadres techniques et administratifs, des infirmiers et des instituteurs. Les manoeuvres agricoles constituent la majorité.

SUPERFICIES en ha. 1967-1976



d'après les plants
distribués et utilisés

Opération Yabassi - Bafang

	<u>CAFE</u>	<u>CACAO</u>
nombre de plants distribués et utilisés		
1967-1977 (1)	2 747 000	1 176 000
superficie plantée (en ha) (2)	1 960	480
dont en production	1 330	350
production commercialisée en kg)(3).	493 500	5 800

1)- LE CACAO

a)- Intérêt porté par les "pionniers" au cacao

Le cacaoyer a été très tôt introduit dans la région de Nkondjok par la colonisation allemande. En 1913 une plantation européenne (plantation Kuntz) fut mise en valeur au sud immédiat de Nkondjok, dans l'actuel quartier Sahé. La guerre 14-18 empêcha son exploitation. Par ailleurs, on retrouve encore aujourd'hui, aux abords des villages autochtones, de nombreuses cacaoyères abandonnées.

Dès le début de l'Opération, l'accent fut mis sur la cacaoculture afin d'échapper aux risques d'une monoculture. De 1967 à 1977, 30% des plants distribués (et utilisés) (caféiers + cacaoyers) sont des cacaoyers, et ce pourcentage dépasse les 50% pour les deux villages de Ndoktiba et de Madip dont la population originaire de l'Arrondissement même de Nkondjok est déjà familiarisée avec cette culture (ce qui n'est pas le cas pour la plupart des autres immigrés dont beaucoup viennent des Plateaux de l'Ouest). Viennent ensuite les villages les plus récents sur lesquels la SODENKAM a accentué sa politique d'encouragement à la cacaoculture.

-
- (1) La SODENKAM effectue chaque année une vérification de l'utilisation effective des plants qu'elle a distribués. Pour la dernière année, 1976/77, nous n'avons eu que les effectifs distribués car la vérification n'avait pas encore eu lieu.
 - (2) d'après un recensement de la SODENKAM en avril 1977.
 - (3) Production des seuls villages "pionniers" car la SODENKAM commercialise en plus les produits du Centre d'Appui technique de Nkondjok (ferme expérimentale qu'elle gère directement) et ceux des planteurs autochtones des villages voisins qui se sont inscrits à la coopérative mise en place dans le cadre de l'Opération (la C.R.E.A.).

Nombre de cacaoyers pour 100 plants distribués
et utilisés - par village -

Ndoktiba	10	53,6%
Madip	16ter	52,6
Kouenjou	7	39,0
Dissouk	2bis	37,6
Miné	16	36,2
Tam	8	31,8
Ngoman	2	30,2
moyenne générale	.....	30,0
Matoubé	5	29,4
Malé	6	28,6
NdockSamba	3	26,3
Dockouma	13	25,8
Njingang	1	24,5
Mabombé	4	22,8
Dékoulé	3b	20,3
6ème bis	6b	12,4.

Cependant, tous les plants n'arrivent pas à croître dans de bonnes conditions. D'après le nombre total de cacaoyers distribués et estimés avoir été utilisés, et en appliquant la moyenne de 1600 plants par hectare (indice utilisé par les services techniques de la SODENKAM), on devrait obtenir un total de 735 ha de cacaoyers. Or, un recensement des superficies effectué par la SODENKAM en avril 1977 n'atteint que 484 ha, soit une diminution de - 34,1% (1).

(1) Cette diminution est très variable selon les villages sans qu'on puisse en percevoir les véritables causes :

6b (+ 215,8), 4 (+ 5,3), 16ter (- 1,9), 8 (-10,4), 1 (- 20,6),
3b (+ 20,9), 6 (-23,8), 2 (- 36,5), 3(-37,4), 7 (- 37,4)
2b (- 49,2), 5 (- 50,0), 16 (-59,2), 10 (- 61,6), 13 (-70,1)

Compte tenu d'une part de ces pertes qui sont plus fortes que pour les caféiers (- 22,4%), et d'autre part qu'on peut mettre davantage de cacaoyers sur un hectare que de caféiers (1600 plants en moyenne contre 1089), on n'a finalement que 19,8% de la superficie des plantations occupés par des cacaoyers.

La situation est très variables selon les villages et on peut dresser un second classement parallèle au précédent.

Nombre d'hectare occupés par des cacaoyers pour
100 hectares de plantation - par village -

Madip	16ter	40,8%
Ndokitiba	10	32,8
Kouenjou	7	31,9
Gème bis	6b	28,3
Malé	6	25,6
Tam	8	23,5
Ngoman	2	22,5
moyenne générale	.....	19,8
Mabombé	4	19,1
Dissouk	3b	18,7
Ndocksamba	3	16,9
Miné	16	16,5
Njingang	1	15,6
Matoubé	5	14,2
Dékoulé	3b	13,3
Dockouma	13	12,3

On constate en comparant les deux classements que les villages Miné et Dissouk ont été éliminés de la tête du second classement, ce qui donne à penser que les pertes ont été particulièrement importantes dans ces villages.

En définitive, on a pour chaque village la superficie moyenne par exploitation (d'après le recensement de la SODENKAM d'avril 1977) :

Superficie plantée en cacaoyers par village
moyenne pour un exploitant

Ngoman	2	0,53 ha
Madip	16ter	0,52
Malé	6	0,50
Dissouk	2b	0,44
Maïombé	4	0,40
Kouenjou	7	0,39
Njingang	1	0,33
moyenne générale	.....	0,31
Ndocksamba	3	0,27
Matoubé	4	0,26
Miné	16	0,24
Dékoulé	3b	0,22
Tam	8	0,20
Ndoktiba	10	0,18
Dockouma	13	0,14
6ème bis	6b	0,06

A la même date, et selon le même recensement, la superficie moyenne par exploitant pour le café est de 1,2 ha, soit quatre fois plus.

Cette prééminence de la caféiculture sur la cacaoculture est d'autant plus frappante qu'après un début prometteur, la production de cacao (du moins celle commercialisée par la SODENKAM) s'est effondrée ces dernières années : en 1974/75, 9,36 tonnes avaient été commercialisées (soit une moyenne de 12,4 kg par exploitant), mais seulement 5,8 tonnes en 1976/77 (soit 4,6 kg par exploitant).

Ce faible développement de la cacaoculture s'explique du fait que les villages pionniers se situent à la limite septentrionale de la zone écologique du cacao (de 4°43 de latitude nord pour le village Ndoktiba, à 4°59 pour Njingang), et que la plupart des colons ne sont pas initiés à cette culture. Cependant, un des premiers villages fondés, Ngoman, n'avait

pas reculé devant l'effort d'initiation et plusieurs de ses membres avaient participé aux stages de formation organisés par l'Opération, ce qui explique sa position en tête du classement précédent. On peut rappeler à ce propos que les prix d'achat officiels pratiqués ces dernières années ont quelque peu découragés le paysannat. (1).

On peut remarquer par ailleurs que le relief chaotique de la région n'offre bien souvent que des vallées trop encaissées aux pentes convexes, peu aptes à la culture du cacaoyer lequel préfère les bas-fonds plus humides. Ce facteur explique sans doute la différence entre Malé et Dockouma, et entre Ngoman et Njingang.

b)- La production cacaoyère

La production cacaoyère dépend plus précisément des superficies "en production", à-dire des plants ayant au moins 4 ans et qui commencent à fructifier. En 1977, 72,3% de la superficie plantée en cacaoyers était productive (1).

On aboutit à un nouveau classement des villages où seules les cacaoyères en production sont prises en compte (2).

Superficie plantée en cacaoyers, et en production, - par village - moyenne pour un exploitant -

Ngoman	2	0,76 ha
Malé	6	0,52
Mabombé	4	0,42
Matoubé	5	0,29
Dékoulé	3b	0,28
moyenne générale	.....	0,28
Ndocksamba	3	0,23
Kouendjou	7	0,23
Madip	16ter	0,23
Njingang	1	0,22
Dockouma	13	0,13
Dissouk	2b	0,13
Kiné	16	0,13
Ndoktiba	10	0,10

(1) On a par village : 13 (100%), 6 (99,3%), 4 (98,6%), 3b (97,9%), 4 (93,8%) 2 (80,1%), 3 (72,6%), 10 (64,3%), 1 (63,8%) 7 (56,4%), 16 (54,3%), 16ter 41,9%), 2b (34,0%), 8 et 6b (0%).

(2) Rapport entre la superficie en production en 1977, et le nombre d'exploitants en 1973 (date à laquelle les cacaoyers plantés peuvent effectivement commencer à produire à partir de 1977). Ceci explique que certaines moyennes soient plus élevées que pour le classement précédent.

La production dépend aussi des rendements. Pour l'ensemble des villages, le rendement était en 1976/77 de 16,5 kg. par hectare, ce qui est une moyenne très faible. Ceci s'explique en partie par une chute de la production ces dernières années. En fait, la production maximum a été atteinte en 1974/75. A cette date là, mais d'après un autre mode de calcul à partir des plants distribués et utilisés, les rendements moyens dépassaient les 50 kg/ha.

Rendements des cacaoyers (kg/ha) par village et selon deux modes de calcul distincts A et B

	en 1976/1977		en 1974/1975
	A	B	B
Miné 16...	40,7	11,8	37,6
Madip 16ter	31,1	23,0	/
Malé 6...	26,4	27,7	70,8
Kouenjou 7	26,2	15,8	119,9
Dissouk 2b	25,2	9,8	/
Ndocksamba 3	22,8	13,2	47,7
Matoubé 5	14,2	11,4	50,6
Dékoulé 2b...	11,9	11,8	48,5
Ngoman 2	8,4	6,2	33,1
Mabombé 4...	7,3	8,9	53,6
Dokouma 13..	4,0	1,4	7,9
Njingang 1..	3,4	2,4	27,3
Ndoktiba 10.	/	/	17,6
Tam 8.	/	/	/
6ème bis 6b	/	/	/
moyenne générale	16,5	11,8	57,7

A : Production commercialisée par la SODENKAM en 1976/1977 par rapport à la superficie "en production" (1977).

B : Production commercialisée par la SODENKAM en 1976/77 et en 1974/75 par rapport à la superficie calculée à partir des plants distribués aux années antérieures et qui sont susceptibles de produire à la date de production.

L'analyse de ces résultats s'avère complexe. L'année 1976/1977 est une année de très faible production. Nous avons essayé de compenser cette situation par une référence à l'année 1974/75, mais nous avons dû alors faire appel à un mode de calcul(B) beaucoup plus approximatif. Au niveau d'un village, nous sommes d'autre part amenés à travailler sur des petits nombres, ce qui n'est pas statistiquement satisfaisant. Enfin, les recensements effectués par les services techniques de la SODENKAM ont été utilisés tels quels sans vérification supplémentaire.

On constate que Malé et Miné rejoignent en tête du classement le village Madip dont nous avons précédemment signalé son intérêt pour la cacaoculture du fait de sa population autochtone. Malé et Miné sont précisément deux villages qui ont fait un effort particulier, entre autres en achetant des pulvérisateurs T 16.

Nombre de pulvérisateurs T 16 pour 100 exploitants en 1977

Malé	6	26,1 pulvérisateurs
Miné	16	22,6
Matoubé	4	13,2
Ndocksamba	3	11,9
Dékoulé	3b	10,9
moyenne générale	.....	8,2
Ngoman	2	6,4
Dockouma	13	5,8
Mabombé	4	5,7
Kouendjou	7	3,2
Tam	8	3,1
Njingang	1	2,8
Madip	16ter	1,7
Dissouk	2b	0
Ndaktiba	10	0
6ème bis	6b	0

Finalement, on aboutit à de grandes disparités entre les villages quant à la production cacaoyère moyenne par exploitant.

Classement des villages selon la production de cacao

(moyenne par exploitant en kg.)

		1974/1975(1)			1976/1977 (2)
Ngoman	2	24,3	Malé	6	13,8
Kouendjou	7	15,5	Madip	16ter	7,1
Matoubé	5	13,1	Ngoman	2	6,4
Ndocksamba	3	10,7	Kouendjou	7	6,0
Mabombé	4	10,4	Ndocksamba	3	5,3
Miné	16	9,3	Miné	16	5,3
moyenne générale		9,2	moyenne générale		4,6
Malé	6	8,7	Matoubé	5	4,2
Ndoktiba	10	8,3	Dékoulé	3b	3,3
Dékoulé	3b	4,5	Dissouk	2b	3,2
Madip	16ter	4,2	Mabombé	4	3,0
Njingang	1	4,2	Tam	8	0,9
Dockouma	13	1,6	Njingang	1	0,7
			Ddockouma	13	0,5
			Ndoktiba	10	/

2 - LE CAFE

Avec la chute de la production cacaoyère dans les dernières années, le café apparaît sans conteste comme la culture dominante.

(1) Production commercialisée en 1974/75 par rapport au nombre d'exploitants de 1971 (les cacaoyers distribués en 1971/1972 commençant à produire en 1974/1975).

(2) Production commercialisée en 1976/1977 par rapport au nombre d'exploitants de 1973.

a)- Superficies plantées

En mai 1977, la superficie plantée en caféiers atteignait près de 2000 ha (1) soit une moyenne de 1,24 ha par exploitant. Apparemment ceci est peu. En fait, il convient de se rappeler que nous sommes dans une zone d'immigration où les nouveaux venus font baisser automatiquement la moyenne par exploitant.

Si on tient compte des seules plantations en production on a (toujours en avril 1977) : 1328 ha. Cette superficie est à mettre en rapport avec le nombre d'exploitants qui ont pu mettre en valeur ces plantations, c'est-à-dire ceux qui étaient déjà présents en 1973; il faut en effet 4 ans pour qu'une plantation arrive à maturité. Ceci donne une moyenne de 1,05 ha en production par exploitant ce qui n'est pas négligeable.

Là aussi, la situation par village est très variable. Hormis quelques cas (Ndoktiba qui n'a pas consacré de grandes superficies à la caféiculture; Miné et Dissouk qui au contraire ont mené à bien la mise en valeur de leurs plantations de café) la performance des villages quant aux superficies mises en valeur, correspond à leur ancienneté (2)

(1) L'évaluation des superficies à partir des plants distribués et utilisés de 1967 à 1977, donne près de 2500 ha soit + 22,4 (mode de calcul B dont nous avons déjà dit qu'il était plus aléatoire que le Recensement fait en avril 1977).

(2) Il faut se rappeler néanmoins que les villages peuvent recevoir des éléments complémentaire ultérieurement à leur fondation par un premier contingent.

Superficies plantées en caféiers, par village

(moyenne par exploitant)

Villages par ordre d'ancienneté		S. en ha	S. en production (a)
Njingang	1	1,76	1,46
Ngoman	2	1,84	2,20
Ndoksamba	3	1,61	1,56
Mabombé	4	1,71	1,24
Matoubé	5	1,55	1,20
Dékoulé	3b	1,41	1,41
Malé	6	1,46	1,18
moyenne générale	.....	1,24	1,05
Ndoktiba	10	0,37	0,11
Dockouma	13	0,97	0,84
Miné	16	1,23	0,47
Kouendjou	7	0,82	0,41
Madip	16ter	0,75	0,48
Dissouk	2b	1,89	1,10
Tam	8	0,65	1,15
6ème bis	6b	0,16	/

(a) par rapport aux pionniers présents en 1973 qui ont pu mettre en valeur ces plantations actuellement arrivées à maturité. Ceci explique que la moyenne puisse être parfois supérieure à celle de la superficie totale.

b)- Les rendements

D'après la production commercialisée en 1976/77 soit près de 500 tonnes de café cériques, on a un rendement moyen de 372 kg à l'hectare de caféiers en production. Ce rendement varie selon les villages et ceci in-

dépendamment de leur ancienneté (1).

Classement des villages selon le rendement en 1977
(nombre de kg/ha en production)

Ndokitiba (2)	10	.....	817
Malé	6	.....	756
Dockouma	13	.....	451
Kouendjou	7	.....	421
Mabombé	4	.....	402
Ndoksamba	3	.....	386
moyenne générale		.....	372
Ngoman	2	.....	362
Matoubé	5	.....	315
Miné	16	.....	313
Madip	16ter	....	311
Dékoulé	3b	.....	286
Njingang	1	.....	259
Dissouk	2b	.....	71

c)- La production

Elle est en rapide augmentation du fait de l'accroissement des superficies mises en valeur. En 1975/76 et 1973/74 des incidents au niveau de la commercialisation du café (la C.R.E.A.) a été concurrencés par des usiniers installés dans le Petit Diboum et à Sohok) marquent la courbe de production sans cependant en infléchir l'allure générale.

(1) Un autre mode de calcul à partir des plants distribués et utilisés de 1967 à 1973, et compte tenu d'une moyenne de 1089 caféiers par hectare, donne un classement légèrement différent :

Malé 821, Kouendjou 471, Mabombé 469, Madip 422, Ndocksamba 401, Matoubé 399, Ndokitiba 394, Miné 361, Dockouma 358, Dékoulé 324, Ngoman 309, Njingang 303 et Dissouk 123.

Les valeurs sont plus groupées que dans le classement précédent et la moyenne plus élevée : 416 kg à l'hectare en production.

(2) Les superficies en production à Ndokitiba et à Malé ont sans doute été sous-estimées.

En prenant les années hors de ces incidents, nous avons établi des courbes par village. Les villages les plus anciens plafonnent dans leur production, voire même diminuent s'ils n'ont pas eu un nouvel apport d'immigrés depuis leur fondation: c'est le cas de Ngoman, Njingang et Dékoulé.

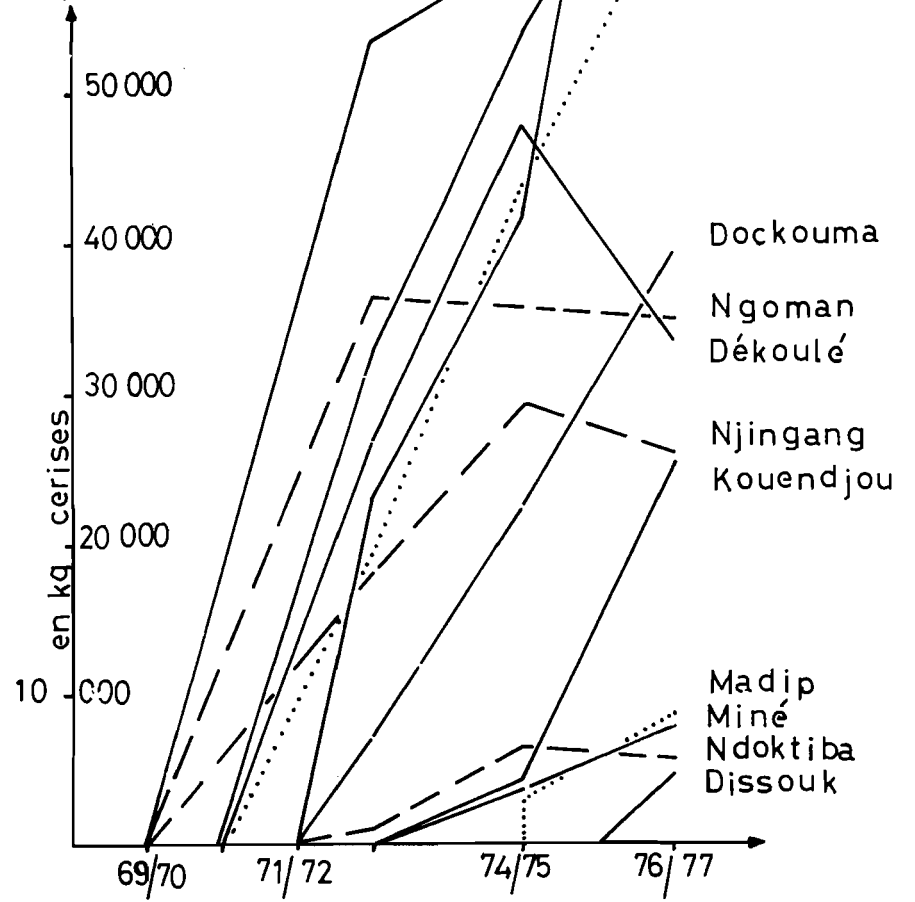
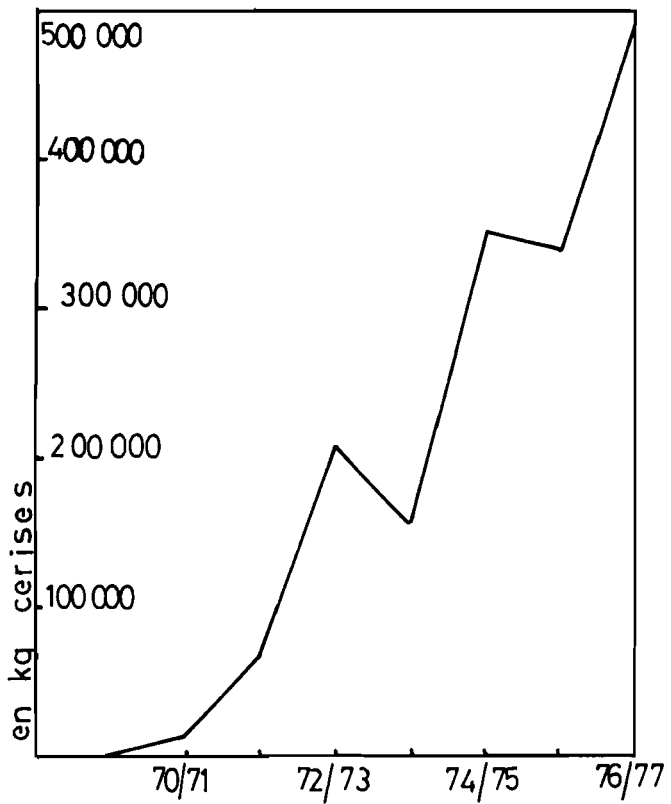
En 1976/1977, les exploitants qui étaient déjà présents en 1973 et dont les plantations étaient en production en 1976/1977, ont récolté en moyenne 390 kg de café cérises. Par village, on obtient un classement correspondant grosso-modo à l'ancienneté mais, où Malé se signale par sa performance positive alors que Ndoktiba s'aligne avec les villages les plus récents.

Classement des villages selon la production moyenne par exploitant (en kg. café cérises 1976/77)(1)

Malé	6	891 kg.
Ngoman	2	796
Ndocksamba	3	603
Mabombé	4	497
Dékoulé	3b	403
moyenne générale		390
Dockouma	13	380
Njingang	1	378
Matoubé	5	373
Kouendjou	7	172
Madip	16ter	150
Minó	16	148
Ndoktiba	10	89
Dissouk	2b	78

(1) Production 1976/1977 par rapport au nombre d'exploitants en 1973.

Opération Yabassi – Bafang
PRODUCTION de CAFÉ
 1969 – 1976



En plus des 500 000 kg cerises produits en 1976/77 par les villages de l'Opération, la SODENKAM commercialise 163 000 kg que lui apportent les planteurs autochtones inscrits à la coopérative de l'Opération (C.R.E.A.). D'autre part, quelques employés de la SODENKAM ont ouvert une plantation personnelle et le Centre d'Appui Technique commercialise les produits de ses plantations expérimentales. Ces apports complémentaires, non négligeables, permettent à la SODENKAM de commercialiser près de 700 000 kg cèrises.

Les perspectives de développement de l'Opération par la continuité de l'immigration, et l'intégration potentielle de la production caféière des villages autochtones de l'arrondissement, a justifié l'implantation à Nkondjok d'une usine à décortiquer le café qui a commencé à fonctionner en 1976/1977. On peut d'ailleurs penser que la nécessité de rentabiliser cette usine, va de plus en plus ouvrir l'Opération aux villages autochtones existant dans l'Arrondissement et promouvoir une infrastructure routière adéquate susceptible d'évacuer les produits. Nous pensons notamment aux villages situés à l'est de la rivière Makombé et dont la production économique n'est pas négligeable mais qui sont actuellement enclavés.

3 - LA PRODUCTION VIVRIERE COMMERCIALISEE

La production vivrière commercialisée est difficile à évaluer. Cependant, les services techniques de la SODENKAM aident la coopérative C.R.E.A. à évacuer par camion des produits vivriers vers Bafang, Yabassi et parfois Douala. Ceci permet à la C.R.E.A. de faire état de statistiques de commercialisation. On peut ainsi dresser le tableau suivant qui montre que, lors des meilleurs années, la C.R.E.A. commercialise environ ½ tonne de vivre par exploitant en moyenne. La baisse des années 1972/74 est due d'après les rapports annuels de la SODENKAM à un mauvais état de la route.

Produits vivriers commercialisés par la C.R.E.A.

moyenne par exploitant - en tonnes -

1969/70	.....	0,17 tonnes
1970/71	.....	0,42
1971/72	.....	0,53
1972/73	.....	0,18
1973/74	.....	0,28
1974/75	.....	0,36
1975/76	.....	0,47
1976/77	.....	0,77

En 1974/1975, le rapport annuel de la SODENKAM ventile les produits vivriers commercialisés par la C.R.E.A. selon leur nature. On a pour cette date là :

67,4 % de plantains et bananes douces
28,8 % de macabo et taro
3,8 % de divers (ignames, cannes à sucre, piment, arachides huile, etc...).

A noter que la production de riz, qui en 1969/70 avait atteint 9 tonnes de paddy, a été abandonnée par les pionniers.

4 - LE PETIT ELEVAGE

Très tôt, les nouveaux immigrants ont voulu pratiquer le petit élevage. Certains même ont voulu se lancer dans une production importante. En fait, la zone forestière tropicale, en l'absence d'une infrastructure vétérinaire, reste propice aux épidémies et n'est guère favorable à un élevage intensif. L'élevage est donc resté limité au niveau de chaque exploitation et ne fait pas l'objet d'investissements importants. En 1977, on avait en moyenne par exploitant 3,10 animaux.

Moyenne maximum		Moyenne générale	
volailles	2,35	Ngoman	5,28
chèvres, moutons	0,54	Dissouk	2,13
porcs	0,18	Malé	0,48
lapins	0,06	Ndocksamba	0,54
Total	3,10	Ngoman	7,01

Le village de Ngoman vient nettement en tête avec la moyenne de 7 animaux par exploitant.

Viennent ensuite un groupe de villages qui ont de 3,5 à 5 animaux par exploitant, et qui pratiquent l'élevage de la volaille (de loin le plus important) et celui des chèvres et moutons, mais aussi l'élevage plus important des porcs et celui plus délicat des lapins.

LE PETIT ELEVAGE EN 1977

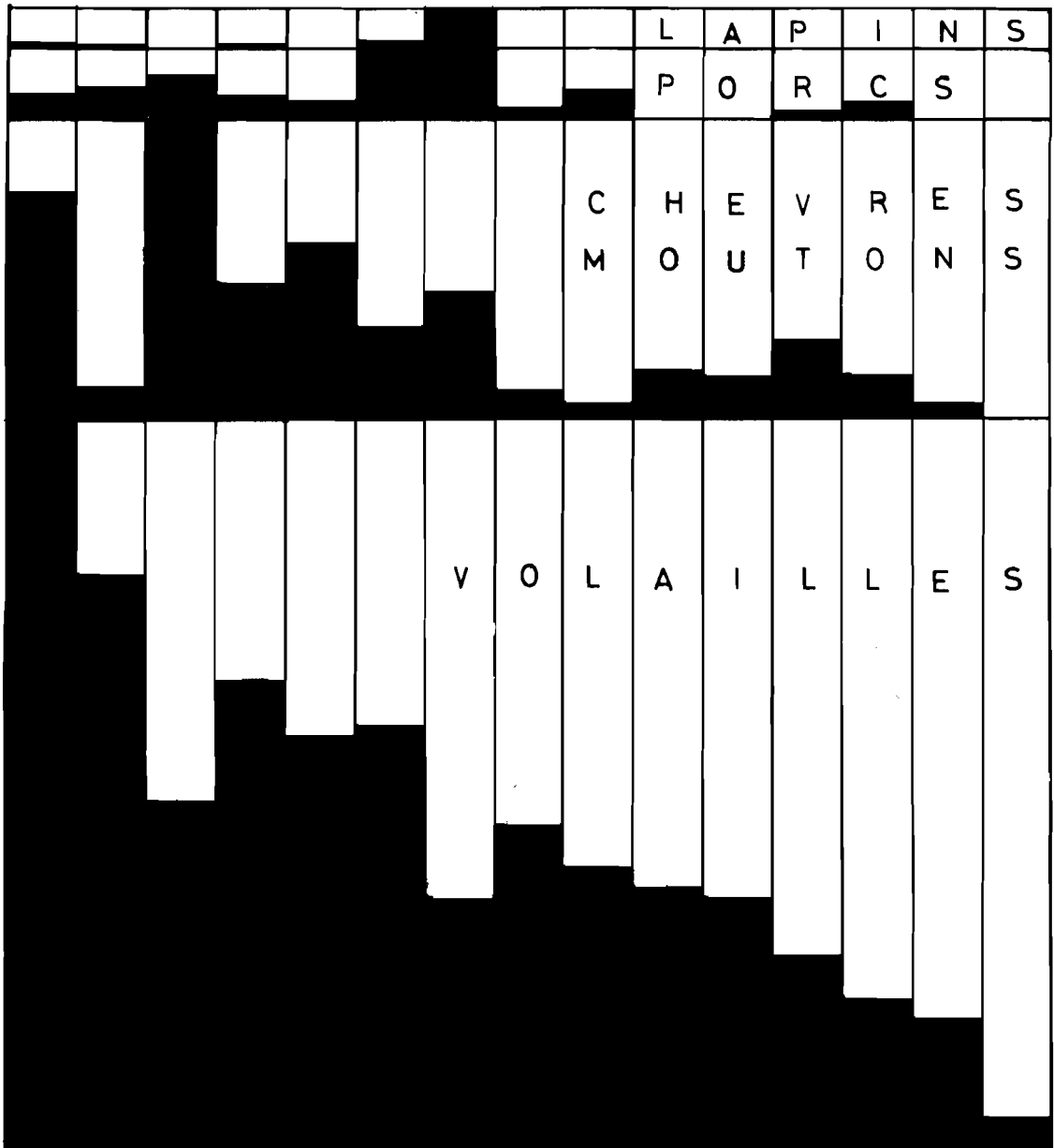
Opération Yabassi — Bafang

500
300
150

NOMBRE d'ANIMAUX
pour 100 Exploitations
et par Village

500
200
100

nombre d'animaux



2 5 2b 3b 13 6 3 16 7 16ter 10 1 4 8 6b
villages

Un 3ème groupe de villages n'a pas développé son cheptel de chèvres et moutons et n'a pas diversifié sa production (pas de lapins par exemple). Dans ce groupe les villages de pionniers autochtones (16ter et 10) ne pratiquent pas l'élevage du porc. Le nombre moyen d'animaux par exploitant s'échelonne, pour ce groupe, de 1,50 à 2,50.

Enfin les villages les plus récents, constituent un dernier groupe.

*

*

*

Cette brève présentation de la situation démographique et économique des villages pionniers complète utilement notre analyse sociologique faite en 1971. A cette date en effet, les plantations des premiers villages commençaient seulement à produire et nous n'avions pas pu alors développer cet aspect.

L'analyse par village qui est actuellement possible grâce aux séries statistiques collectées par la SODENKAM de 1967 à 1977, et au recensement des superficies plantées en avril 1977, nous a permis de moduler les moyennes économiques concernant l'ensemble de l'Opération. Ceci est d'autant plus nécessaire que l'immigration continue diminue sensiblement les performances dans la mesure où les nouveaux arrivés commencent seulement la mise en valeur de leurs lots. Cependant, cette analyse par village s'avère malgré tout très insuffisante : le village n'est pas en effet une unité homogène. Si quelques villages ont été remplis d'emblée, donc sont homogènes quant à l'ancienneté des exploitations, d'autres au contraire se sont remplis progressivement ou ont eu des apports ultérieurs à un premier contingent. Ne serait-ce que pour cette raison, mais aussi pour d'autres (nous pensons notamment à l'origine ethnique et géographique des immigrés qui renvoie à leurs stratégies sociales et économiques, aux caractéristiques démographiques, au niveau d'instruction, etc...), il serait souhaitable de procéder à une analyse plus fine par exploitation.

C'est dire que cet épilogue, qui est une mise à jour statistique, ne veut pas être une conclusion définitive.

Entrée de la zone
de colonisation agricole



Pont de TOUMBASSALA sur le NKAM



Pont de lianes sur la MAKOMBE

Pionniers devant une case





Extraction artisanale de l'huile de Palme
par foulage au pied



Défrichage de la forêt



Tronçonneur



Une plantation de Cafés



→
Une pépinière